



Phénomènes émergents liés aux drogues

Tendances récentes sur les usages de drogues à Lyon en 2017

Tendances récentes et nouvelles drogues



Nina Tissot
(Oppelia)

Table des matières

.....	1
Table des matières	2
Glossaire des sigles utilisés	4
Remerciements	5
Méthodologie générale et mise en œuvre sur le site local	7
Objectif du dispositif	7
Méthodologie.....	7
Recueil de données sur l'année 2017 en région lyonnaise	8
Traitement des informations et organisation du rapport.....	11
Approche transversale : espaces, usages et populations observées	12
Spécificités de la région lyonnaise : populations et trafics	12
Trafics : La région lyonnaise, espace de transit.....	14
Espace urbain	30
Agglomération lyonnaise : constante des profils d'usagers et de leurs usages	30
Évolutions notables sur l'année 2017	32
Focus Méthadone injectée.....	37
Espaces festifs	44
Banalisation de l'usage et métissage des espaces/usages.....	44
Espace festif alternatif	48
Espace festif conventionnel (bar, clubs.....)	51
Chemsex/slam.....	58
Contexte des soirées Lyonnaises	58
Modalités d'organisation des soirées chemsex/slam	59
Participants : hétérogénéité des profils	62
Effets recherchés / produits / pratiques	65
Risques et Dommages	70
Conclusion sur l'espace festif	76
Approche par produit	77
Tableau récapitulatif des prix signalés en 2017/ Région Lyonnaise	77
Données concernant la composition des produits en circulation dans la région	78
Les analyses CCM : produits principalement conformes, coupes habituelles.	78
Les analyse SINTES : des cocaïnes fortement dosées, et quelques étrangetés	79
Approche par produit	82
Alcool	82
Cannabis.....	82
Substances opioïdes.....	86
Héroïne.....	86
Opium - Rachacha	87

BHD	87
Méthadone.....	87
Skénan®	88
Autres médicaments codéinés et opiacés.....	89
Stimulants	92
Cocaïne et crack/free base.....	92
MDMA/ecstasy.....	93
Amphétamine	95
Méthamphétamine	95
Hallucinogènes	96
LSD.....	96
Kétamine	96
DMT.....	97
Champignons hallucinogènes.....	98
Solvants	98
Poppers	98
Protoxyde d'azote	99
GHB-GBL.....	100
RC / NPS	102
Médicaments psychotropes non opiacés.....	104
Benzodiazépines et apparentés	104
Autres médicaments	105

Glossaire des sigles utilisés

ARS : Agence Régionale de Santé

CAARUD : Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de
Drogues

CJC : Consultation Jeunes Consommateurs

CSAPA : Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

CEIP : Centre d'Évaluation et d'Information sur la Pharmacodépendance

ELSA : Équipe de Soins et de Liaison en Addictologie (dispositif intra-hospitalier)

GEAD / GLSES : Groupe d'Enquête Anti Drogues / Groupe de Lutte contre les Stupéfiants et l'Economie
Souterraine

MILDECA : Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les Comportements Addictifs

MSO/ TSO : Médicaments de Substitution aux Opiacés, Traitement de Substitution aux Opiacés

OCRTIS : Office Central pour la Répression du Trafic Illicite

OFDT : Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies

PJJ : Protection Judiciaire de la Jeunesse

RdRD : Réduction des Risques et des Dommages

SINTES : Système d'Identification National des Toxiques et Substances

Remerciements

Nous remercions l'ensemble des acteurs ayant participé à différents niveaux à la production de ce rapport, par leur contribution directe aux informations et analyses qui y sont exposées.

- **Les usagers interrogés ou ayant produit des notes d'observation** dans les différents milieux investigués. Restant anonymes, qu'ils soient ici chaleureusement remerciés de la confiance qu'ils peuvent nous faire.

- **Les responsables d'observation :**

Responsables d'observation : Violette Bertin, Yanis Bediat et Alexina Conte (milieu festif alternatif)

Théo Lemoalle-Pène et Maÿlis Couquet (milieu festif commercial)

Eric Zak et Serge Raffin (Chemsex/slam)

- **Contributeurs aux notes descriptives :**

Caroline Loth (Injection Méthadone)

Romain Amaro et Julia Jeune (clubbing lesbien)

Camille Navet (retours Pharmacies)

- **Les équipes des CAARUD, associations d'auto-support en milieu festif, et associations de santé communautaire :**

L'association Keep-Smiling (et l'association CheckPoint pour les échanges en cours)

Les équipes des CAARUD RuptureS et Pause Diabolo (Lyon), Aides (Clermont-Ferrand et Bourg-en-Bresse), Tempo (Valence), Thylac (Annecy), Fil Rouge (Annemasse), Sémaphore (Ardèche), Rimbaud (Saint-Étienne), Pélican (Chambéry), La Plage (Le Puy-en-Velay).

L'association AIDES-Lyon.

- **Les professionnels de santé** ayant participé au groupe focus :

Bénédicte Brisset (Psychologue, CJC Oppelia)

Maadi Mokkadem (Educateur, CJC LYADE)

Dr Agnès Oelsner (Médecin, Coordinatrice LYADE)

Dr Fanny Frost (Médecin, CSAPA LYADE Vénissieux- ELSA-GHM Les portes du Sud)

Frédéric Buathier (Infirmier, CSAPA CH Croix-Rousse)

Dr Aurélie Berger (Médecin, CSAPA CH Edouard Herriot)

Dr Clémence Bied (Médecin, urgences CH Edouard Herriot)

Dr Delphine Ragonnet (Médecin, ELSA CH Edouard Herriot)

Dr Maxime Defour (Médecin, CSAPA et UPC CH Edouard Herriot)

Sabine Cohen (Pharmacienne, Laboratoire de Toxicologie LYON -Sud)

Dr Guillaume Souweine (Médecin, CSAPA SITONI)

Véronique Pizzoglio-Billaudaz (Pharmacienne, CEIP)

Alexandra Boucher (Pharmacienne, CEIP)

Dr Antoine Canat (Oppelia ARIA –CSAPA du Griffon)

Claudie Rifaud (Infirmière CSAPA Griffon Oppelia, équipe mobile)
Danièle Tetaz (infirmière CSAPA Jonathan Oppelia)
Dr Marie Sautereau (Médecin, SMPR – Corbas)
Keira Larbi (infirmière ELSA- CH Le Vinatier)
Dr Christophe Icard (Médecin, CSAPA pénitentiaire Corbas)
Marjorie Coulon (infirmière ELSA – CH St Jean de Dieu)

Pour leur participation aux remontées d'informations sur les pratiques de chemsex/slam : le Dr Matthieu Godinot et le Dr Pierre Chiarello.

Pour leur participation directe à l'analyse sur les pratiques d'injection de méthadone : Christophe Wolak - interprète russophone et polonophone en CAARUD et CSAPA, le Dr Nathalie Duvernay et Céline Tessier - éducatrice spécialisée au CAARUD Pause Diabolo (Le Mas), et Ketevan Grémillon - éducatrice spécialisée russophone et géorgophone au CAARUD RuptureS (Oppelia).

Pour leurs retours sur l'année :

L'équipe du Samu Social 69 (association Alynea)

Les pharmaciens partenaires de PEKO (Programme d'Echange de Kits en Officines) et autres pharmacies de l'agglomération

● **La cheffe de Projet MILDECA Mme Gouraud**, pour son soutien dans la mise en œuvre du groupe focus application de la loi,

● **Les professionnels des services suivants ayant participé au groupe focal application de la loi :**

La Gendarmerie Nationale, Section Recherche de Lyon, division Atteintes aux Biens Groupe Stupéfiants

L'Institut National de la Police Scientifique 69 et le laboratoire de Police Scientifique de Lyon

La Direction Départementale de la Sécurité Publique 69 (DDSP), Service des stupéfiants

La DDSP 69, Groupe Lutte contre les Stupéfiants et l'Economie Souterraine division Ouest

La Gendarmerie Départementale du Rhône

Le Parquet de Lyon

La Cellule de Renseignement et d'Orientation des Contrôles Direction régionale des douanes et droits indirects de Lyon, Douanes des départements Rhône-Ardèche-Drôme-Isère-Loire

● **L'ensemble des collecteurs et collectrices SINTES** qui ont collecté des échantillons auprès des usagers rencontrés en milieu festif ou structures spécialisées.

● Muriel Grand (Oppelia ARIA) pour les retranscriptions d'entretiens et focus groupe

● **L'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (OFDT)** et l'équipe de la coordination nationale TREND pour son soutien dans les suites de la mise en œuvre du site lyonnais, et en particulier Julien Morel D'Arleux - directeur de l'OFDT, Agnès Cadet-Tairou, Magali Martinez, Michel Gandilhon, Thomas Nefau, Maitena Millhet, et Clément Gérôme.

Méthodologie générale et mise en œuvre sur le site local

Objectif du dispositif

L'objectif du dispositif TREND est de fournir, en complément des dispositifs existants (enquêtes statistiques en population générale), des éléments de connaissance sur les phénomènes émergents liés aux usages de drogues. Il vise ainsi à améliorer à la fois les connaissances des produits, leurs modes de diffusion, leurs modalités d'usage, mais aussi celles concernant les profils d'usagers, leurs motivations à l'usage et leurs représentations, ainsi que les risques et les dommages associés à ces consommations. Il s'agit, pour un site régional, de mettre en lien ces données avec les éléments concernant un territoire en particulier, afin de faire apparaître les éléments de contextes permettant une compréhension plus fine des phénomènes locaux, en regard des tendances nationales, et ainsi être support à la construction de préconisations dans les politiques sanitaires et sociales.

Le dispositif permet l'accès à une information recueillie directement sur des terrains où les produits sont particulièrement présents et au sein de populations à forte prévalence d'usage. Majoritairement qualitatives et validées par la confrontation des sources, ces données permettent d'identifier des phénomènes non encore perceptibles par les données quantitatives du fait de leur caractère émergent et minoritaire.

Dans ce cadre, le dispositif TREND tente d'observer les évolutions à partir de **six thématiques principales** :

- les populations émergentes d'usagers de produits
- les modalités d'usage de produits
- les dommages sanitaires et sociaux associés à la consommation de produits
- les produits émergents
- les modalités d'acquisition de proximité
- les perceptions et représentations des produits

Méthodologie

Pour ce faire, tous les sites du dispositif TREND sont dotés d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information opérant dans **deux espaces d'investigation** :

- L'espace urbain, qui intègre les CAARUD et les structures de soins et leurs abords, ainsi que les lieux où se rassemblent les usagers : scènes ouvertes, lieux de deal ou encore squats ou campements.
- L'espace festif techno/électro, lequel comprend les événements ou les espaces propres à ce courant musical, qu'ils relèvent du mouvement contre-culturel électro (free party, teknivals, raves...) ou de lieux plus conventionnels (clubs, boîtes de nuit, bars musicaux...).

Les substances investiguées pour les deux espaces sont les suivantes : l'héroïne, la buprénorphine haut dosage (Subutex®), les sulfates de morphine (Skénan®, Moscontin®), la méthadone, le Néo-

codion[®], la cocaïne, la cocaïne basée (crack/free base), le cannabis, le trihexiphénidyle (Artane[®]), le clonazépam (Rivotril[®]), d'autres benzodiazépines et médicaments, les solvants, l'ecstasy et la MDMA, les amphétamines, la kétamine, le LSD, l'opium/rachacha, les champignons hallucinogènes, d'autres plantes hallucinogènes (datura, salvia divinorum...), les nouveaux produits de synthèse (NPS), et autres substances le cas échéant.

Pour chaque produit, **les thèmes abordés** sont donc relatifs à la disponibilité, à l'accessibilité, au prix, à la préparation, au mode d'administration, aux problèmes de santé, aux caractéristiques des consommateurs, à la perception du produit, au trafic.

Les outils de recueil utilisés sont essentiellement **qualitatifs** et comprennent :

- Des observations ethnographiques menées en continu, sur des scènes où les consommations sont particulièrement importantes (notamment la scène festive « *électro/techno* » (commerciale ou alternative), ou autres espaces collectifs de consommation (espaces privés, squats, lieux ouverts (rue), etc...))

Ces observations sont menées par des personnes usagères de produits ou fréquentant régulièrement ces espaces (nommées « *informateur-clé* » ou « *IC* »), qui transmettent leurs données de terrain à des « *responsables d'observation* », eux-mêmes familiers de ces espaces et qui sont en charge de produire une synthèse.

- Des questionnaires qualitatifs destinés aux structures ou associations en contact régulier avec des usagers de drogues (structures de première ligne (CAARUD), associations intervenant en espaces festifs), associations de santé communautaire).

- Des groupes focaux réunissant des professionnels en lien avec des usagers - professionnels du médico-social et professionnels de l'application de la loi (justice et douanes/police/gendarmerie), qui permettent de recouper et de dégager collectivement les éléments marquants de l'année écoulée, que ce soit en termes de produits, d'usages, de populations, de trafics et de conséquences sanitaires. La méthode de travail recourant à la constitution de « *groupes focaux* » s'inspire de la pratique de l'Organisation Mondiale de la Santé lors de diagnostics rapides de situation. Il s'agit de réunir des personnes ayant une thématique commune mais des pratiques et des points de vue diversifiés. Il est ainsi possible d'observer des convergences (ou des divergences) d'opinion sur l'absence, l'existence, le développement de tel ou tel phénomène.

- Des entretiens semi-directifs peuvent être menés auprès d'usagers, de personnes impliquées dans des trafics, ou encore auprès de professionnels n'ayant pas participé aux différents groupes focaux.

- Le volet SINTES d'analyse de produits vient compléter le dispositif, par une double activité. Il s'agit d'une part de la veille sanitaire sur des produits ayant des effets indésirables ou graves (analyse des concentrations et des produits de coupe), des produits nouveaux ou peu observés (identification de nouvelles molécules), mais aussi d'une veille active sur des produits spécifiques, visant, à partir d'une collecte systématique de ceux-ci sur l'ensemble du territoire, à mesurer leur taux de pureté moyen et à identifier les produits de coupe habituels. Dans tous les cas les produits sont collectés auprès des usagers à leur demande.

- Enfin, le rapport TREND intègre également dans ses analyses les données d'enquêtes quantitatives menées dans les CAARUD et CSAPA, concernant les profils d'usagers et les pratiques d'usages (ENa-CAARUD menée par l'OFDT et Oppidum, enquête de l'ANSM et du réseau des CEIP-A), ainsi que les chiffres de l'OCRTIS et des douanes concernant les trafics. Ces données permettent une mise en perspective au niveau national, et éclairent les spécificités locales au regard de tendances plus générales.

Pour sa deuxième année de fonctionnement, le dispositif a pu approfondir les données recueillies en 2016 qui avaient conduit à la production d'un premier rapport « *État des lieux* » concernant les usages sur la région. Le présent rapport sera ainsi construit en partie en référence au premier, reprenant des éléments et invitant à s'y rapporter afin de ne pas être redondant quant aux tendances stables, et offrant ainsi des analyses plus approfondies de certains phénomènes, pointant des nouveautés ou tendances à la hausse ou à la baisse, et développant l'analyse de faits non abordés dans le premier rapport.

A l'instar de la première année, le **réseau d'observations ethnographiques en contexte festif** a pu se déployer au sein des principaux établissements commerciaux de la ville, incluant les établissements de la scène festive gay et lesbienne, ainsi que les soirées événementielles locales, mais aussi cette année sur la scène chemsex/slam. Concernant les scènes alternatives, il a pu suivre les différents événements en espace urbain (dans des espaces généralement squattés), mais aussi les free-party qui se sont déroulées dans différents départements de la région (Rhône, Isère, Ain, Ardèche, Loire, Haute-Savoie, Puy-de-Dôme).

Plusieurs responsables d'observation ont mené des ethnographies et recueilli des fiches d'observations auprès d'usagers, parfois associées à des entretiens, donnant lieu à la production de notes de synthèse pointant les constantes et les évolutions sur les scènes investiguées (type d'événements, courant culturel associé, populations présentes), concernant les profils d'usagers, les produits en circulation (disponibilité, prix, modalités d'achat et de revente, modes d'usage et le matériel disponible, etc.) et éventuellement les dommages associés.

Concernant la scène chemsex/slam, des retours de l'association AIDES et de certains médecins recevant une importante patientèle d'usagers de drogues en contexte sexuel, notamment au sein du Centre de Santé Sexuelle, sont venus compléter les données collectées par les responsables d'observation.

Concernant le **réseau d'informations en contexte urbain**, les questionnaires qualitatifs ont à nouveau été remplis par les deux CAARUD de Lyon, mais également cette année par d'autres CAARUD de la région, ce qui a permis des points de comparaisons sur la diffusion et la disponibilité des produits, et les particularités régionales. Des entretiens approfondis ont également été réalisés auprès d'usagers, et des observations et échanges sont également menés toute l'année auprès d'usagers et de professionnels de structures de première ligne (CHRS, CAARUD) ou de CSAPA par la coordinatrice. Une note spécifique sur l'injection de méthadone a également été réalisée, en lien avec les usagers d'un CAARUD et les professionnels des deux CAARUD lyonnais.

Complétant ces informations, les groupes focaux, éléments essentiels du dispositif permettant le retour et l'échange avec un panel large de professionnels amenés à rencontrer des usagers, se sont déroulés ainsi :

Le groupe focus sanitaire s'est tenu à l'ARS et a réuni 25 professionnels, médecins, infirmiers et éducateurs de CSAPA, y compris intervenant en milieu pénitentiaire, du SMPR, d'ELSA, des services des urgences somatiques et psychiatriques, des CJC, du CEIP, et du laboratoire toxicologique du CHU de Lyon-Sud.

En complément, des informations ont été recueillies auprès du Samu Social et des pharmacies de l'agglomération participant, ou non, au programme d'échange de seringues.

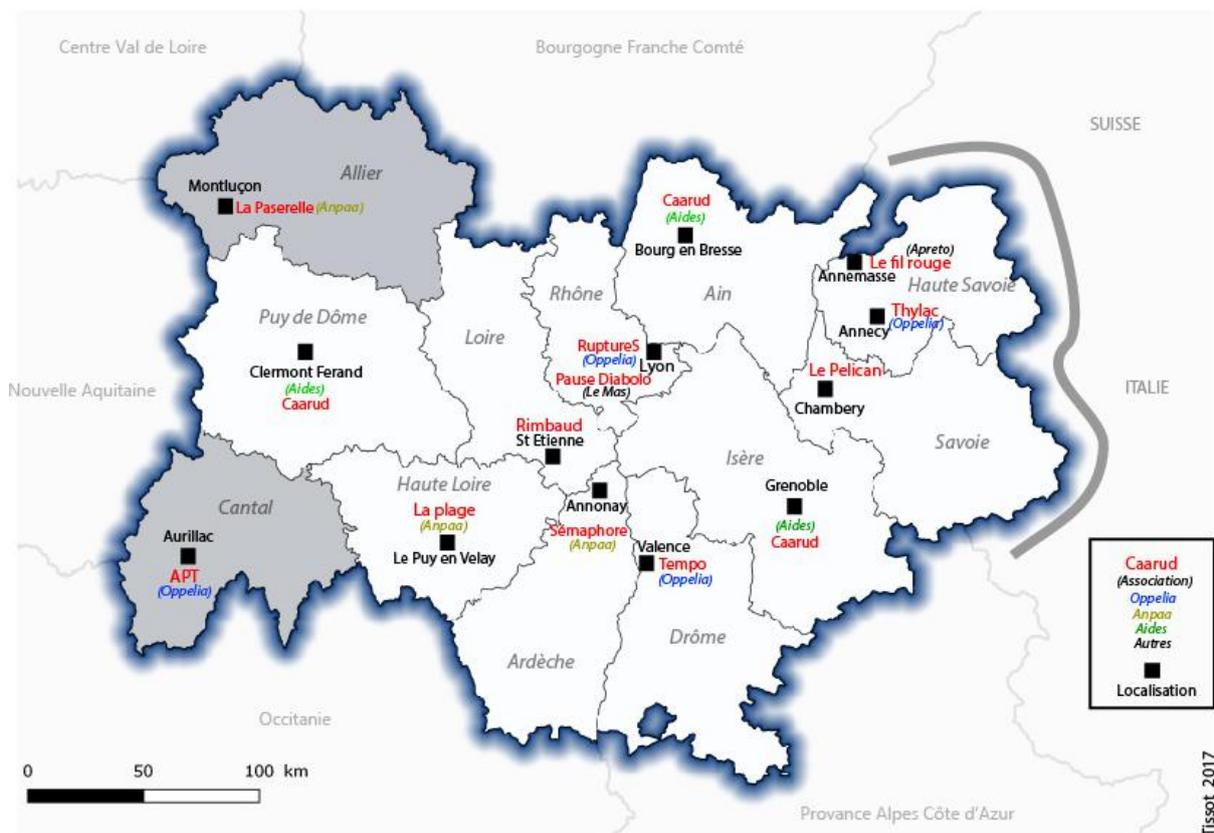
Le groupe focus application de la loi s'est tenu à la Préfecture du Rhône et a réuni neuf professionnels des services de la Gendarmerie Départementale, de la Section de recherche de la Gendarmerie division anti-banditisme, de l'Institut National de la Police Scientifique d'Ecully, du Service des

Stupéfiants de la Division Départementale de la Sécurité Publique du Rhône, du Groupe de Lutte contre les Stupéfiants et l'Economie souterraine - division Ouest, de la Direction Régionale des Douanes, et du Parquet de Lyon.

Concernant le dispositif d'analyse de drogue SINTES, presque tous les CAARUD de la région sont collecteurs, ainsi que le CEIP de Lyon, les associations d'auto-support Keep-Smiling et Checkpoint, et quelques professionnels de CSAPA de la région.

Trente-cinq collectes ont été réalisées sur l'année 2017/début 2018, concernant des nouveaux produits de synthèse ou des drogues « classiques », soit parce qu'ils ont entraîné des effets secondaires indésirables, soit ayant une apparence étrange, soit étant suspectés de contenir de possibles fentanylloïdes, ou encore parce qu'ils sont rarement observés en circulation dans la région. Les données relatives à ces analyses sont détaillées en pages 78 et 79 du rapport.

Les CAARUD de la région AURA participant au dispositif TREND et SINTES (Les CAARUD d'Aurillac (Oppelia) et Montluçon (ANPAA) rejoignent le dispositif en 2018) :



Les données recueillies sur l'année, à partir des différentes méthodes et sous les formes spécifiques évoquées ci-dessus, sont ensuite informatisées et classées à partir d'une base d'organisation fournie par l'OFDT sur le logiciel de traitement de données qualitatives QDT Nvivo.

Cette base, qui classe les informations par contextes/produits/usagers, permet notamment d'organiser ces dernières à partir de sous nœuds pour chaque thème, renvoyant par exemple pour les produits à leur : disponibilité, prix, préparation, mode d'administration, effet, régulation, groupe de consommateurs, perception des usagers et des non-usagers, appellations, trafics, conséquences sanitaires.

Elle reprend également des éléments transversaux ne concernant pas un produit en particulier mais des informations contextuelles et spécifiques aux populations (modalités de consommation, groupes d'usagers, marché des drogues, etc.)

Cette base de données permet de trianguler les informations à partir des différentes sources, mais également à partir des différents sites TREND sur le territoire pour la production du rapport national de l'OFDT concernant les Tendances et phénomènes émergents, publié chaque année.

Le présent rapport suivra donc un plan relatif à l'organisation du dispositif en termes de remontée d'informations et de traitement de celles-ci, à savoir :

- Une première partie relative à l'espace urbain : scènes, populations, produits en circulation et pratiques de consommation/revente, avec une partie spécifique concernant les trafics à l'échelle régionale.
- Une deuxième partie relative à l'espace festif : lieux, populations, produits en circulation et pratiques de consommation/revente.
- Une troisième partie organisée par produit, où les données locales sont mises en perspectives avec celles à l'échelle nationale, ainsi qu'un tableau « *baromètre des prix* » sur l'année, et des informations spécifiques concernant les taux de concentration et les produits de coupe, les modalités d'usage et les représentations.

Précisons que le lecteur pourra y trouver une description générique de chaque produit, dans le cas où il aura besoin d'informations supplémentaires vis-à-vis de molécules évoquées dans les chapitres précédents, le présent rapport ne comportant pas d'index par substances.

Approche transversale : espaces, usages et populations observées

Spécificités de la région lyonnaise : populations et trafics

La région Rhône-Alpes Auvergne, qui s'étend sur un vaste territoire (3^{ème} plus grande région de France métropolitaine) est également caractérisée par une diversité d'espaces : une grande métropole (Lyon, 3^{ème} ville de France), des territoires frontaliers (Ain, Savoie et Haute-Savoie avec la Suisse, et les Savoie avec l'Italie), des départements fortement ruraux et des activités liées au travail saisonnier (vendanges, stations de ski, cueillettes des fruits). Chacune de ces dimensions a des implications spécifiques concernant les contextes d'usages de produits.

Concernant l'agglomération lyonnaise, celle-ci est caractérisée par la proximité entre des zones de banlieues et un centre-ville très actif et fortement fréquenté. Ces deux espaces sont investis par des usagers aux profils variés, et sont également des lieux de trafics importants (marché de rue, point de vente, livraison), les échanges étant facilités par cette proximité, contrairement à des villes comme Paris ou Marseille, où les banlieues et le centre sont plus éloignés. Certains quartiers sont plus spécifiquement associés au trafic de rue de produits comme le cannabis, l'héroïne, et des médicaments (cf : partie « *trafics* » suivante).

Les rues commerçantes du centre sont particulièrement fréquentées par des usagers en précarité, dont les consommations se tournent plus spécifiquement vers les médicaments (benzodiazépines et MSO, Skénan®), et dont les risques sanitaires liés à ces usages se trouvent accentués par leur précarité et la difficulté à trouver un hébergement dans l'agglomération (manque de places d'urgence notamment l'hiver, structures non adaptées aux jeunes ou aux personnes avec des chiens, aux usagers de drogues...). Des squats sont présents dans plusieurs quartiers de la ville, même si la politique de la ville est réputée assez répressive sur ce point comparativement à d'autres agglomérations, les expulsions de campements et appartements squattés étant fréquentes. Ces lieux hébergent un nombre variable d'usagers dans des espaces plus ou moins vastes.

Certains squats sont également des lieux de contre-culture associés aux activités politiques libertaires, où, en plus des habitations, les espaces sont investis pour des fêtes alternatives réunissant parfois plusieurs centaines de personnes avec des consommations spécifiques en lien avec les programmations musicales (stimulants et hallucinogènes) (cf. p. 47).

La ville de Lyon est également caractérisée par le dynamisme de la scène festive commerciale, les clubs électro sont renommés et variés, et le centre-ville est ainsi investi par de nombreux fêtards en fin de semaine, avec des consommations spécifiques de produits liés à la fête (MDMA en particulier, et cocaïne) (cf. p. 50).

L'activité festive alternative (free-party) est aussi particulièrement développée dans une région aux vastes départements ruraux offrant de nombreux espaces où organiser des soirées, au sein desquelles les drogues ont depuis toujours fait partie du paysage, stimulants et hallucinogènes en premier lieu (cf. p.48).

La proximité avec la Suisse et l'Italie - pays de transit de produits importants, notamment cannabis et héroïne-, induit des comportements spécifiques d'usagers, allant se fournir ou consommer directement sur place, et entraîne également un marché conséquent de ces produits dans les départements frontaliers et diffusant même aux autres départements de la région. C'est particulièrement

le cas pour l'héroïne avec la spécificité du trafic en provenance d'Albanie, historiquement organisé via la Suisse et l'Italie.

Enfin, les activités saisonnières, que ce soit les vendanges, les cueillettes de fruits, ou le travail en stations de ski, sont des contextes propices aux usages de produits spécifiques. Ils sont liés à la fois à la fête (MDMA, kétamine, LSD, opium) pour des usagers souvent jeunes, en recherche de convivialité, mais ils sont également en lien avec une activité salariée exigeante en termes d'énergie et intense sur une courte période (quelques semaines ou mois), qui motivera d'autant plus l'usage de produits stimulants (cocaïne) circonscrit à ces espace-temps.

Ces contextes de travail saisonnier attirent également des usagers en plus grande précarité, du fait d'un type d'activité leur permettant d'exercer temporairement une activité rémunérée compatible avec leur mode de vie (vivre sur le lieu de travail, en camion, avec des chiens). Plus nombreuses à certaines occasions, leurs consommations peuvent être particulièrement repérées du fait d'une demande de matériel de consommation (ainsi un CSAPA situé dans le Beaujolais indique être débordé par les demandes de matériel d'injection et de kitbase durant la période des vendanges).

On trouvera alors en ces lieux des revendeurs adaptant leur fonctionnement, des « *dealers saisonniers* » dont l'activité est particulièrement développée à ces périodes, durant lesquelles ils répondent à une demande transitoire mais importante et régulière, en remplacement des fournisseurs habituels.

Au-delà de ces spécificités régionales, en population générale, la région se distingue peu de la moyenne nationale concernant les consommations, contrairement à d'autres régions sur-consommatrices ou sous-consommatrices, et ce, pour toutes les drogues y compris le cannabis où l'on note seulement que les femmes y sont plus souvent expérimentatrices et consommatrices chez les 15/64 ans, tel que le note le Portrait de Territoire de la région Auvergne Rhône-Alpes réalisés par l'OFDT en 2016¹.

Les usagers de CAARUD de la région sont par ailleurs caractérisés par leur degré de polyusage, et on note une surconsommation d'opiacés -particulièrement héroïne et sulfate de morphine (Skénan®)-, de stimulants synthétiques -amphétamines en particulier-, et de substances hallucinogènes. L'injection est également surreprésentée : 63% des usagers de CAARUD sont injecteurs VS 48 % au niveau national. Cela peut être mis en lien avec la forte prévalence de l'usage du Skénan® qui est presque systématiquement injecté (9 fois sur 10), mais cela concerne également les stimulants (54 % des usagers injectent la cocaïne et les amphétamines, 44% la MDMA) et la kétamine (à 53%), traduisant ici une recherche des sensations particulièrement intenses.

Le Portrait de Territoire note enfin la porosité des publics particulièrement présente dans la région, entre usagers du festif alternatif et des CAARUD, une « *part significative (entre un quart et un tiers) a un profil d'usage marqué par le passage dans l'espace festif alternatif techno comme en témoigne en particulier le niveau de consommation d'hallucinogènes (24%) et la fréquence de l'habitat alternatif (camion, caravane, etc. : 20%).* ». Nous pouvons mettre cela en lien avec l'importance des free-party en région, mais aussi avec la situation géographique de Lyon, ville de transit pour de nombreux usagers se déplaçant du Nord au Sud, ou de teknival en teknival, sans rester nécessairement sur place très longtemps.

¹ Disponible ici : <https://www.ofdt.fr/regions-et-territoires/portraits-de-territoire/>

« La France, compte tenu de sa position géographique au cœur de l'Europe occidentale, est une zone de transit pour les principales substances illicites (cannabis, cocaïne, héroïne, drogues de synthèse) produites dans le monde. Elle l'est aussi par ses départements d'outre-mer situés sur le continent américain (Guadeloupe, Martinique et Guyane) à proximité des grandes zones de production et de transit de la cocaïne (Colombie, Venezuela) ». ²

La région lyonnaise est, quant à elle, un carrefour européen en matière de trafic de stupéfiants, de par sa situation centrale sur le territoire français mais aussi au sein d'une région frontalière à proximité de pays d'où proviennent directement certains produits. La majorité des produits en circulation ne sont d'ailleurs pas à destination du marché lyonnais mais sont en transit Nord/Sud ou Sud/Nord en rapport avec les grandes voies de circulation et d'approvisionnement traditionnels. De plus, Lyon fait office de point de stockage pour des substances destinées à être redistribuées sur des territoires alentours. Il faut ainsi envisager les trafics locaux comme ayant nécessairement des implications sur les villes, régions et pays voisins.

Les produits :

L'ecstasy/MDMA et le LSD proviennent du Bénélux, mais aussi des Pays de l'Est, quand le cannabis est en immense majorité en provenance du Maroc (pour la résine et l'herbe) et de l'Espagne (pour l'herbe), et en bien moindre proportion des Pays-Bas. Des filières albanaises sont également de plus en plus fréquentes, la marchandise transite par l'Italie par kilogrammes, puis arrive sur Lyon avant d'être réexpédiée dans l'Est de la France. Rappelons aussi que l'herbe de cannabis est la seule substance illicite pour laquelle on observe une production en France, ce qui ne concernait jusqu'à la fin des années 2010 quasiment que des petits cultivateurs et des usages personnels, avant de s'élargir à un trafic plus important avec « l'apparition de cannabis factories et l'investissement de particuliers dans la culture commerciale »³, la région lyonnaise ne faisant pas exception.

Sur la région, la cocaïne arrive d'Amérique du Sud, principalement de Guyane et des Antilles, ou du Brésil, du fait de vols directs vers Lyon, et transite parfois également par l'Afrique de l'Ouest, ou encore via l'Albanie en traversant la frontière Italienne.

L'héroïne vient, quant à elle, d'abord d'Afghanistan, puis transite par la Turquie, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse ou la Belgique, et arrive en région AURA par différentes filières, principalement albanaises (nous renvoyons au rapport 2016 pour plus de précision sur le trafic d'héroïne en lien avec l'Albanie, son implantation en région et les modalités d'organisation du réseau ainsi que les enjeux géopolitiques).

Différents réseaux d'acheminement sont empruntés (pour plus de détail cf. également le rapport 2016) :

- Le réseau ferroviaire est principalement emprunté par des mules pour la cocaïne, et occasionnellement l'héroïne, plusieurs centaines de grammes conditionnés sous formes d'ovules pouvant être retrouvés dans chaque « ventre ».
- Les go-fast sont toujours utilisés, notamment pour la cocaïne, l'ecstasy et le cannabis, bien que la méthode bien connue des services des douanes, de police et de gendarmerie invite les trafiquants à faire évoluer leur stratégie (notamment en optant pour le « go-slow », empruntant le réseau routier secondaire, avec à bord du véhicule un couple avec enfants, etc.)
- Le transit par poids lourd est de nouveau employé pour des transports de marchandises en provenance d'Espagne ou de Pays de l'Est, permettant parfois d'acheminer plusieurs tonnes de produits.
- Et enfin le fret postal, trafic à échelle variable, concerne des initiatives plus souvent individuelles, via le Darknet notamment, à visée de consommation personnelle ou pour des reventes en cercle restreint, ou à plus large échelle. S'agissant du Darknet, tous les produits peuvent être concernés, même si en région les saisies effectuées n'ont concerné que la MDMA et la cocaïne.

² OFDT, 2017, Rapport national à l'EMCDDA, <https://www.ofdt.fr/index.php?cID=182>

³ OFDT, 2017, *ibid.*

Les chiffres de 2017, au niveau national

En 2017, sur le territoire national et en haute-mer, 66,1 tonnes de produits ont été saisies, soit une augmentation de 46,6% par rapport à 2016, réparties comme suit :

- 9,2 t de cocaïne, soit 142,1 % d'augmentation par rapport à 2016, portées à 17 tonnes en prenant en compte les bilans de la police et de la gendarmerie. Sur le vecteur aérien, 592 passeurs ont été interpellés, avec jusqu'à 1 kilo de poudre *in corpore* (après ingestion).

- 46,1 t de cannabis (+ 31,3 %)

- 243 kg d'héroïne (- 34,2 %)

- 509,4 kg d'amphétamines (+ 115,5 %)

L'OCRTIS indique les prix suivants pour le marché de gros :

- Le prix médian du kilogramme de cocaïne s'élève en France métropolitaine à 34 000 euros, alors que le prix est beaucoup plus bas sur le marché des Antilles françaises, de 6 000 à 9 000 euros le kg.

- Pour le cannabis, comptez 2 000 euros pour un kilo de résine, 3 000 pour un kilo d'herbe.

- Et enfin le kilogramme d'héroïne se négociera environ 15 000 euros.

Organisation du trafic et données par produit en région lyonnaise

Adaptation à la clientèle : espaces de revente, livraisons, et logique commerçante

Les modalités de trafic sont variables et tendent à s'adapter à la clientèle, qu'elle soit précaire ou issue de milieux sociaux aisés, afin de rendre les marchandises accessibles en amont de la consommation dans certains espaces (rues, caves, appartements) ou directement auprès du client (livraison), ou encore sur le lieu de consommation (festif), avec des enjeux relationnels spécifiques selon la logique commerçante adoptée.

Un certain nombre de produits se trouvent plus particulièrement en marché de rue : places, ruelles, arrêts de métro où il est possible de trouver notamment les médicaments Subutex®, Skénan®, méthadone, particulièrement consommés par des usagers en situation de précarité et proposés par des usagers-revendeurs finançant d'autres consommations par la revente d'une partie de leur traitement prescrit. Mais le marché de rue concerne également le cannabis, revendu par des jeunes ou moins jeunes personnes dans la plupart des arrondissements de la ville, et bien évidemment en banlieue, sur des points fixes (appartements, caves) avec parfois des horaires précis (12h -22h, 14h-minuit), où il est possible d'acheter au détail ou en plus grosse quantité (dizaines de grammes). Le cannabis peut aussi être livré à domicile, le phénomène se développant depuis plusieurs années, où c'est le revendeur qui vient au client. La régularité des rencontres peut tisser une relation de proximité qui séduit les usagers appréciant la personnalisation du service rendu :

« C'est « mon » dealer, je préfère ça à aller pécho à des types que je connais pas, même si ils sont du quartier et que c'est souvent les mêmes.... là on peut discuter un peu aussi quoi, j'suis plus sûr du truc aussi... ». (usager)

A l'inverse la revente en lieu fixe dans des espaces confinés va être pointée comme de plus en plus « déshumanisée », les logiques de rentabilité et de discrétion prévalant sur le relationnel, le revendeur n'a parfois aucun contact direct avec le client.

« Ils me racontent [les patients], c'est dans un local poubelle, et... qui change d'ailleurs, qui peut changer... et on téléphone à quelqu'un qui va téléphoner à quelqu'un. Et en fait, il y a comme une sorte de... enfin, y a une porte et tout se passe par la main, par un petit trou, que ce soit la drogue et l'argent... [...] Mais aussi dans la rapidité. C'est-à-dire que là, y a même pas de négoc' possible, c'est 20g, 30g, tant d'euros ; Y a plus d'humanité, donc on peut même pas faire du commerce. Enfin... du commerce dans le sens d'une négociation possible ». (focus sanitaire)

Nous pourrions faire un constat similaire concernant les réseaux de revente d'héroïne, où l'enjeu d'efficacité et de rentabilité ne s'ancre pas du côté du lien personnel au revendeur (d'autant que la fréquence des interpellations entraîne un turn-over important) mais plutôt dans la rapidité de la transaction et l'anonymat préservé. En effet, l'héroïne est vendue plus souvent en espace public mais avec un contact préalable par téléphone avec un revendeur, via des textos qui serviront exclusivement à se mettre d'accord sur le lieu et l'heure de rendez-vous, et qui ne sont d'ailleurs souvent pas envoyés par la personne qui livrera le produit (cf. p. suivante « *segmentation* »). Une organisation par espaces de revente va ainsi être privilégiée (tel parc, telle rue) afin de faciliter la mise en lien entre revendeurs et acheteurs, d'autant que la barrière de la langue réduit l'échange verbal au minimum.

La cocaïne est, quant à elle, très peu présente en marché de rue, mais particulièrement concernée par la livraison à domicile ou sur le lieu de consommation (bar), quand le revendeur est parfois même déjà présent et en recherche de clients dans celui-ci (bar, club). Elle peut être livrée dans un espace public convenu entre acheteur et revendeur, sans même que ce dernier ait besoin de sortir de son véhicule. Les numéros de téléphone des revendeurs s'échangent entre usagers, ou se trouvent même parfois directement dans le « *pochon* » de cocaïne.

Les cachets d'ecstasy sont vendus principalement dans les espaces de consommation (club ou bar). Des revendeurs, souvent jeunes, sont arrêtés aux abords des discothèques presque chaque fin de semaine en possession de plusieurs dizaines -voire centaines- de cachets. Mais l'ecstasy est aussi apparue récemment en marché de rue, proposée dans l'espace public notamment parfois par les mêmes réseaux que le cannabis. Enfin, les cachets s'achètent également auprès de plus gros revendeurs, proposant parfois plusieurs produits (cocaïne, cannabis, MDMA, amphétamines...), et il s'agit pour les usagers d'avoir un contact direct avec eux, du moins un intermédiaire de confiance, afin de pouvoir se fournir en quantités plus ou moins importantes.

Ainsi, pour chacun des produits et des modalités de revente, c'est bien une logique commerçante qui prévaut : publicité pour le réseau (numéro de téléphone), parfois même flyers indiquant les horaires et prix de la marchandise, on peut trouver des descriptions de qualité différente et des prix associés (« *dealer poli et souriant, produit de qualité* » « *livraison dans tout Lyon à partir de 30 euros* »), la livraison à domicile ou par drive facilite la discrétion des transactions, et la communication par texto permet de faire passer des offres promotionnelles et de s'assurer de la satisfaction du client. Notamment, à propos de l'héroïne et du réseau albanais :

« Et ils s'assuraient du service après-vente... est-ce que les gens sont satisfaits, tout ça. Des gens m'ont montré des textos, « Est-ce que ça t'a plu mon ami ? oui – non ». (focus loi)

« Il [le dealer] m'envoie tout le temps un message après pour savoir si ça va, si je suis content. Une fois j'ai eu de la merde, elle était vraiment pourrie, je lui ai dit. Et il m'en a filé plus la fois d'après, une meilleur, en compensation » (usager).

« Les Albanais y avait celui qui recevait les appels et ensuite, y a un, deux, trois, quatre commerciaux... mais le commercial, c'est un vrai commercial. C'est-à-dire que l'autre, il lui dit : « écoute, tu as pas le droit de refuser un client... si t'as pas le temps de répondre, que t'es déjà en communication, tu rappelles, tu t'excuses... » Y a vraiment une culture, un sens commercial. [...] c'est impressionnant. Sachant que, quand le produit est rentré, derrière, y a un SMS qui partait à 80 clients, en disant...- Nouvel arrivage !... » (focus loi)

Les quantités s'adaptent également à la clientèle, demi-gramme de cocaïne ou demi-zip (un zip étant un sachet de 5 grammes) d'héroïne pour les plus précaires, voire à la dose avec des ventes au prix - et non au poids - de la cocaïne ou du cannabis.

Des trafiquants multicartes

L'un des principaux phénomènes pointés par l'ensemble des services d'application de la loi concerne la diversification des réseaux, en termes de produits revendus (il devient rare que le trafic ne concerne qu'un seul produit, mais aussi en termes d'activités illicites associées (cambriolages, proxénétismes, recels), le trafic de stupéfiants étant alors une activité parmi d'autres. De fait, les personnes interpellées pour trafics sont souvent connues de la justice pour d'autres types de délits, plus ou moins importants. Les trafiquants sont qualifiés de « *multicartes* » par les services d'application de la loi, la logique voulant qu'ainsi les risques soient répartis sur diverses sources de bénéfices qui pourraient se compenser en cas de pertes financières sur l'une des activités (concurrences, interpellations, etc.). Une fois l'équipe constituée et l'argent disponible, il semble relativement simple de diversifier les activités en utilisant les mêmes individus et structures d'organisation.

Ainsi, le réseau albanais propose désormais également de la cocaïne et de l'herbe de cannabis, et fréquemment des affaires de cambriolage et de proxénétisme sont associées lors des interpellations.

« On n'interpelle presque plus de personnes d'origine albanaise pour de l'héroïne qui ne trafiqueraient que ce produits » [...] « d'ailleurs les billets de banque saisis « matchent » avec la cocaïne ⁴». (focus loi)

L'explosion du marché de la cocaïne s'accompagne de cette mixité des produits dans les réseaux ; les affaires associant cocaïne et cannabis sont devenues très fréquentes. Des policiers confirment que là où on pouvait régulièrement trouver un kilo de cocaïne sur la banquette arrière d'un go-fast de cannabis remontant d'Espagne, sensé amortir d'autant plus le voyage et produire un bénéfice non négligeable (et dont on se débarrasse facilement en cas de contrôle), c'est plus souvent une dizaine de kilos qui sera transportée dorénavant, alimentant un réel marché local.

Le deal de cités s'est diversifié également, et l'on trouve fréquemment plusieurs produits dans les perquisitions :

« On retrouve en plus dans les perquisitions de l'ecstasy, de la résine, de la coke. Et de l'héro. On retrouve toutes les matières. Sachant qu'on arrive maintenant à remonter les voyages jusqu'à l'Espagne. Donc ils sont vraiment multicartes. » (focus loi)

Segmentation des rôles

La logique de vente est commerciale nous l'avons dit, de même que celle de l'organisation des réseaux. Fortement hiérarchisés, les rôles sont définis pour le bon déroulé du trafic, des simples guetteurs et charbonneurs aux gestionnaires de stock, et notamment le rôle du logisticien, en charge des mises en contact et de l'organisation du transport.

« Y a des gens qui sont très connus sur Lyon pour être logisticiens, c'est-à-dire, ils sont pas trafiquants de drogues. Ils vendent pas. Eux, ils vendent pas. Leur boulot, c'est de connaître la bonne personne en Espagne, au Maroc, aux Pays-Bas, de mettre en relation l'acheteur avec le vendeur. Et, éventuellement d'organiser le rapatriement. Ça, c'est le pur logisticien. Voilà. Et lui, il est rémunéré à la tâche, tout simplement. Il vend ses connaissances et sa science d'organisation ». (focus loi)

Les clients étant de plus en plus contactés par texto, des listes de numéros de téléphone peuvent se revendre, notamment concernant l'héroïne avec le réseau albanais, mais aussi pour le cannabis ou la cocaïne. Cette organisation via les contacts téléphoniques implique également des précautions

⁴Quasiment l'ensemble des billets de banque en circulation comptent désormais des traces, infimes, de cocaïne, mais les taux mesurés ne peuvent indiquer s'il s'agit d'un contact récent et direct avec la marchandise.

spécifiques : utilisation de Whatsapp ou autre messagerie cryptée, et liste de numéros de clients uniquement conservée dans le portable d'une tête de réseau, qui gèrera les communications. Ainsi, le revendeur de rue, plus exposé aux arrestations, n'est pas en contact avec le client via le téléphone, il reçoit seulement l'ordre de le rejoindre à un endroit précis.

« C'est lui qui va gérer, et c'est lui qui appelle son charbonneur en disant : « tu vas à telle adresse », où y a le gars avec la Clio, où y a le gars avec le bonnet, où y a le gars avec le vélo qui va arriver ». (focus loi)

Cette segmentation permet de limiter les risques d'identification par les services de police qui remontent souvent les réseaux via la clientèle.

Diverses stratégies logistiques

L'enjeu lié aux modes de communication est également présent pour les communications internes des réseaux, qui utilisent des stratégies rendant obsolètes les écoutes téléphoniques classiques (PGP, Messenger, brouillons des boites mail, etc.), afin de se rendre indétectable dans les échanges.

Concernant l'adaptation des trafics à la répression, notons l'évolution des modes de transport privilégiant les go-slow aux go-fast trop repérables : les véhicules empruntent le réseau routier secondaire, avec à bord des couples parfois avec enfants éveillant moins les soupçons des forces de l'ordre.

« Le véhicule était acheté sur Nice, remonté sur les Pays-Bas et transformé – 2 caches aménagées vraiment très très bien faites – aux Pays-Bas. Et à partir de là, ils ont aménagé. Ils redescendaient [la cocaïne] au fur et à mesure, en prenant chaque fois un couple, au hasard, un couple avec enfant. En disant, ça passe impeccable ». (focus loi)

De même concernant les représentations, la nourrice parfaite ne sera plus nécessairement une mère de famille isolée, mais pourquoi pas une personne porteuse de handicap moins soupçonnable, des logements sociaux vacants, etc.

La gestion des stocks est repensée, les quantités dont dispose chaque revendeur plus petites (notamment sur le trafic de l'héroïne albanaise où chaque individu n'a jamais plus de quelques grammes sur lui, contre des dizaines auparavant), et les produits plus souvent stockés en quantités restreintes (stocks « intermédiaires ») dans différents lieux :

« C'est un peu comme le petit Poucet. On en met un petit peu partout, comme ça là, et puis ben si y en a un qu'est pris, ben y en reste toujours un ou deux, quoi. Parce que si on met tous les œufs dans le même panier, ça... c'est compliqué après de se refaire, quoi. La dette, elle est plus longue à payer. » (focus loi)

Un marché toujours calme mais une présence d'armes croissante

Nous l'avons dit, la logique est celle du commerce classique, et elle semble entrainer un marché local plutôt calme, favorisant les affaires et limitant les règlements de comptes. Nous sommes loin de la situation marseillaise, même si des villes de la région peuvent être concernées plus directement par des actes violents en lien avec les trafics (notamment Grenoble). Ici, le marché reste « pacifié » du constat commun de personnes impliquées dans des trafics (qui n'ont pas souhaité que leurs propos soient littéralement retranscrits ici) et des forces de police et gendarmerie.

« Ça reste pacifié ! Ça reste pacifié... Mais au cas où... il peut y avoir du répondant » (focus loi)

En effet, ces derniers notent cependant une présence d'armes croissante, y compris d'armes de guerre (fusils automatiques) de plus en plus fréquentes dans les saisies, et, si ces armes semblent avant tout

destinées à protéger leurs détenteurs d'une bande rivale par effet de dissuasion plutôt qu'à se défendre en cas d'intervention policière, elles invitent tout de même les brigades à repenser leurs modalités d'intervention afin d'assurer leur protection.

« Le volet armes apparaît maintenant de plus en plus. Quand on a des grosses saisies dans des appartements, par exemple, y a des armes. » (focus loi)

« Les trafiquants sont aussi maintenant capables de se défendre d'autres manières qu'avant. C'est quelque chose de plus en plus... et des armes de guerre. C'est pas le simple pistolet que vous allez pouvoir acheter ou la 22 long rifle que vous allez pouvoir récupérer assez facilement. On est sur des choses qui sont particulièrement dangereuses en cas d'intervention un peu musclée et de réponse possible des trafiquants » (focus loi)

Le point par produits

Cannabis, principal objet de trafics

Le cannabis, sous forme de résine ou d'herbe, reste le principal produit faisant l'objet d'interpellations pour trafic, quels que soient les services concernés (police, douanes, gendarmerie). Les douanes des départements de Rhône-Alpes, hors Savoie et Haute-Savoie, indiquent qu'il représente 87% des saisies, avec quelques lots de plusieurs tonnes⁵, sachant que les professionnels estiment n'intercepter qu'une toute petite partie du trafic (selon l'OCTRIS, il y aurait jusqu'à trois tonnes de cannabis en circulation chaque semaine en région lyonnaise). La plupart des grosses saisies sont réalisées sur des véhicules en provenance du Maroc et en transit par l'Espagne, mais l'Espagne est également un pays producteur avec de nombreuses cultures *Indoor* dans le nord du pays à destination du marché français. On note également une hausse sensible sur le marché lyonnais d'herbe produite en Albanie, qui transite souvent par la Suisse avant d'arriver à Lyon, ces trafics étant organisés par les mêmes réseaux que ceux impliqués dans le trafic d'héroïne.

Le fret aérien est également utilisé par les trafiquants, avec plusieurs centaines de kilos interceptés sur les aéroports de Lyon et Saint Etienne.

Enfin, le cannabis est également produit localement, dans de plus ou moins grosses installations, certaines « *fermes* » de culture pouvant abriter plus de 1000 pieds⁶, dans des hangars ou des caves, à proximité des villes ou plus reculés en campagne.

Localement, les trafics s'organisent par points de vente et livraison, dans des structurations très organisées impliquant parfois plusieurs dizaines de personnes autour d'un même point de vente (par exemple une tour en cité, un parking souterrain, une cave), avec des modalités d'organisation classique : un propriétaire de site, un gestionnaire de stock, une nourrice, des revendeurs livreurs, des guetteurs, parmi lesquels on trouve souvent des mineurs déscolarisés. Ces points de vente se trouvent en particulier dans des zones de sécurité prioritaires des banlieues-Est (exception faite de la Duchère et Oullins particulièrement concernés également) - à savoir Vénissieux (Minguettes), certains quartiers de Villeurbanne, Vaulx-en-Velin et Bron, ainsi que le quartier de Mermoz, où les réseaux peuvent écouler plusieurs kilos par mois.

⁵ La dernière grosse affaire date de début 2018 avec 2,3 tonnes saisies à bord d'un camion en provenance d'Espagne. Deux saisies sur 2017 avaient également concerné plusieurs tonnes à bord de camions transportant des fruits et légumes.

⁶ 1211 pieds dans une ferme du Sud-Ouest lyonnais, 140 dans la Drôme, ...

L'herbe y est de plus en plus présente, associée à la résine, particulièrement adaptée aux arguments commerciaux faisant la promotion de produit de qualité, et aux effets d'intensité variable :

« En cité donc, ils vendaient de l'herbe, du cannabis avec différents taux de THC à l'intérieur, suivant... suivant ce qu'est aussi au niveau de la grille tarifaire... » (à propos de la Duchère) Ils avaient leur petite planche à l'entrée de l'immeuble. C'était un petit menu, voilà, ils faisaient des formules ! » (focus loi)

Le centre-ville lyonnais est également alimenté par ces réseaux, que ce soit en deal de rue ou par livraison à domicile, de même que les villes alentours (Roanne, Villefranche, Tarare...) qui viennent se fournir en région lyonnaise en plus ou moins grosse quantité selon que ce soit pour un usage personnel ou pour alimenter un réseau local de revente.

Concernant les taux de pureté du cannabis, le laboratoire de police scientifique indique la progression continue du taux de THC ($\Delta 9$ -tétrahydrocannabinol) qui a doublé sur les 7 dernières années pour atteindre 24 % en 2017 pour la résine. Des résines à plus de 35 voire 40 % peuvent être analysées occasionnellement. S'agissant de l'herbe, il est difficile de donner une estimation correcte car les saisies peuvent concerner des cultures locales et des pieds n'ayant pas atteint leur maturité, le taux mesuré ne sera donc pas représentatif de l'herbe telle qu'elle aurait été vendue, et ces analyses faussent la moyenne globale. Cependant, nous pouvons noter que de l'herbe avec un fort taux de CBD (cannabidiol) et un faible taux de THC, telle qu'elle est commercialisée en Suisse, est plus fréquemment analysée, sans que l'on ne puisse savoir s'il s'agit d'un marché local ou d'usagers allant s'approvisionner sur place.

La qualité des résines en provenance directe du pays producteur, et celle de l'herbe réputée plus naturelle et plus pure puisque non coupée, ainsi que les herbes « *médicinales* » (cf. troisième partie cannabis, p. 81), sont des arguments de vente toujours largement développés.

Cocaïne, le marché en expansion

« La coke, pour nous, c'est vraiment un produit qui a totalement explosé » (focus loi)

L'augmentation du trafic de cocaïne est un phénomène national, « *avec 9,2 tonnes de cocaïne interceptées en France et en haute mer l'année dernière, les douaniers battent leur précédent record de 2015 (8,6 tonnes)* » dans un contexte mondial où, selon l'ONU, les plantations de coca ont augmenté de 50% en Colombie, principal producteur de cocaïne d'Amérique du Sud, passant de 96.000 à 146.000 hectares entre 2015 et 2016⁷.

En région lyonnaise, les saisies se font par kilos, voire dizaines de kilos⁸, dans des véhicules en provenance d'Espagne, de Suisse, des Pays bas ou de Belgique, dans les valises de passagers de trains ayant atterris quelques heures plus tôt à Orly en provenance de la Guyane, ou de passagers aériens en provenance du Brésil et d'Afrique de l'ouest, ou encore *in corpore* chez ces mêmes passeurs (par dizaines d'ovules). La forme liquide est également employée afin d'être dissimulée dans les contenants attirant moins la suspicion, puis « *recuisinée* » ensuite pour repasser sous une forme solide.

Nous le disions concernant la diversification des activités des trafiquants, un certain nombre compte maintenant avec la revente de cocaïne alors qu'ils étaient originellement sur le marché du cannabis (deal de cité) ou de l'héroïne (mafia albanaise). Ainsi il est devenu habituel pour la police de retrouver de la cocaïne dans des petites ou plus grosses saisies de cannabis, parfois même seulement des produits de coupe de ce produit (caféine, phénacétine). Et s'agissant des stocks d'héroïne albanaise, la cocaïne est presque systématiquement associée, soit directement dans la saisie, soit sa présence est attestée par l'analyse des billets de banques (cf. p. 17 « *trafiquants multiscartes* »). Les trafiquants

⁷ Rapport OFDT op cit.

⁸ Notamment 60 kilos à destination marché grenoblois.

albanais semblent d'ailleurs souvent consommateurs de cocaïne, alors qu'ils ne touchent généralement pas à l'héroïne qu'ils revendent.

« C'est très régulier, oui, quand ils font des voyages, ils font du voyage avec du cannabis et en règle générale, y a toujours des kilos de coke qui traînent... parce que ça rapporte un peu plus que le cannabis. » (focus loi)

Il faut également mettre en rapport la cocaïne et le cannabis concernant le marché des Antilles : la cocaïne étant très disponible et peu chère outre-mer, et le cannabis prisé des métropolitains sur place, les prix tendent à s'équivaloir et les produits à être échangés :

« les 200 kilos de résine, c'était destiné à être échangé contre de la cocaïne. Il y avait peut-être pas nombre pour nombre, mais on peut imaginer qu'il y avait un bon 150 kilos de cocaïne qui était prévu en échange... » (focus loi)

Concernant les taux de pureté de la cocaïne, ils sont en très nette augmentation selon la Police Scientifique, passant d'environ 60 à 70 % de 2016 à 2017, avec une différence moins marquée entre les saisies inférieures à 10 g et celles supérieures au kilo, indiquant ainsi des coupes moins importantes. Notons également les fréquentes analyses de poudre de cocaïne réalisées via SINTES (cf. p. 78) dosées entre 70 et 95 %, qui ont la particularité d'être collectées auprès de consommateurs, ce qui révèle qu'aucune coupe ou presque n'a été réalisée aux différentes étapes d'acheminement...

Au niveau des analyses réalisées par le Laboratoire de Police Scientifique, les produits de coupe majoritaires restent cependant toujours le lévamisole (présent dans 80% des échantillons), la caféine (présente dans 21% des échantillons) et à la phénacétine (présente dans 18% des échantillons), les sucres diluants étant de plus en plus rares.

Notons enfin que, si le marché de la cocaïne s'est donc fortement développé et concerne l'ensemble des milieux sociaux et des espaces urbains et festifs investigués, il n'y a pas de marché du crack (cocaïne-base) dans la région, l'ensemble des usagers consommant de la cocaïne-basée préparant eux-mêmes leurs cailloux.

Héroïne : une présence du marché albanais sur l'ensemble de la région

Le marché rhône-alpin de l'héroïne est caractérisé par la forte dominance du réseau albanais, déjà documentée dans le rapport 2016 auquel nous invitons à se référer. Le phénomène est en expansion puisqu'il concerne désormais non plus seulement les départements frontaliers de la Suisse (pays historique d'ancrage des réseaux), mais aussi toute la région lyonnaise, le bassin stéphanois, et plus largement l'Ain, l'Isère, et des villes d'Auvergne (Montluçon, Clermont-Ferrand, Le Puy-en-Velay), comme l'indiquent des usagers locaux et les services d'application de la loi.

« Les individus vont récupérer l'héroïne en Suisse et la ramènent ou sur le département de l'Ain, ou sur le Rhône. En tout cas, la filière passe par la Suisse. Les principaux individus, on s'aperçoit qu'ils font des aller-retours. Donc, il y a très peu de quantités, effectivement, par petites quotités, et après, ça redistribue » (focus loi)

En free-party, l'héroïne est d'ailleurs parfois proposée en ces termes : « tu veux de la Suisse ? »

Le réseau albanais a, en région lyonnaise, relancé le marché de l'héroïne de rue qui souffrait d'une image bien négative, en raison du très faible taux de pureté du produit, bien souvent sous les 5 %. Avec une héroïne disponible au taux de pureté entre 15 et 20 %, et bon marché (100 euros les 5 grammes) les trafiquants albanais se sont vite imposés sur Lyon et Villeurbanne. Les taux de pureté varient toujours, entre 10 et 20 % au détail, plutôt alentour de 40 % voire 60% avant recoupe ou lorsqu'elle est vendue comme de la « pure » à certains clients, cette héroïne présente une coupe toujours similaire et systématique avec du paracétamol et de la caféine.

Leur clientèle est variée : usagers insérés appréciant la discrétion du fonctionnement par téléphone et de la livraison dans l'espace public, qui font appel à ce réseau, soit comme fournisseur principal, soit pour du dépannage quand ils ont par ailleurs accès à une marchandise de meilleure qualité, mais plus chère, mais aussi usagers de CAARUD en plus grande précarité qui conservent un attrait pour l'héroïne alors que d'autres se sont rabattus sur les opiacés médicamenteux (Skénan[®], cf. p. 36)

« Alors ils parlent pas français, alors par textos, par textos ils donnent rendez-vous, ils sont toujours ponctuels, ils sont très commerciaux pour savoir si tu veux plus ou si ça a été.... et ils relancent, là ils arrêtent pas de me relancer ! C'est le boss d'ailleurs qui relance parce qu'il parle un peu plus français » (usager)

Les techniques sont devenues classiques : relance téléphonique, échange par textos, approche commerciale, mais aussi cloisonnement du réseau pour limiter les risques de remonter la clientèle :

« Le fait de structurer, de cloisonner comme ça, c'est très très utilisé par les Albanais. Les Albanais, ils font que ça en fait. Y a le charbonneur, donc celui qui va vendre la dose, qui est lui-même régi par son donneur d'ordre, mais qui est lui-même régi par un donneur d'ordre plus important, qui lui se trouve soit à Lyon, soit en Suisse, soit carrément en Albanie, des fois en Italie... En fait, chacun a un téléphone différent. Donc, le charbonneur, il va recevoir ses instructions de son donneur d'ordre, mais c'est son donneur d'ordre qui va recevoir les appels des clients. » (focus loi)

Les arrestations de « charbonneurs » sont très régulières et les profils des personnes interpellées particulièrement semblables : jeunes hommes d'une vingtaine/trentaine d'années, arrivés depuis quelques mois en France, interpellés lors d'une transaction en pleine rue ou alors qu'ils enterraient de la marchandise dans un parc (technique très utilisée par ce réseau⁹), ils seront condamnés à plusieurs mois de prison, et à 5 ou 10 ans d'interdiction de territoire. Une affaire par semaine -ou presque- dans les tribunaux lyonnais concerne ces cas d'interpellations qui ne semblent pas déstabiliser le réseau puisque les revendeurs de rue sont immédiatement remplacés (rôle de « fusibles »). Les stratégies évoluent cependant, les policiers notant une diminution globale des saisies du fait que les revendeurs transportent de plus petites quantités sur eux.

« Le charbonneur il avait 100 grammes, 200 grammes, 300 grammes sur lui d'héro, donc, quand il se faisait [attraper], forcément... on faisait des saisies un peu sympathiques [...]. Ils ont changé vraiment leur mode de fonctionnement. Maintenant, le charbonneur, il a quelques zips sur lui – donc un zip, ça fait 5 grammes – et euh... du coup, quand ils se font [attraper] ben ils ont 3 – 4 zips, donc on est sur des quantités qui sont moins importantes en termes de saisies. » (focus loi)

Le réseau se développe, et avec lui une concurrence importante entre différentes organisations, qui se donnent à voir dans des stratégies de revente qui cherchent à attirer la clientèle. En plus des relances téléphoniques, il s'agit de proposer des conditionnements à la portée des plus modestes (vente demi-zips¹⁰), ou des qualités « supérieures » pour les plus exigeants (vente de « pure » à 60 euros le gramme ou 250 euros le zip). La concurrence entraîne également une baisse générale du prix du zip souvent proposé à 80 au lieu de 100 euros.

« Et maintenant, au vu de la multiplication des Albanais et des charbonneurs qui vendent, ben, maintenant, c'est 80 euros le... c'est 80 euros le zip, euh... voilà... ils font même des demi-zips. Avant, c'était inconcevable [...] on a l'impression qu'ils sont en train de se faire une petite guerre pour pouvoir... enfin... pour présenter de l'héroïne un peu de meilleure qualité pour essayer de... de... de gagner des parts de marché. » (focus loi)

⁹Parcs du centre-ville, et très récemment dans le parc pourtant très surveillé de la Tête d'Or, où les deux jeunes individus ont été repérés par la police et interpellés.

¹⁰Entendu être appelé un « mezzo » en Savoie.

Ecstasy / MDMA : trafics d'ampleur variable et taux de concentration toujours importants

La MDMA provient en majorité des Pays-Bas, mais aussi parfois du Darknet, importée par des revendeurs en quantité importante (milliers de cachets) parfois par go-fast mais plus souvent en quelques lots discrètement cachés dans des véhicules communs.

« C'était Rotterdam. Où ils allaient dans des apparts-laboratoires [...] ... où ils redescendaient à coups de 12-15 000 ecstasy, quoi. Pour inonder le marché... le marché lyonnais. ... mais par contre, ils ramenaient que ça, quoi. Et là, au niveau des... au niveau des personnes, on était sur des jeunes, hein, sur des 20-25 ans » (focus loi)

Le trafic local concerne majoritairement la MDMA sous forme d'ecstasy, cachets qui seront revendus en espace festif par des revendeurs plutôt jeunes.

« On a aussi le flag' des boites de nuit. [...] on a un nombre important de petits jeunes qui arrivent avec 10 cachets, 20 cachets d'ecstasy en boite de nuit. Alors, c'est toujours les mêmes établissements qui ressortent, hein, qui reviennent. [...] On a moins de parachutes de MD... passé un moment, on avait beaucoup de parachutes de MD ... et là, ça fait un moment qu'on n'en a pas eu. [...] en 2016, on en a fait 627 grammes, et en 2017, on en a fait 248 grammes [de MDMA sous forme cristaux] » (focus loi)

Ces dernières années les analyses pointent des cachets d'ecstasy de plus en plus fortement dosés. En dessous des 100mg à la fin des années 90, après une période de pénurie à la fin des années 2000, le retour de la MDMA sous forme poudre/cristal a été rapidement (2013) suivi de celui de la forme ecstasy, via des comprimés très purs, majoritairement non coupés à d'autres substances, et contenant des quantités beaucoup plus élevées de MDMA (avec une moyenne se stabilisant à 125 mg mais des échantillons fréquemment au-dessus de 150 mg). Le Laboratoire de Police Scientifique a d'ailleurs augmenté son seuil d'alerte, le passant de 150 à 200 mg tant la fréquence des analyses de cachets dépassant les 150 mg est importante. Il est à noter que c'est surtout la taille des comprimés qui est en cause, la concentration de MDMA étant quant à elle plutôt stable, entre 35 et 40 %, mais les ecstasys sont plus volumineux donc proportionnellement plus chargés en principe actif (cf. 3ème partie p.92).

Concernant les **autres produits en circulation**, notons :

- Le faible nombre de saisies d'amphétamine, produit qui peut provenir de Belgique, de Pologne ou de République Tchèque, mais aussi être fabriqué localement, la synthèse étant peu exigeante en termes de matériel et de compétences biochimiques. 18 kilos ont été saisis par les Douanes en 2017, mais très peu en trafics de rue.
- Pour la méthamphétamine, les saisies ont été pour le moins hors de l'ordinaire sur 2017 puisque trois affaires concernant plusieurs kilogrammes (entre 3 et 7 kilos à chaque fois) ont eu lieu à la même période (mai et juin 2017), lors d'interpellations de passagers aériens à l'aéroport de Saint-Exupéry, en provenance d'Afrique subsaharienne et en transit par l'Afrique du Nord pour certains.
- Le khat, plante importée du Moyen-Orient et consommée pour ses vertus stimulantes et anesthésiantes (proche de la coca), a fait l'objet de saisies douanières pour un total de 56 kilos, dont 32 sur une même affaire.

Nous distinguerons les achats via le Darknet et ceux sur le web classique.

Le Darknet est un espace virtuel similaire au web classique où la navigation est rendue anonyme par l'utilisation d'un logiciel type Tor pour accéder au contenu des sites, et les transactions réalisées sont sécurisées via l'utilisation de monnaies virtuelles / cryptomonnaies type Bitcoin, ce qui permet de proposer à la vente des produits indépendamment de toute législation à leur sujet. Les risques sont pris par l'expéditeur et l'acheteur uniquement au moment de l'envoi du colis ou de sa réception, le fret postal étant particulièrement compliqué à surveiller pour les services de l'application de la loi.

Cependant les importations de produits stupéfiants via le Darknet restent très marginales et sont plutôt le fait d'usagers expérimentateurs cherchant un accès simplifié à de nouvelles substances (par exemple les 2Cx), ou bien des usagers réguliers cherchant des produits d'une grande pureté, ou éventuellement encore des usagers souhaitant acheter des substances en grande quantité et peu chères pour alimenter des cercles de consommateurs alentours. Dans tous les cas, le recours au Darknet n'est possible que pour des usagers maîtrisant les modalités de connexion via des systèmes de routage adaptés, le paiement anonyme¹¹ et sachant repérer les potentiels sites d'arnaques sans quoi les gains espérés deviennent vite des pertes importantes (marchandises non livrées et sans remboursement).

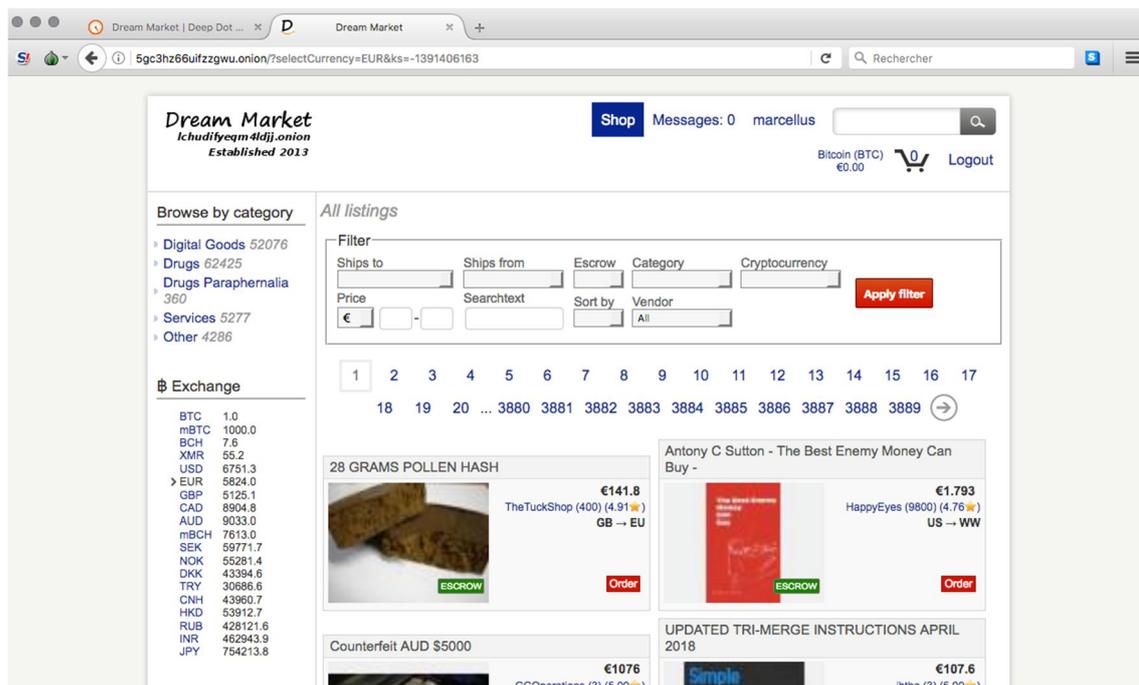
Certains usagers rencontrés par le réseau TREND, aux profils plutôt insérés (presqu'aucun usager fréquentant les accueils collectifs des CAARUD, en plus grande précarité, ne semble utiliser le Darknet comme source d'approvisionnement), achètent ainsi leurs produits, régulièrement ou occasionnellement. Héroïne ou cocaïne seront choisies en fonction du taux de pureté annoncé (de 60 à 90 % pour les deux), et du prix (par exemple 60 euros le gramme d'héroïne dosé à 92 %, que l'utilisateur recoupera ensuite pour son usage personnel). Les ecstasys sont aussi privilégiés par ces usagers, qui en font une consommation régulière et alimentent souvent par là un réseau de connaissance, en obtenant une centaine de cachets pour 200 à 300 euros, avec des taux de pureté souvent très élevés également (il est parfois annoncé 260- 280mg de MDMA). Amphétamines et kétamine sont également cités parmi les produits recherchés par des usagers sans implication dans des réseaux de revente par ailleurs. Les fentaniloïdes font également partie des produits recherchés par des usagers rencontrés, ainsi que certains NPS devenus difficilement trouvables sur le web classique (opioïdes, ou hallucinogènes (2cp, 2cb)).

Les achats via le Darknet représentent quelques affaires sur l'année pour les services de police/douanes en région lyonnaise mais également à Clermont-Ferrand, concernant notamment des ecstasys (plusieurs centaines de cachets destinés à être revendus en espace festif) et de la cocaïne (quelques dizaines de grammes).

Les sites qui proposent des drogues sur le Darknet sont de deux catégories : ceux qui mettent en relation acheteurs et vendeurs, appelés *markets* et organisés sur le modèle des sites de e-commerce classiques, on l'on trouve quasiment toutes les drogues. D'autres sites sont directement des

¹¹ L'anonymat n'est pas inhérent à la monnaie virtuelle, encore faut-il l'obtenir non nominativement si l'on souhaite faire des achats illégaux sans risquer d'être identifié, par exemple par l'achat d'une clé USB chargée en Bitcoin, ou l'achat en argent liquide à quelqu'un se chargeant de remplir le portefeuille électronique. Certains usagers considèrent cependant que l'achat même par Bitcoin non-anonymisé n'est pas risqué en dessous d'une certaine quantité. « *Nous on fait on part du principe que c'est plus les vendeurs qui ont à perdre que les acheteurs. En générale quand un colis passe par la douane, en fait, le seul risque qu'on a c'est de ne pas avoir notre colis...même si ils peuvent remonter jusqu'au vendeur, je sais pas comment ils font mais.... Des fois quand on commande 5g on a un peu peur c'est vrai. Mais quand on commande 1g on se dit que ça ne craint rien [...] On a juste peur que ça n'arrive pas, mais on a pas vraiment peur qu'un jour la police viennent frapper, ha vous avez pris 1 ou 2g de fentanyl* ».

plateformes gérées par les vendeurs, voire des fabricants, des produits (ex : G.G. qui propose principalement du LSD et des ecstasys ainsi que de la DMT).



Les valeurs de référence sont indiquées en plusieurs monnaies, sachant qu'en prenant en compte les différentes étapes et commissions pour l'obtention de Bitcoins « il faut bien rajouter 10% au prix affiché pour être à peu près à la vraie valeur de ce que tu vas payer au final » (usager).

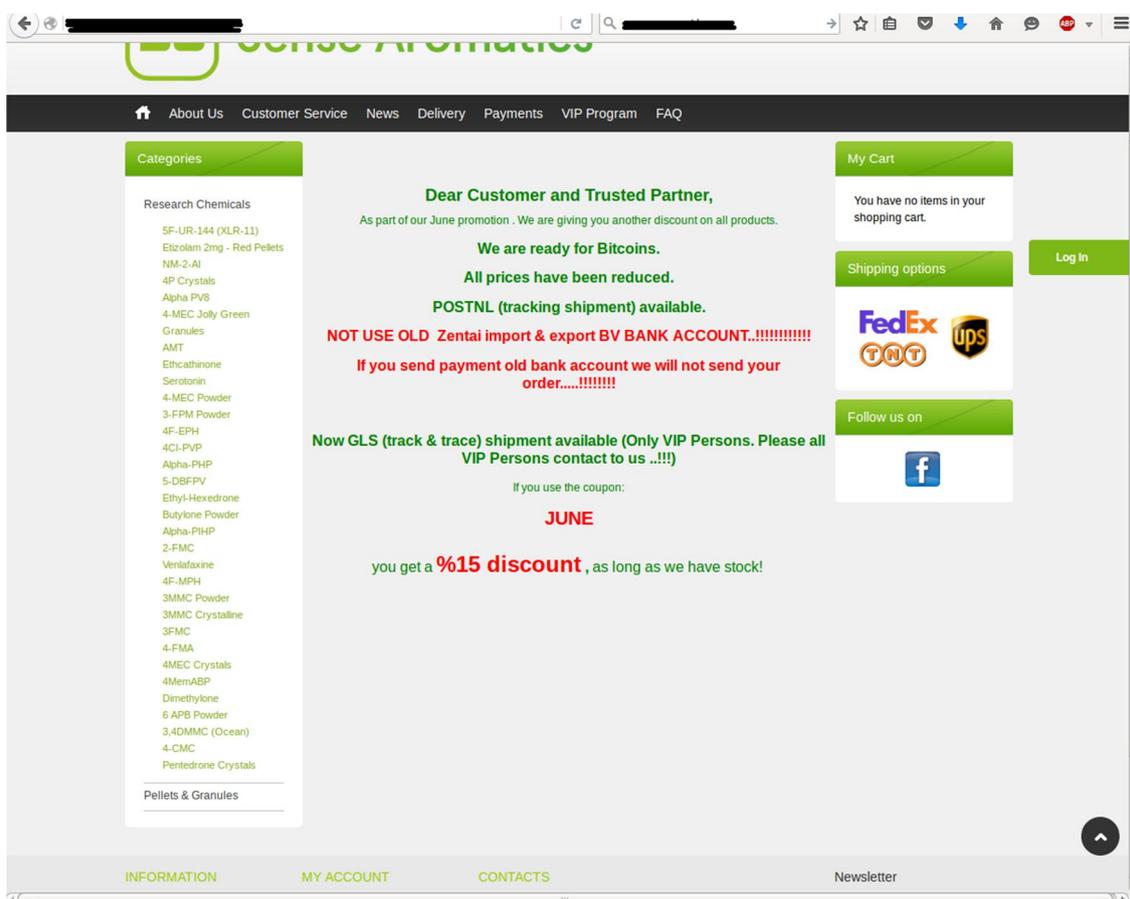
Il est possible de faire une pré-sélection par prix, par pays (acheter auprès d'un vendeur français maximise les chances de recevoir son produit qui n'aura pas à passer de frontières, mais les prix sont généralement plus chers), et via une catégorie « escrow » où le paiement se fait après réception du colis, les Bitcoin sont bloqués sur le site dans l'attente de la confirmation de l'acheteur. En cas de litige, des modérateurs sont chargés de résoudre les problèmes entre acheteurs et revendeurs, et un système de notation est censé mettre en confiance les uns et les autres (les étoiles pouvant par contre se négocier avant même la réception du colis, moyennant quelques échantillons gratuits...). Des commentaires sont indiqués à partir de divers critères : rapidité de transaction, produit conforme et qualité des effets, ainsi que le « stealth », c'est-à-dire la discrétion du colis, nécessaire puisque contenant des substances généralement illicites (souvent dans des pochettes CD ou DVD, des cartes postales...)

« Une fois c'était tellement bien caché j'ai cru que le mec il avait oublié de mettre le LSD ! c'était une vieille carte postale avec un ange... y'avais rien d'autre... et j'ai mis 2 jours à capter, j'me disais c'est pas possible...j'me suis fait arnaquer... ça ressemblait juste à une vieille carte de grand-mère un peu bombée, et en fait il fallait carrément décoller l'ange collé dessus et les buvards étaient là... ! » (usager)

Si, sur le Darknet, il est donc possible de trouver n'importe quel produit à la vente (cocaïne, héroïne, ecstasy, kétamine, plantes hallucinogènes, médicaments etc.) en quantité et en qualité diverses, le web classique offre également des possibilités d'achat de drogues, qu'elles soient classées -ou non- produits stupéfiants en France.

C'est particulièrement le cas des cathinones, qui restent les principales molécules achetées sur Internet par les usagers rencontrés dans le cadre du dispositif TREND. Les cathinones sont classées stupéfiants en France depuis 2012 (après que la méphédrone, première cathinone apparue sur le marché, l'eut été en 2010), ce qui n'est pas le cas de tous les pays Européens qui peuvent ainsi abriter les sites revendeurs. Ces sites prennent le modèle de site d'achats tout à fait classiques : catalogue diversifié de molécules, quantité au choix avec prix dégressifs, offre promotionnelle et cadeau à la réception, livraison adaptée (avec ou sans suivi colis), paiement plus ou moins sécurisé par virement bancaire, voire par monnaie virtuelle, et espace d'échange avec les gestionnaires de la plateforme en cas de problème. Rien n'indique l'illégalité de la molécule en question, tout au plus la mention « *not for human consumption* » apparaît-elle dans les descriptifs.

Il est à noter que ces molécules sont généralement produites dans des laboratoires clandestins, majoritairement en Chine¹², sans aucun contrôle, ni sur les procédés de fabrication, ni sur l'étiquetage des produits, qui peuvent ainsi ne pas correspondre à la molécule attendue.



Ici le site propose un large choix de molécules (sur la gauche), et la page d'accueil indique la possibilité récente de payer par Bitcoin, l'offre promotionnelle du moment (mois de juin, 15%), et les différentes options de livraison (sur la droite).

¹² « La plupart des NPS identifiés jusqu'à aujourd'hui en Europe par le réseau EWS ont été principalement produits puis importés de Chine et, dans une moindre mesure, d'Inde. Dans l'UE, selon l'Observatoire européen, seuls la Pologne et les Pays-Bas ont signalé des productions de NPS sur leur territoire ». OFDT, Synthèse thématique Nouveaux produits de synthèse, <https://www.ofdt.fr/produits-et-addictions/de-z/nouveaux-produits-de-synthese/#sd>

Home → Research Chemicals → 3-MMC Crystal

3-MMC Crystal

★★★★★ Be the first to review this product

SKU: 111CR

Share

Price Details Additional Info Reviews Tags

Name	Meta Title	Stock level / SKU	Price	Qty	Add to Cart
3-MMC Crystal	Buy White 3-MMC- Crystals 1gr for only €18.00.	111CR1	€18.00	0	Add to Cart
3-MMC Crystal	Buy Off-White 3-MMC Crystals 5 gr for only €70.00.	111CR5	€70.00	0	Add to Cart
3-MMC Crystal	Buy Off-White 3-MMC Crystals 25 gr for only €290.00.	111CR25	€290.00	0	Add to Cart
3-MMC Crystal	Buy Off-White 3-MMC Crystals 100 gr for only €900.00.	111CR100	€900.00	0	Add to Cart

■ Stock Available (Ships today)
 ■ Stock Low (Ships in 1 to 5 days)
 ■ Out of Stock

Celui-ci, particulièrement utilisé par certains usagers pour se fournir en cathinones consommées dans un cadre sexuel (cf. chemsex p. 57), fait le choix d'une esthétique épurée et de visuels évoquant un produit fabriqué en laboratoire conventionnel (flacon de chimiste), et avec des prix faibles et des quantités particulièrement importantes (ici jusqu'à 100 g, pour 900 euros).

Des sites proposent même des molécules en vente au kilo, et invitent à prendre contact avec eux pour des achats en quantité plus importante, pour lesquels des tarifs seront proposés dans les 24h.

Mexedrone

100% Guaranteed Delivery

Product Name	Price	Qty
10g Mexedrone	€150.00	0
15g Mexedrone	€200.00	0
25g Mexedrone	€300.00	0
50g Mexedrone	€450.00	0
100g Mexedrone	€900.00	0
250g Mexedrone	€1,250.00	0
500g Mexedrone	€2,000.00	0
1000g (1kg) Mexedrone	€3,250.00	0

Availability: In stock

Be the first to review this product

Add to Cart

Product Description | Reviews (0)

Mexedrone (4-ene-Me) est un analogue de Mephedrone. 4-MMC: Mexedrone a émergé sur la classification de Mephedrone comme une drogue illégale. Le Mexedrone a une masse moléculaire de 207,268 g / mol, une formule moléculaire de C12H17NO2 et un nom systématique de 3-méthoxy-2-(méthylamino)-1-(4-éthylphényl) propan-1-one. Parce que Mexedrone est un nouveau composé, l'information concernant les propriétés biochimiques de Mexedrone n'est pas disponible.

Mexedrone est dans la classe chimique cathinone et réagit comme tel. L'apparence physique de Mexedrone est des cristaux blancs, mais vous pouvez acheter Mexedrone sous la forme de cristaux ou de poudre chimiquement identique. Mexedrone est administré par voie orale et à des doses limitées de 50 mg à 100 mg. Des doses de Mexedrone de 100 mg à 150 mg ont été démontrées pour démontrer des effets similaires de la mephedrone. Les effets de Mexedrone peuvent persister pendant 4 à 6 heures.

Mexedrone est une drogue psychoactive classée à la fois stimulateur et entactogène, qui provoque également la stimulation. Il est probable, mais pas encore prouvé, que Mexedrone provoque un afflux de neurotransmetteurs, entraînant les effets stimulants de l'expérience. Les neurotransmetteurs impliqués dans l'expérience Mexedrone peuvent inclure la dopamine, la noradrénaline et la sérotonine.

Les effets de Mexedrone sont 70% de celui de son parent composé, Mephedrone. Les effets de Mexedrone deviennent plus probables à des doses plus élevées, et sont de nature physique, cognitive et auditive. Les effets physiques de mexedrone induisent l'euphorie, la sédation, la sensation tactile et familiarisation, la déshydratation, la transpiration augmentée, les sensations spontanées, le grincement des dents, la vision vibrante, et les capacités réprimées de régulation de température. Les effets cognitifs du Mexedrone induisent l'euphorie et la pensée facilitation et la connectivité. Les effets de Mexedrone peuvent également se présenter sous la forme d'améliorations auditives.

Lors de la consommation de Mexedrone, des effets de pic post-stimulation peuvent survenir. Les effets post-stimulation du Mexedrone peuvent être de nature négative et inclure des pensées et une motivation décalées, la fatigue cognitive, l'anxiété, l'irritabilité, l'humeur dépressive et l'ivresse. Les effets de post-stimulation de Mexedrone probablement se produisent en raison de la déplétion des neurotransmetteurs, où l'approvisionnement en neurotransmetteurs a été épuisé dans la phase de stimulation de l'expérience.

Le Mexedrone est utilisé pour la recherche chimique, est vendu comme apocryphe de recherche et n'est pas destiné à la consommation humaine, quelles que soient les circonstances. Mexedrone est également utilisé dans les contextes médico-légaux. Le Mexedrone n'a pas fait l'objet d'études approfondies chez l'homme, par conséquent la toxicité du Mexedrone est inconnue. Le Mexedrone est une substance psychoactive et peut avoir des interactions dangereuses si elle est utilisée en combinaison avec d'autres substances. Mexedrone est un médicament stimulant. L'utilisation chronique de médicaments stimulants peut conduire à la toxicomanie et à l'abus potentiel de la drogue.

Certains proposent aussi un grand nombre de cannabinoïdes de synthèse, ainsi que des molécules de la famille des benzodiazépines (ici par exemple étizolame).

La promotion de chaque molécule peut se faire plus ou moins ouvertement, parfois très explicitement (cf. image précédente : durée et nature des effets, y compris négatifs, neurotransmetteurs impliqués), et parfois particulièrement en détails concernant les propriétés biochimiques et accompagnée de messages à peine détournés où les usagers sont par exemple des « *chercheurs diligents dans leur quête* », à qui l'on propose ce « *substitut légal pour des matériaux de recherche populaires tels que la méthoxétamine (MXE)* », et qui sont invités bien évidemment toujours à la prudence dans la manipulation des molécules « *non adaptées à la consommation humaine* »... :

« Notre stock de diphénidine chimiquement pure a récemment été l'objet d'un plébiscite général de la part de chercheurs diligents dans leur quête pour tenter d'en comprendre ses propriétés chimiques. Bien qu'il ne soit chimiquement pas un des aricyclohexylamines, ce matériau de recherche présenterait de nombreux traits similaires au méthoxétamine et N-éthyl-kétamine. Il a été prouvé que les composés de ce groupe agissent comme des inhibiteurs de canaux des récepteurs NMDA avec pour conséquence une action dissociative et anesthésique, ce qui correspond également à ce que les laboratoires de recherche suggèrent quant aux effets de la diphénidine. Pour satisfaire la demande générale mondiale, notre boutique en ligne offre la possibilité d'acheter des diphénidines provenant d'une source certifiée, avec une totale garantie en termes de pureté. Il convient de garder à l'esprit que cette diphénidine vient d'arriver sur le marché des produits chimiques de recherche, et qu'une extrême prudence est recommandée lors de la manipulation de cette substance. On peut le retrouver sous son nom systématique, le 1-(1, 2-Dyphenylethyl) piperidine et c'est un analogue piperidine de la lefetamine. Sa masse moléculaire est de 301,85356 g/mol et sa formule moléculaire peut être condensée en C₁₉H₂₄CIN. Bien qu'on en sache assez peu sur la pharmacologie exacte de la diphénidine, sa structure chimique semble confirmer son rôle en tant qu'agent du recaptage de la dopamine. La substance est disponible dans notre stock sous forme de poudre, confirmée pour s'adapter parfaitement au stockage et à la manutention. En tant que substitut légal pour des matériaux de recherche populaires tels que la méthoxétamine (MXE), la diphénidine est en phase de rapidement devenir une substance reconnue dans le monde des produits chimiques de recherche. Des chercheurs du monde entier peuvent acheter de la diphénidine en poudre chez nous, à la stricte condition qu'elle soit utilisée pour réaliser des expériences contrôlées et in vitro (à l'extérieur d'organismes). La substance n'est pas adaptée à la consommation humaine et doit être traitée comme une matière scientifique à risques. »

The screenshot shows a web browser window displaying an online store. At the top, there is a cookie consent banner. Below it, the page title is "boutique en ligne". A navigation bar includes a search bar and a currency selector set to "Euro (EUR)". The main content area displays two product listings for "Industrial Cleaner Technical Grade". The first listing is for a 100 ml bottle (reference 00016) priced at €19.95. The second listing is for a 250 ml bottle (reference 00009) priced at €29.95. Both listings include a "J'aime 0" button and an "Achat immédiat" button. To the right, there is a sidebar with a "REACH COMPLIANCE" logo, a "Material Safety Data Sheet" link, and a list of analytical techniques: IR - Infra-red spectroscopy, NMR - Nuclear magnetic resonance, UV/vis - Ultra-violet spectroscopy, and GCMS - Gas chromatography-mass spectrometry. Below this, there is a "REACH registration. ZJ415937-11" and a customer service rating of "EXCELLENT SERVICE" with 5.0/5.0 stars and 16 ratings. A chat bubble is visible in the bottom right corner.

Les achats de GBL (molécule se transformant en GHB une fois ingérée) sont également possibles sur Internet, en Allemagne ou dans d'autres pays européens, où les sites proposent des flacons de *gamma-butyrolactone* (GBL) sous l'indication de « *nettoyants* » (clean) pour surfaces diverses, de tailles différentes et à des prix particulièrement bas (30 euros les 100ml, 50 euros les 500ml, 75 euros le litre, quand une dose pour un usage récréatif est d'environ 1 à 1,5ml...). Là encore, les sites misent sur l'aspect promotionnel et des indicateurs graphiques invitant à la fiabilité (sur l'image ci-dessus, on peut voir un logo rappelant celui des normes UE, des étoiles de notation, etc.)

Espace urbain

Agglomération lyonnaise : constante des profils d'usagers et de leurs usages

L'état des lieux exposé dans le rapport de 2016 étant toujours d'actualité, nous resituons ici les principaux éléments en y apportant des compléments issus des données recueillies en 2017, et nous invitons à s'y reporter pour plus de détails.

Espaces urbains investis par les usagers

Les populations fortement précarisées consommatrices de produits psychoactifs sont plus particulièrement présentes dans l'hyper-centre lyonnais ainsi que dans quelques quartiers plus excentrés de Lyon et de Villeurbanne. Les activités liées à la manche concentrent ces personnes autour des rues commerçantes de la Presqu'île et aux abords des lieux de passages (gares, centre commerciaux, boulevards routiers, etc.). L'espace public semble d'ailleurs de plus en plus être utilisé comme « *gagne-pain* » - selon l'expression de l'équipe du Samu Social - par de nombreuses personnes en toujours plus grande difficulté financière (femmes et hommes, seuls ou avec enfants).

Leurs lieux de couche, en plus des appartements squattés, sont plus ou moins visibles en différents endroits de la ville : garages abandonnés ou voitures hors-d'usage, terrains vagues, campements dans des espaces boisés en bordure de la ville, ou encore le long des quais du Rhône et de la Saône. Ces campements sont d'ailleurs régulièrement engloutis par les eaux lors de la crue des fleuves, ce qui accroît encore un peu plus la précarité de ces personnes qui y perdent alors le peu de matériel nécessaire à leur survie, et leur fait courir des risques conséquents (quand ce sont parfois les chiens qui donnent l'alerte au milieu de la nuit...).

Ces usagers peuvent consommer sur leurs lieux de vie, où du matériel d'injection est régulièrement récupéré en quantité par les équipes des CAARUD, mais certains espaces urbains sont également investis comme lieux de consommation : c'est le cas de plusieurs ruelles, bords de quais, recoins de parcs ou de places, locaux poubelles et allées d'immeubles notamment aux abords de centres d'accueil de jour ou de lieux de deal. Des dizaines, voire des centaines, de seringues usagées peuvent y être régulièrement retrouvées.



Espaces publics en Presqu'île : ruelle près de l'Hôtel de Ville et bord de quais du Rhône.



Nous pouvons également citer certaines toilettes publiques particulièrement utilisées à cette fin, JC Décaux rapportant le chiffre de 2 179 seringues usagées récupérées sur l'année 2017, dont plusieurs centaines dans des sanisettes des 2^{ème} et du 3^{ème} arrondissements (par exemple celles des quais

Augagneur, St Antoine, Pêcherie, et du square Aristide Briand) mais aussi au niveau de certaines places (Croix-Rousse, Carnot, Paris), et sur de nouveaux sites qui apparaissent occasionnellement (Jean Jaurès). Du personnel de la ville indique d'ailleurs que les usagers qui utilisent les sanitaires pour s'injecter ne sont pas seulement ceux en grande précarité rencontrés dans la rue, mais également des personnes semblant plus insérées et venant au petit matin y faire leur injection avant de se rendre au travail, ne pouvant probablement pas injecter chez eux en raison de l'environnement familial.

Le plus souvent, donc, il s'agit d'espaces confinés mais néanmoins publics, et bien qu'on ne puisse pas directement parler de « *scènes ouvertes de consommation* » comme il peut en exister à Paris, ces usages sont pointés comme problématiques par les professionnels à la fois de l'application de la loi (en termes d'ordre et de sécurité publique) mais aussi par les intervenants médico-sociaux qui déplorent les conditions d'hygiène très mauvaises dans lesquelles se réalisent ces injections. Ces usages sont manifestement ceux de personnes ne disposant pas d'autres espaces plus abrités et adaptés pour injecter leur produit (ni domicile personnel, ni foyer d'hébergement, lesquels interdisent d'ailleurs généralement les consommations dans leur règlement), d'autant que le matériel retrouvé provient le plus souvent des accueils bas-seuil des CAARUD et indique la grande précarité économique de ces usagers.

Profils de consommateurs

Les personnes usagères de drogues présentes dans l'espace public sont dans leur grande majorité connues des structures de première ligne type CAARUD et Samu Social, parfois des CSAPA, du fait de leur présence depuis plusieurs mois/années dans la ville. Ce sont principalement des hommes, même si les femmes sont présentes également mais souvent accompagnées d'hommes (groupe d'amis et/ou compagnon). Les moyennes d'âges sont variées, mais nous pouvons noter l'augmentation des personnes particulièrement âgées qui restent à la rue faute de prises en charge adaptées, ainsi que de très jeunes personnes qui vivent également dans les rues lyonnaises et dont le nombre a augmenté ces derniers mois, nous y reviendrons plus loin. Ces usagers sont originaires de Lyon ou d'autres régions françaises, ou arrivent de divers pays d'Europe (occidentale, Europe de l'Est), d'Afrique du Nord ou encore d'Outre Atlantique, à la suite de migrations pour des motifs divers (économiques, politiques).

Alcool et cannabis sont les produits majoritairement consommés, suivis par les médicaments de substitution ou médicaments antalgiques opioïdes avec le triptyque méthadone/Subutex®/Skénan®, les codéinés (type Codoliprane® et Klippal®) ou encore les benzodiazépines (Valium® et Séresta®), emblématiques des consommations d'usagers ayant peu de moyen et se rabattant sur des produits peu chers voire obtenus via des prescriptions médicales. L'assurance d'un produit plus fiable et d'un meilleur rapport qualité-prix en comparaison de certaines drogues classiques de piètre qualité (comme l'héroïne notablement remplacée par le Skénan®), font de ces médicaments des produits privilégiés de ce marché de rue en majorité auto-alimenté par ceux qu'on nomme usagers-revendeurs¹³.

La cocaïne est cependant très -et de plus en plus- présente, nous y reviendrons, utilisée parfois dans des mélanges de type « *speed-ball* » qui associent un stimulant et un opiacé (originellement cocaïne et héroïne, en place desquelles on trouvera du Skénan® et/ou des amphétamines et alors baptisé « *le speed-ball du pauvre* »).

¹³Les prix relativement bas de la gélule et la facilité d'accès au Skénan® à Lyon contribueraient même selon certains usagers à « *pacifier* » les relations dans la rue, contrairement à d'autres villes où l'achat du gramme de la seule héroïne disponible nécessite un temps de manche beaucoup plus long : « *A Toulouse, t'as que d'la came, t'imagines le temps qu'il faut pour te faire les 40 ou 50 balles pour ton gramme dans la journée, alors qu'à Lyon tu fais 5 ou 10 balles et t'as ton Sken... du coup ça fout moins la pression sur la manche, les gens se foutent moins sur la gueule pour les places...* ». (Usager CAARUD)

Ce sont ainsi majoritairement des usagers polyconsommateurs, dont les produits consommés peuvent être plus ou moins interchangeables au gré de leur disponibilité et de leur qualité, phénomène que nous qualifions de « *nomadisme de défonce* », en ce qu'il peut être mis en lien avec une certaine forme de nomadisme physique et psychique, liée à une précarité économique et psychique également. Les consommations sont alors le reflet - en plus d'être intrinsèquement causes et conséquences- de conditions de vie extrêmement précaires, auxquelles elles ont pu parfois conduire mais qu'elles peuvent également aider à supporter (les douleurs, le froid ou la chaleur, l'angoisse, etc.), et contribuer à égayer (sociabilités spécifiques de par la consommation collective ou les réseaux de revente, trocs, dépannages, économie interpersonnelle, contre-culture, éthique de solidarité, plaisir...).

Évolutions notables sur l'année 2017 :

De très jeunes consommateurs installés dans la rue

La présence de jeunes plus ou moins en errance dans l'espace public n'est pas un phénomène nouveau, une agglomération comme Lyon ayant toujours vu son centre-ville fréquenté par des groupes ou binômes de jeunes personnes, s'affiliant parfois à une contre-culture « *punk* », et occupant l'espace public plus souvent durant les mois d'été. Ces jeunes viennent parfois d'autres régions, certains sont en transit entre deux festivals/tecknivals, la plupart n'envisagent Lyon que comme une étape. Ils peuvent s'y trouver bloqués un certain temps pour différentes raisons (problème mécanique sur le véhicule dans lequel ils dorment, manque d'argent pour repartir, problème de santé de leur chiens...), mais Lyon est rarement un point d'ancrage final envisagé ; soit qu'il n'y ait pas de souhait de s'ancrer quelque part, soit que la ville elle-même ne suscite pas l'envie de s'y installer : pas assez au Sud (importance de la température lorsque l'on vit à la rue), trop peu de ressources humaines et financières (Lyon aurait ainsi une mauvaise réputation quant à « *l'ambiance et la mentalité de la rue* » (Usager CAARUD), du fait du peu de solidarité, de la forte répression sur les squats, d'altercation avec des bandes affiliées aux courants d'extrême droite hostiles aux jeunes en errance...).

Les conditions de précarité particulièrement importantes de ces jeunes usagers sont également pointées depuis plusieurs années dans l'enquête Ena-CAARUD¹⁴ rappelant que les moins de 25 ans sont toujours les plus concernés : en plus d'être majoritairement sans logement/hébergement ils sont également sans ressource faute de droit aux minimas sociaux, et souvent sans couverture sociale.

Ce qui semble cependant encore plus alerter les professionnels lyonnais depuis quelques mois concernent des personnes particulièrement jeunes, mineures voire n'ayant pas plus de 16 ans, qui s'installent durablement dans l'espace public, de manière visible et dans des conditions de vie extrêmement délétères. Leurs lieux de couche sont souvent très peu abrités, laissant parfois même peu d'intimité (à même le sol sur des devantures de magasins, tentes installées au milieu d'un échangeur routier) ou encore particulièrement insalubres (caves sans eau ni électricité). Ils se déplacent d'un lieu à l'autre en fonction des opportunités ou des délogements de la police, avec leur peu d'affaires sur le dos ou dans des caddies, accompagnés de leurs chiens. Certains font la manche à Lyon mais squattent à Saint Étienne, car il semble plus évident de s'y trouver un espace où dormir à l'abri de la police, mais sans que la manche locale ne soit suffisamment efficace pour vivre.

¹⁴ Au niveau national, l'enquête Ena-CAARUD 2015 pointait à propose des plus jeunes usagers des CAARUD que « 42 % d'entre eux connaissent des conditions de vie très dégradées (forte précarité), contre 19 % des 25-34 ans et 16 % des 35 ans et plus ; 57 % de ces jeunes n'ont aucune ressource légale ou officielle, du fait de l'absence de prestations sociales. Seul un jeune usager sur cinq possède un logement stable, soit une proportion quasi équivalente à celle des individus de cette classe d'âge qui déclarent être sans abri (20 %), et 12 % vivent en squat. Enfin, 21 % déclarent n'avoir accès, au moment de l'enquête, à aucune protection santé (pas même à l'aide médicale de l'État (AME), contre 13 % de l'ensemble), et 3,5 % ignorent s'ils sont affiliés à la Sécurité sociale ».

Concernant leurs parcours, ces jeunes sont arrivés plus ou moins progressivement dans la rue, suite à des ruptures familiales parfois anciennes, fuyant les foyers ou des environnements de vie compliqués dès qu'ils en ont eu la possibilité. La récente majorité des uns signe une fin de prise en charge par la protection de l'enfance, quand d'autres, mineurs, sont encore suivis à distance. D'ailleurs, une certaine « culture des foyers »¹⁵ se fait particulièrement sentir dans le lien qu'entretiennent ces jeunes avec les éducateurs des structures type CAARUD et Samu Social, ou quand les plus âgés d'entre eux (qui ont à peine 20 ans !) jouent la figure de l'éducateur (selon un stéréotype protecteur et moralisateur) auprès des plus jeunes du groupe.

La vie à la rue peut résulter pour eux d'une difficulté à s'ancrer dans des projets de vie plus stables, ou être préférée aux impératifs de l'accès à un hébergement, lequel implique généralement d'être séparé de son/sa compagnon.ne, de ses chiens, ou encore de supporter le lien avec des professionnels.

Bien que tous les jeunes à la rue ne consomment pas de produits psychoactifs, en dehors peut-être de l'alcool et du cannabis, ceux auxquels nous nous intéressons sont déjà ancrés dans des usages assez conséquents, notamment par injection, en particulier d'opiacés avec le Skénan[®], mais aussi de cocaïne, produit qui a pour certains été le premier produit injecté¹⁶.

Ces consommations, qu'ils ont commencées très jeunes, semblent déjà largement banalisées dans leurs discours, ils en parlent ouvertement aux professionnels des CAARUD mais aussi à ceux non-spécialisés du Samu Social, et les pratiques d'injection elles-mêmes ne sont pas toujours dissimulées :

« Un matin nous discussions avec un jeune qui visiblement venait de se réveiller. Il s'est mis à préparer son injection devant nous » (Samu Social).

Celles-ci sont souvent réalisées dans des conditions sanitaires déplorables et avec des pratiques peu hygiéniques en termes de réduction des risques (peu de filtration, échanges et réutilisations du matériel...)

« Des jeunes filles qui injectent quasi sans filtrer ou avec des filtres de cigarettes, qui ont déjà des marques plein les bras alors qu'elles ont commencé [à injecter] depuis à peine quelques mois... » (professionnel CAARUD).

Ces situations alertent donc les professionnels d'autant que plusieurs de ces jeunes ont également des soucis de santé amplifiés par un accès à l'hygiène compliqué (problème de peau, de parasites, de dents, anorexie...). Les professionnels de l'urgence sociale plus habitués à accompagner des personnes plus âgées se trouvent à leur proposer des accompagnements de première nécessité (accès aux droits, accompagnement physique vers les services d'hygiène et de soin) auxquels aucun autre dispositif ne semble pouvoir répondre (saturation des accueils pour jeunes, jeunes qui fuient la protection de l'enfance...). En lien avec le Samu Social, le CAARUD de la presqu'île envisage des modalités d'accompagnement spécifiques pour ces jeunes qui, au vu de leurs usages, ont plus que jamais besoin de conseils et de soutien concernant leurs pratiques de consommation. D'autant que ce phénomène se maintient à l'été 2018 avec l'arrivée de plusieurs très jeunes femmes dans les rues de la presqu'île, fortement consommatrices de cocaïne et de Skénan[®] (parfois prescrit). Des produits qu'elles indiquent obtenir parfois moins chers du fait d'être des femmes, et qui semblent être particulièrement au cœur de leur relations sociales, amicales et amoureuses.

¹⁵ Par exemple dans la manière de désigner les professionnels (« les éduc' », « mon éduc »), l'habitude des contraintes d'horaires, voire des sanctions en cas de non-respect du cadre...

¹⁶ Les tendances pointées à ce sujet par l'enquête Ena-Caarud 2015 sont particulièrement d'actualité à Lyon : recul de l'héroïne au profit du sulfate de morphine pour les plus jeunes (11 % des moins de 25 ans le citent comme premier produit injecté, contre 4 % des 35 ans et plus), et pour la cocaïne, que 23 % des moins de 35 ans ont utilisée lors de leur première injection (contre 15 % des injecteurs plus âgés).

La démocratisation de l'usage de cocaïne, ou plutôt l'accélération récente de cette démocratisation est une tendance à l'échelle nationale et qui couvre l'ensemble des espaces investigués par TREND. Nous parlerons plus loin du phénomène en espace festif où l'augmentation de l'offre est un indicateur notable de cette tendance. Nous nous concentrons ici sur l'espace urbain où la présence de cette cocaïne, de plus en plus prisée, va jusqu'à modifier les modes de consommation (rapport à l'injection) et les comportements liés à l'usage (manche, relation au dealer...), pour un phénomène qui dépasse largement la région lyonnaise.

La tendance se confirme en s'amplifiant, l'enquête Ena-Caarud de 2015 pointait la part toujours plus importante des usagers de cocaïne (22 % en 2008, 32 % en 2015), notamment par free-base¹⁷, les observations ethnographiques et groupe-focus sanitaire TREND en 2016 le confirmaient, quand les données de 2017 révèlent une intensification du phénomène.

Les professionnels des CAARUD et CSAPA indiquent la nette augmentation de la distribution de matériel d'injection Nevershare® - seringues fines de couleur principalement utilisées par les usagers pour la consommation de cocaïne-, mais aussi de kit-base destinés à la fumer. Les ELSA, y compris celles des hôpitaux psychiatriques, rapportent également l'augmentation des suivis en lien avec la cocaïne :

« A l'heure actuelle, et notamment sur l'année 2017, on a eu plutôt une recrudescence sur les consommations de cocaïne : sniffée, basée et quelques injecteurs actuellement... [...] Là, depuis, on en a un tous les 15 jours... Et puis on les repère en fait parce que... y a des lésions... y a des lésions, y a des abcès » (ELSA)

Le phénomène est caractérisé par deux tendances principales concernant les pratiques des usagers : le passage des opiacés vers la cocaïne, et le passage ou le retour à l'injection via la cocaïne. En effet, un certain nombre d'usagers, abstinents ou stabilisés par la méthadone après un long parcours de consommation d'opiacés, reprennent les consommations et parfois les injections avec la cocaïne. D'autres débutent même les injections avec ce produit, l'effet spécifique de la cocaïne administrée en intraveineuse étant jugé beaucoup plus intense que celui par voie nasale et de nature différente. On retrouve chez ces personnes des profils divers d'usagers, certains en situation de précarité mais d'autres bien plus insérés.

« Je suis plusieurs personnes qui sont substituées en opiacés, qui étaient plutôt des consommateurs d'héroïne, et qui se sont mis à l'injection de cocaïne et avec des injections quasi-quotidiennes » (focus sanitaire)

Le basculement de l'héroïne vers la cocaïne s'observe également chez certains usagers de la rue qui « préfèrent se mettre dans la coke » jugée bien meilleure que l'héroïne fortement dépréciée du fait de ses effets décevants et de la difficulté à l'injecter (mauvaise dissolution). Cette transition d'un produit à un autre apparaît également du côté des revendeurs d'héroïne, qui sont de plus en plus nombreux à proposer de la cocaïne en parallèle, parfois même en « cadeau » pour l'achat d'une plus grosse quantité d'héroïne (notamment dans le réseau albanais, dont nous avons pointé la diversification de l'activité avec la cocaïne et l'herbe de cannabis, certains revendeurs étant consommateurs de ces deux produits).

Le prix relativement élevé de la cocaïne en comparaison de l'héroïne (du simple au double) ne semble pas être un frein pour ces usagers, le bénéfice coût-effet apparaissant bien plus avantageux à leurs yeux. Mais l'argent nécessaire à l'achat d'un gramme de cocaïne a cependant des conséquences sur l'organisation de la consommation et de l'obtention du produit : les achats en commun sont fréquents

¹⁷ « La consommation de la forme basée, autant sous le nom de crack que de free base, concerne une part toujours plus importante de ces usagers : en 2015, près d'un tiers du public des CAARUD a consommé de la cocaïne basée. [...] la cocaïne achetée en poudre continue d'être de plus en plus fumée après « basage » (44 %, contre 33 % en 2012 et 23 % en 2008), principale raison de la diffusion de l'utilisation d'une pipe à crack ou d'un doseur. En 2015, plus du tiers des usagers (36 %) a en effet utilisé ce mode d'usage, contre un peu plus du quart en 2012 » Ena-CAARUD 2015.

(achat d'un gramme pour deux personnes, de deux grammes pour trois ou quatre...), ainsi que l'achat de demi-grammes, proposés par des revendeurs largement arrangeants afin de s'adapter à cette nouvelle clientèle précaire mais assidue (notamment en début de mois) et qu'ils sollicitent régulièrement par SMS (quitte même à proposer des paiements à crédit...). Ce sont donc des achats « *au coup par coup* » qui modifient également les pratiques de manche des usagers, qui alternent cessions de manche et de consommation : quelques heures pour obtenir de quoi acheter un gramme à plusieurs, le consommer, retourner faire la manche, acheter et consommer à nouveau, etc.

La forte présence de la cocaïne ne concerne pas que l'agglomération lyonnaise, plusieurs CAARUD de la région (Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Ain, Ardèche et Drôme notamment) indiquent l'augmentation de l'usage d'une cocaïne réputée de très bonne qualité et encourageant les pratiques de basage. La distribution de kitbase est en nette augmentation dans ces CAARUD (sur 2017 et plus encore début 2018) de même que le matériel d'injection spécifiquement utilisé pour la cocaïne. Le phénomène de passage de l'héroïne sniffée/fumée à la cocaïne en injection est également relevé chez certains usagers :

« [il y a] une augmentation des consommations de cocaïne [...] pour des jeunes qui étaient consommateurs d'héroïne, pas mal, qui sont passés... qui n'injectaient pas l'héroïne et qui se sont mis à injecter la cocaïne. On a beaucoup de fumeurs, aussi, qui basent. ». (focus sanitaire)

Dans certaines régions la forte disponibilité de la cocaïne a entraîné une baisse notable de son prix, régulièrement vendue à 50 euros le gramme, contre 60 à 80 d'ordinaire, ce qui est déjà moindre en rapport avec les années précédentes (70-90 euros). Le demi-gramme en marché de rue se monnaye généralement 40 euros, voire 30 euros (été 2018).

Quant à la qualité estimée du produit, des analyses par chromatographie sur couche mince (CCM) révélant l'absence de produits de coupe actifs ont été fréquentes en région lyonnaise, ce qui n'indique pas le dosage effectif mais laisse penser à une plus grande pureté¹⁸. En parallèle, des analyses SINTES ont pu révéler des poudres de cocaïne très fortement dosées (entre 75 et 95%) récoltées auprès d'usagers de différents milieux y compris en situation de précarité, à Lyon et en région drômoise (cf. p. 78), ce qui semble corroborer l'avis des usagers quant à la « *bonne qualité* » du produit en circulation.

Les fluctuations du Skénan®

Nous avons pointé dans le précédent rapport la forte présence du Skénan® chez les usagers en grande précarité, principal produit opiacé consommé et détrônant largement l'héroïne jugée de mauvaise qualité, notamment par des usagers en provenance d'autres régions/pays.

« ...cocaïne ici c'est merde, héroïne ici c'est merde... drogue ici c'est pharmacie, Skénan®, benzo,.... Skénan® si c'est 200 (mg) c'est 200..... mais 1g.... tu sais jamais » (Usager CAARUD)

Le médicament, facilement accessible, peu cher, assurant un effet constant et réputé plus « *hygiénique* » du fait de l'absence de produit de coupe, est également consommé par des jeunes usagers qui ont débuté leurs usages d'opiacés avec ce produit, sans même être passés par la case héroïne.

¹⁸ Le seul effet du produit étant celui de la cocaïne et non des éventuels produits de coupe, puisque ceux-ci sont non actifs.

Phénomène caractéristique de certaines grandes villes dont la capitale¹⁹, on observe également l'usage de Skénan® chez des usagers de CAARUD ou de CSAPA dans d'autres départements de la région (Clermont-Ferrand, Valence, Bourgoin, Bourg-en-Bresse), mais il est presque inexistant là où l'héroïne est plus disponible (Savoie/ Haute Savoie) même si la qualité n'est pas toujours au RV.

« Depuis quelques temps, on a plusieurs patients qui injectent du Skénan®, on avait absolument aucun consommateur de Skénan®, et puis là, ben il y a quelques consommateurs qui arrivent. » (médecin CSAPA Isère).

Cependant, il n'y a pas de véritable marché de rue, les usagers ayant plutôt leur propre prescription ou se procurant leur gélule via un réseau de connaissance.

Revenons donc au marché lyonnais, où le trafic se circonscrit principalement en centre-ville, les gélules se revendant au détail (5 euros), à la plaquette de 7 (30 euros), par boîte de 14 (40/50 euros) jusqu'à la dizaine de boîtes, qui peuvent se négocier jusqu'à 300 euros les 14 boîtes. Ce trafic est majoritairement le fait d'usagers ayant une prescription²⁰ (pour un traitement qu'ils n'ont jamais pris, qu'ils ont arrêté, ou qu'ils consomment parfois en grande partie, ne revendant que quelques plaquettes pour arrondir les fins de mois) et fournissant d'autres usagers qui n'ont pas su/pu/voulu en obtenir, quand les noms de médecins arrangeants circulent pourtant entre usagers. Certains de ces médecins se trouvent d'ailleurs débordés par les demandes d'usagers, estimant alors ne plus pouvoir assurer un suivi tel qu'ils le souhaiteraient y compris lorsque la prescription de Skénan® se fait dans le cadre d'une substitution et dans un échange ouvert avec l'usager, même si quelques gélules serviront à alimenter le marché de rue.

Ce phénomène est connu des services de l'Assurance Maladie, qui réitéra en 2017 le rappel déjà énoncé en 2009 quant aux conditions de prescription, nécessairement établie dans le cadre d'un suivi par un médecin addictologue exerçant en centre spécialisé. Le rappel à l'ordre de plusieurs médecins généralistes a par ailleurs débouché sur des restrictions de prescription, y compris pour des patients de longue date se trouvant alors dans la nécessité de trouver d'autres sources d'approvisionnement. La crainte des restrictions de prescription a été particulièrement présente dans le discours des usagers sur l'année 2017 / début 2018, y compris chez des usagers insérés, certains affirmant que leur médecin arrêtera bientôt de faire des ordonnances, d'autres que leur médecin généraliste exige une lettre d'un addictologue pour justifier la prescription.

« Elles arrivent au CSAPA en demandant du Skénan® car leur médecin généraliste ne veut plus prescrire. « Mon médecin m'a mis un ultimatum, j'en aurai plus le mois prochain... » » (focus sanitaire)

« Le médecin a fait un courrier en disant : « je veux plus le lui prescrire, il faut le substituer ». Et d'autres... on les a eus, effectivement, ces gens qui font plusieurs médecins et puis, au bout d'un moment, ils se fidélisent plus sur un, qui en peut plus et qui refuse... mais là, il y a eu plusieurs cas de gens qui le prenaient dans le cadre de la douleur – qui ont vraiment des problèmes de douleurs – avec des petits dosages bien maîtrisés, sans chevauchement, sans problématique, et pourtant... pour autant, le médecin traitant ne veut plus prescrire. (focus sanitaire)

Les rumeurs de pénurie ont eu un effet sur le marché du Skénan® en centre-ville, faisant augmenter le prix de la gélule sur la fin de l'année 2017, de 5 à 10 euros, et conduisant certains usagers à aller se fournir dans d'autres villes où les restrictions d'accès semblaient à leurs dires avoir moins impacté le trafic local. La difficulté à trouver du Skénan® en marché de rue peut être ré-évoquée occasionnellement par des usagers, notamment à l'été 2018, mais plus souvent par de jeunes personnes moins au fait des réseaux d'accès, légaux et illégaux, au produit.

¹⁹ Pour plus de détails sur un phénomène décrit depuis plusieurs années déjà, se rapporter à la note « L'usage de morphine par les usagers de drogues en France, Tendances récentes 2012-2013 » de l'OFDT. <https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/eisxatu7.pdf>

²⁰ Quelques plus gros revendeurs peuvent mettre des boîtes en circulation et alimenter en partie le marché, mais cela reste relativement rare. Une personne a été arrêtée en juin 2018, accusée de trafic dans la région de l'Ain et du Sud de la France, elle disposait de plus de 250 boîtes de Skénan® à son domicile.

L'injection de méthadone est une pratique « *confidentielle* », au sens où elle est peu répandue, circonscrite à des usagers aux profils bien spécifiques, et très peu évoquée, quand ce n'est dissimulée, auprès des intervenants médico-sociaux des centres spécialisés (CAARUD et CSAPA). Le phénomène est cependant connu depuis de nombreuses années, et les risques spécifiques et l'accompagnement particulier (conseils, matériels) qu'implique la pratique conduisent à s'y intéresser plus en détails. Nous proposons donc ici une analyse détaillée des principales données recueillies en termes de profils de personnes concernées et de modalités d'usages.

Profils d'injecteurs

Il nous faut (ré)affirmer le constat suivant : mise à part quelques cas à la marge, la quasi-totalité des injecteurs de méthadone rencontrés en CSAPA et CAARUD sont des personnes originaires des pays de l'Est, géorgiennes en majorité. Elles étaient usagères d'héroïne au Pays, et préfèrent la méthadone au Skénan® (moins connu et aux effets peu appréciés) une fois arrivées en France. Elles sont ici depuis quelques mois ou années, en situation de demande d'asile ou non, et vivent généralement dans des situations de grande précarité (hébergées en foyer, en CADA, parfois en appartements thérapeutiques pour des soins en lien avec le VHC et/ou VIH, et souvent en squat ou dans des voitures abandonnées et/ou hors d'usage). Outre des raisons économiques, leur parcours migratoire peut-être en lien avec la répression subie dans leur pays du fait de leur consommation : le gouvernement géorgien ayant notamment durci sa politique il y a une quinzaine d'années, les peines de prison pour usages sont lourdes (« *un cachet de 8 mg de Subutex® égale 8 ans de prison...* »), et la pression policière et sociétale exercée sur les toxicomanes peut les conduire à fuir le territoire. La région Rhône-Alpes, et notamment lyonnaise et stéphanoise, a depuis longtemps été une destination d'immigration pour ces usagers, qui se transmettent depuis la Géorgie les informations sur les lieux où s'installer et les services où aller chercher de l'aide (CAARUD, médecins), voire le nom d'intervenants russophones ou parlant géorgien à qui s'adresser.

L'origine culturelle de ces usagers a des implications spécifiques quant à l'usage de la méthadone par injection, nous allons le voir tout au long de cette analyse.

Pourquoi injecter ? Aspect technique et culturel

Aspect technique : obtenir des effets spécifiques

L'injection est prise pour les raisons classiques, l'administration par intraveineuse permettant des effets plus rapides, plus intenses et une sensation de « *montée* » du produit qui n'existe pas avec la prise conventionnelle par voie orale : « *rapide entrée, rapide sensation, rapide soulagement* ». La sensation de propagation de la méthadone semble importante pour ces usagers, qui apprécient la sentir « *passer dans tout le corps* ».

De plus, le sirop peut être désagréable au goût et jugé particulièrement écœurant lorsque les dosages sont importants, certains de ces usagers consommant jusqu'à 450 mg par jour.

Enfin, l'injection de méthadone permet également de l'associer à d'autres produits dans une même prise, notamment la cocaïne particulièrement consommée ces derniers mois :

« C'est pour la sensation de speedball, qui t'amène au 7^{ème} ciel. » (Usager CAARUD)

« Je prends toujours 7ml de métha, 1ml de cocaïne [diluée] et 2ml d'eau » (Usager CARRUD)

Ces usagers sont aussi souvent consommateurs de Lyrica®, occasionnellement de Valium® et de tramadol et fentanyl qu'ils demandent régulièrement en CSAPA, mais sans que ces produits soient nécessairement injectés.

Aspect culturel : « Être un vrai homme »

Il apparaît dans le discours de ces usagers l'importance de conserver une certaine estime de soi malgré/dans ses pratiques de consommation, et ainsi de se comporter « *comme un vrai homme* » ce qui implique d'injecter les produits consommés, l'injection apparaissant comme marque de virilité.

« Pour être perçu comme un vrai homme, il faut être injecteur, ceux qui sniffent, « qui fumaillent », c'est un peu comme des gonzesses... ». (Traducteur, évoquant les propos d'usagers)

Cependant, ces personnes viennent de pays où l'injection est une pratique très décriée moralement, plus encore que l'usage de drogues sniffées ou fumées, déjà fortement réprimé légalement. La police cherche les stigmates sur le bras des personnes interpellées afin de mieux les conduire devant la justice, et se faire repérer comme injecteur peut conduire à toutes sortes de rejets sociétaux (divorces, exclusion du cercle familial, etc.), symbole d'une pratique honteuse par excellence.

On note alors une forme d'injonction paradoxale -injection paradoxale !- pour ces usagers vis-à-vis de l'injection (valorisation comme pratique virile dans un contexte de sociabilités spécifiques, mais stigmatisation et réprobation sociale extrêmement fortes) qui va induire des tabous importants : la pratique s'en trouve difficilement évocable, y compris auprès des intervenants en CAARUD où les usagers viennent pourtant chercher leur matériel.

Enjeux de discrétion et de représentation de soi

En effet, les professionnels indiquent qu'il faut du temps et beaucoup de confiance pour délier les langues au sujet des pratiques d'injection de méthadone²¹, quand les usagers ont pour habitude de ne rien en dire, de feindre de ne pas comprendre la langue, de prendre du matériel « *pour un ami* », et plus encore face à des intervenantes femmes, ou originaires du même pays, ce qui met en évidence deux enjeux culturels spécifiques : celui de la discrétion, et celui de la représentation de soi.

Discrétion. La Géorgie est un petit pays avec une population peu nombreuse et organisée de façon clanique, ce qui implique un niveau élevé d'interconnaissance et pour certains usagers l'idée d'un impossible anonymat auprès de ses compatriotes : ainsi, rencontrer un intervenant originaire du

²¹ Lors des entretiens réalisés avec des usagers du CAARUD, ceux-ci évoquent et décrivent plus facilement les pratiques « des autres injecteurs », ils abordent plus rarement et difficilement leurs expériences et pratiques personnelles. Certains usagers refusent également toutes idées d'entretien autour de leurs pratiques : « *Moi je ne fais pas ça, et si vous voulez parler des autres, allez leur demander* » ou de celles des autres : « *Je ne connais aucun injecteur de méthadone ici, personne ne fait ça* », quand bien même ils prennent régulièrement du matériel à cette fin...

même pays peut rendre très inconfortable la discussion (certains usagers sont formels : « *selon ton accent, on peut savoir d'où tu viens, presque de quel village* » craignant alors que l'information puisse remonter jusqu'à la famille). Il s'agit donc d'être discret, et de ne pas prendre le risque que ses pratiques puissent être démasquées par qui que ce soit. D'ailleurs, on note que ces usagers ont largement pour habitude d'emprunter un vocabulaire spécifique pour parler de leurs usages, privilégiant des mots russes plutôt que ceux de leur langue maternelle, ce qui rend les termes moins connotés. Ils emploient également des euphémismes ou des termes plus généraux : ainsi le terme de substitution ne sera jamais prononcé, c'est celui de « *médicaments* » au sens large qu'on retrouvera : « *Tabletka* », et les aiguilles épicroâniennes (cf. plus bas) seront désignées par le terme russe « *Baboutchka* » qui signifie papillon, choisi également du fait de leur ressemblance avec les ailes de l'insecte. Certains usagers indiquent même avoir du mal à traduire le terme « *injection* » qui n'est jamais utilisé en tant que tel au pays du fait de la nécessaire discrétion sur la pratique.

Présentation de soi. Les usagers géorgiens rencontrés en CAARUD se décrivent volontiers eux-mêmes comme très attentifs à leur apparence, à leur tenue vestimentaire, leur hygiène, leur comportement en public, qu'ils ont à cœur de maintenir les plus correctes possible malgré des conditions de vie qui ne facilitent en rien cela²². Certains se montrent ainsi assez dédaigneux avec d'autres usagers moins exigeants sur ces questions, et rejettent ceux de leur communauté qui ne se tiendraient pas convenablement en public, plus encore auprès d'une femme, et d'autant plus lorsque ces comportements sont en lien avec des consommations. Ainsi l'usage de Lyrica® associé à la méthadone, qui a des effets de désinhibition importants, peut mener ceux qui en (ab)usent à être mis au ban de la communauté.

L'aspect culturel qui marque les relations hommes-femmes au pays peut également conduire ces hommes à rester très réservés ou craindre d'évoquer leurs pratiques auprès des intervenantes femmes, auxquelles ils s'adressent plus volontiers comme à « *leurs sœurs* » lorsqu'elles sont originaires du même pays, ou lorsqu'un lien de proximité est établi au bout de quelques mois, ce qui marque alors une distance peu propice à l'évocation d'une pratique jugée très intime, pour certains même similaire à l'intimité sexuelle.

« *Ma sœur tu n'as pas à t'occuper de ça, ce n'est pas ton rôle* ». « *Je ne peux pas te montrer ça [ses bras et marques d'injection]* » (usager CAARUD).

Devoir évoquer ses consommations et ses injections devant une femme peut même pour certains être extrêmement violent « *C'est comme si tu les giflais en pleine rue, c'est l'humiliation totale* » explique un interprète.

²² Une professionnelle de CAARUD ayant connu l'arrivée de cette population au début des années 2000 explique ainsi : « *on a dû mettre [en boutique] pour la première fois du cirage, acheter des peignes, et installer d'autres miroirs, c'était leur demande. Et puis on a aussi changé les types de vêtements proposés, on a ajouté des chemises par exemple. La question de l'image était très importante pour eux* ». « *Certains se présentaient même parfois en veste de costar, ils venaient ici avec l'idée que quand on vient dans un lieu public on se doit de bien se présenter* ».

Hiérarchisation des zones d'injection

Si l'injection de méthadone apparaît comme une pratique particulièrement mal perçue chez les autres usagers du CAARUD (notamment francophones), voire difficilement imaginable, et qu'elle est de fait moins stigmatisée du côté de la communauté géorgienne mais tout de même emprunte de tabous, il est intéressant de repérer que les usages eux-mêmes sont codifiés spécifiquement. Il ne s'agit pas d'injecter n'importe comment, il y a toujours un pire, un interdit moral, une limite à ne pas dépasser. Ainsi, la plupart d'entre eux évoquent une hiérarchisation des zones d'injections, de la plus acceptable (bras) à la plus décriée (aine).

Cette dernière zone serait particulièrement « *tentante* » du fait de sa facilité d'accès : les injecteurs de méthadone ayant besoin de veines plus larges, celles-ci peuvent ainsi être comparées à des « *autoroutes* ». Cependant les usagers décrivent un « *trou* » créé par l'injection qui « *ne se referme jamais* », qui ne cicatriserait pas, soulignant ainsi la dangerosité du geste, « *Si tu ouvres là-bas, tu ouvres ton cercueil* » assure l'un d'eux. La dangerosité est accentuée par les conditions de vie des usagers, où le manque d'hygiène peut accélérer la dégradation de cette zone.

L'ampleur des risques qu'implique l'utilisation de cette zone est décrite comme un processus de « *destruction* », pouvant notamment porter atteinte à la sexualité de l'injecteur, voire sa « *virilité* » :

« *Tu imagines ? Il ne peut plus avoir d'enfant ou de rapport sexuel* ». Cette pratique entraîne alors le rejet, l'exclusion du reste de la communauté : « *Il n'a plus de veines utilisables et donc plus rien à perdre, on ne peut plus l'arrêter, on ne peut plus rien pour lui* »

« *Le plus dur c'est l'injection là [il montre la zone de l'aine] on sait que le mec est fini, c'est très mal vu, on ne peut plus rester avec lui* ». (usager)

La stigmatisation de l'injection dans l'aine peut également être mise en rapport avec les expériences d'incarcération dans les prisons géorgiennes, où l'extrême précarité des usagers injecteurs et les conditions de consommation très mauvaises (une seule seringue pour tout un groupe, fabriquée artisanalement) implique une réutilisation du matériel par ordre de « *prestige* », ou plutôt de « *moindre déchéance* » ; celui injectant dans l'aine étant considéré comme le « *rebus* » du groupe (avec parfois un rôle d'esclave, voire d'esclave sexuel) se trouve à injecter nécessairement en dernier. L'injection dans l'aine renvoie donc symboliquement à ce rôle, et la représentation subsiste même pour les usagers n'ayant pas directement connu la prison.

Quand ils n'injectent donc pas dans l'aine, c'est au niveau des bras et parfois de la jugulaire que les injections sont les plus fréquentes, toujours avec l'enjeu de trouver des veines suffisamment grosses, et de laisser le moins de traces possible. D'ailleurs, le terme utilisé par les usagers pour désigner la marque de l'aiguille sur la peau est « *prokol* », un terme russe signifiant « *transpercer* » et qui vient également de l'univers carcéral où il s'agit de camoufler le plus possible ce stigmate.

Pour être injectée, la méthadone est diluée, le liquide originel étant trop sirupeux pour passer dans l'aiguille et les veines. Les usagers adaptent la dilution de la méthadone en fonction de la dose qu'ils souhaitent injecter. Les fioles prescrites ou achetées dans la rue ayant la plupart du temps des dosages de 40 ou 60 mg, elles doivent être additionnées pour obtenir le dosage permettant l'effet escompté. La dilution implique un volume d'eau conséquent et ainsi l'usage de seringues de gros volume, 10, 20 voire 50 cc, et il faudra parfois utiliser plusieurs seringues par injection. Ainsi, pour éviter de piquer plusieurs fois, et limiter les risques et les stigmates, des aiguilles de type « épicroâniennes » peuvent être utilisées, les ailettes permettant de laisser l'aiguille en place pendant que l'utilisateur, grâce à la tubulure, recharge simplement une nouvelle seringue. La taille de certaines de ces aiguilles permet également d'utiliser des veines nécessairement assez larges pour recevoir une quantité de produit importante du fait de la dilution. La vitesse d'injection semble également être un critère important pour certains, et la taille de l'aiguille doit permettre d'injecter suffisamment vite afin d'obtenir une « montée puissante » et une « légère sensation de flash ».



Seringue et aiguille épicroânienne retrouvées en bord de Rhône en centre-ville

Exemples de pratiques :

Une fois le produit dilué dans la seringue, T. pousse sur le piston pour faire monter le produit dans la tubulure juste avant le « papillon » de l'épicroânienne. Il crée ainsi une « tension » qui facilite le reflux sanguin. Il place ensuite l'aiguille dans sa veine et fait remonter le sang jusque dans la seringue. Il tient le papillon par une seule « aile », et le tourne légèrement « comme une clé » pour empêcher le mouvement de l'aiguille. S'il reconnaît le risque de transpercer ainsi sa veine, il estime empêcher cependant de cette manière tout mouvement et sortie de l'aiguille. Il peut ensuite stabiliser le papillon sur sa peau, en ne repliant qu'une seule « aile », sur le côté. Pour finir, il garde la seringue dans une main et appuie le piston avec le pouce. Cette stabilité lui permet « de faire autre chose en même temps comme fumer une cigarette. » et de réguler la pression « pour ne pas faire exploser la veine ».

K. injecte depuis plusieurs années de la méthadone, au moyen de plusieurs seringues de 10 ou 20 cc et d'épicroâniennes, et a réduit progressivement les quantités injectées qui tiennent aujourd'hui dans une seringue de 5cc (une fiole de 60 avec 4 cc d'eau). Il injecte cependant depuis quelques mois quotidiennement de la cocaïne avec sa méthadone. Pour cela il prépare et filtre sa cocaïne à part, dans une seringue 1cc, dont il vide ensuite le contenu dans la seringue de 5cc remplie de méthadone diluée. Il injecte le tout avec une aiguille épicroânienne, n'ayant pas changé ses habitudes sur ce point.

Aspects communautaires de l'accessibilité du produit et de l'usage

Les usagers obtiennent leur méthadone en CSAPA ou achètent leurs flacons dans la rue, l'achat de rue permettant d'éviter l'aspect parfois « protocolaire » de l'accès à la substitution, et les craintes quant à leur statut administratif :

« Au départ on sait pas trop pour les papiers..., et pis on n'a pas envie de rentrer dans un programme de métha, de parler à des médecins, de devoir se lever le matin, de faire des analyses ». (usager)

La méthadone apparaît comme facile d'accès, elle est vendue par « des français installés » qui ont une consommation régulée.

« Ils te vendent leur excès de métha, des fois on m'en propose dans la rue rien qu'en voyant ma tête ». (usager)

La mise en commun des fioles de méthadone, achetées ou prescrites, chez les usagers géorgiens ou russophones est une pratique souvent évoquée, sur Lyon comme sur Saint-Etienne. Ceux qui ont des prescriptions importantes en mettent une partie à disposition des autres, probablement en échange d'autres services liés à la vie collective (achat de nourriture, entretien du squat, etc).

Les lieux d'injection sont souvent également collectifs, des voitures récupérées ou achetées à plusieurs bien que souvent hors d'usage servent d'espaces de consommation. Parfois, ce sont les toilettes publiques qui sont utilisées et les usagers s'y rendent souvent à deux ou trois pour s'entre-aider, mais aussi certains évoquent une présence nécessaire au vu du risque d'overdose :

« Si ils s'injectent à plusieurs c'est qu'ils sont inquiets par rapport à la dose. Il veut être avec quelqu'un pour qu'il « le ramène » ou alors si c'est la première fois qu'il injecte. » (usager)

Bien sûr, d'autres cas de figure se rencontrent, certains usagers préférant s'injecter seuls (« Quand on a le produit, on le garde pour nous »), ou bien encore revendent eux-mêmes une partie de leur traitement au marché de rue, parfois d'ailleurs pour tenter de limiter les injections en se procurant en échange des gélules de méthadone qu'ils considèrent impossible à injecter (produit pourtant peu disponible sur le marché de rue).

Conséquences sanitaires de l'injection de méthadone

Les conséquences sanitaires sont de deux types : le risque de surdose pour un produit particulièrement puissant d'une part, et les dommages veineux associé au risque infectieux dus au geste de l'injection dans des zones spécifiques.

Des overdoses mortelles ont été signalées sur Saint-Etienne en 2017, et semblent avoir quelque peu « secoué » la communauté, ainsi que certains soignants, conduisant à réinterroger l'accompagnement des usagers et les modalités de délivrance du produit et du matériel d'injection.

Les injections dans l'aïne conduisent chez plusieurs usagers à de grosses plaies, voire même conduisent-elles à la formation d'un « trou, un tunnel, comme un nombril » (médecin CSAPA) qui ne se referme pas (et que nous mettons ainsi en rapport avec l'expression « ouvrir son cercueil »...). Les risques liés à l'injection en jugulaire sont également extrêmement importants, une mauvaise manipulation (perforation de la veine et/ou injection en dehors de celle-ci, entraînant des gonflement et tuméfactions) ou une infection localisée (abcès) étant particulièrement dangereuses.

Le manque d'information et de communication (parfois au sein même de la communauté) autour de l'injection de méthadone et de sa préparation (dilution, dosage, etc.) augmente aussi considérablement les prises de risque d'usagers primo-injecteurs, l'un d'eux décrivant d'ailleurs son premier « shoot » d'une méthadone sirop qu'il ne savait pas devoir diluer : « J'ai cru perdre mon bras ». Certains usagers estiment aussi que la méthadone ne serait pas corrosive, puisqu'ils ne ressentent

aucune sensation de brûlure dans les veines, l'injection de celle-ci n'aurait pour conséquence qu'une modification de l'aspect du sang « *plus lourd, plus épais, plus concentré* ». Ils n'envisagent ainsi pas les dommages à plus long terme qu'entraîne la pratique.

D'une manière générale, rappelons ici encore combien les aspects culturels sont importants, des professionnels originaires des mêmes pays ou connaissant bien la culture russe ou géorgienne expliquent ainsi que la conception individuelle de la santé a peu de sens en tant que telle, c'est la communauté et le groupe, le collectif, qui prévaut. C'est avant tout la communauté qu'il faut préserver (par son comportement et ce qu'on peut y apporter), et les pratiques et conduites qui ont des conséquences négatives sont avant tout jugées selon la manière dont elles impacteront le groupe avant la personne elle-même.

Espaces festifs

Banalisation de l'usage et métissage des espaces/usages

Deux tendances principales apparaissent transversales à tous les espaces festifs : d'une part le constat d'une banalisation de l'usage de drogues dans le discours des consommateurs comme des non-consommateurs, et d'autre part le métissage des espaces et des usages, voire des usagers, qui accompagne ou induit cette banalisation.

« *Tout le monde consomme maintenant* » (usager festif commercial)

« *Des gens qui y'a deux ans t'auraient dit jamais je touche à ça* » (usager festif gay)

« *C'est complètement dédramatisé* » (festif lesbien)

« *Dans leur cercle de potes tout le monde s'y est mis* » (festif commercial)

« *On tape tous au moins un truc, j'veux dire en plus de l'alcool et des joints* » (festif commercial)

« *Les soirées là, tu trouves pas grand monde qui a rien pris* » (festif alternatif urbain).

Des « *tout le monde* » à relativiser bien entendu, mais un sentiment général à entendre comme une large diffusion des usages de substances psychoactives au sein d'espaces et dans des groupes de fêtards jusque-là plus éloignés des produits, ce qui marque d'autant plus les esprits par le décalage avec une période antérieure où les usages semblaient moins manifestes dans ces groupes ou dans ces lieux.

« *Je m'en suis vraiment rendu compte ces dernières années, je suis parti quatre ans à l'étranger et je revenais à Lyon deux mois chaque année, de plus en plus c'était présent... avant dans les soirées on était 2 ou 3 à aller [consommer] dans la salle de bain.... mais après y'a des fois où c'était toute la soirée qui défilait.... [...] et maintenant y'a une trace pour chaque personne [de cocaïne ou d'amphétamine] sur la table de l'apéro.... [...] on peut encore aller dans la salle de bain parce que c'est le rituel, moi j'aime bien, mais c'est juste pour l'habitude... » (usager)*

L'ensemble de nos enquêteurs et responsables d'observation, que ce soit en espaces festifs alternatifs (mis à part peut-être les free-party encore que les plus jeunes sont parfois visés par ces remarques), commerciaux et festif-gay font remonter des observations de ce type : des usages récents chez des groupes de personnes non consommatrices jusqu'alors, associés à un discours banalisant les consommations, et pointés également par des non-consommateurs qui les observent de l'extérieur et peuvent s'en inquiéter ou le regretter :

« *C'est normal de consommer des taz ou de la coke, c'est si tu consommes rien que t'es pas normal* » (ami d'un usager, espace festif commercial)

Ces phénomènes de diffusion et de banalisation sont à mettre en lien avec la porosité entre les espaces festifs, phénomène qui n'est pas récent mais peut-être aujourd'hui plus manifeste, qui contribue à favoriser la présence de divers produits dans une majorité de lieux de fête.

En effet, la recomposition des scènes festives électro/techno a entraîné une forme de mixité et de chevauchement entre les scènes alternatives (free-party, squats urbains) et commerciales (bars, clubs, boîtes de nuit, salles de concert) à la fois relativement aux ambiances proposées, aux musiques diffusées et ainsi au public qui les fréquentent, et donc conséquemment, aux pratiques de consommations de produits qui les accompagnent. Ce constat déjà établi depuis plusieurs années par le dispositif TREND au niveau national²³, apparaît de manière saillante sur les scènes festives lyonnaises.

²³ Cf. la synthèse des données 2015-2016 : « *Les investigations de TREND ont souligné à maintes reprises le rôle de l'espace festif électro dans la diffusion des produits psychoactifs. Ainsi, par exemple, l'investissement, au cours de la décennie 2000, des espaces festifs commerciaux, comme les discothèques, par les adeptes du mouvement techno s'est accompagné du premier cycle de consommation de l'ecstasy dans ces lieux. De même, la*

En premier lieu nous pouvons pointer la circulation des usagers entre établissements commerciaux et squats festifs urbains.

Des usagers plus habitués des scènes alternatives viennent fréquenter plus ou moins régulièrement les clubs pour leurs ambiances et programmations musicales, qui tendent à se rapprocher des nuits berlinoises²⁴ dont les ambiances réputées correspondent en partie plus à leurs attentes (musiques, scénographies, espaces de liberté dans les comportements, codes vestimentaires et sexuels (mixité gay/hétéro)).

On constate en parallèle un réel engouement de clubbers pour des soirées organisées en espaces alternatifs, notamment les squats en milieu urbain, comme nous le pointions déjà l'an dernier en reprenant l'historique de ces lieux de fête dans la ville de Lyon (cf rapport 2016). Ces clubbers sont attirés par l'ambiance underground de ces espaces, bien que peu accoutumés aux codes culturels ou contre-culturels (par exemple les entrées à prix libre, le refus du paiement par CB sur place, etc.). Les motivations les plus souvent évoquées sont la volonté de découvrir un univers semblant offrir une liberté totale dans la fête.

« Tu fais ce que tu veux ici, y'a pas d'interdit, regarde. Oui, tu peux fumer si tu veux, et même jeter ton mégot par terre, tout le monde s'en fout » (un habitué des soirées en club expliquant le fonctionnement d'un lieu alternatif).

Des lieux perçus comme *« un peu crades, mais où tu trouves de tout et où tu peux faire ce que tu veux »* (*clubber*) où c'est autant la liberté de consommer que la facilité de se procurer des produits qui semble être recherchée. C'est aussi une fonction d'*after* que prennent les lieux urbains squattés pour ces clubbers, qui vont par centaines *« se finir au squat »*, indépendamment du lieu et de la programmation, en fonction de celui qui sera ouvert à cette période. Ce peut également être une solution de repli en cas de *« manque de soirées »*. Cela n'est pas sans poser de problèmes selon la configuration du lieu en question parfois bien trop petit pour accueillir tout ce monde, ou quand l'ambiance souhaitée plus intimiste ne cadre pas du tout avec cet arrivage massif de personnes.

fréquentation des free parties par certains jeunes ruraux a participé au développement des usages de drogues hors des zones urbaines. [...] Cette situation est à l'origine d'une moindre différenciation entre événements commerciaux et événements alternatifs, lesquels accueillent habituellement une population plus underground et amatrice de psychotropes, mais qui, dès lors qu'ils sont annoncés sur les réseaux sociaux, sont fréquentés par des populations plus diversifiées. Cette évolution accroît la porosité entre mondes alternatif et commercial observée depuis le début des années 2000, et renforce l'assimilation du courant électro à l'ensemble de la scène festive. Le développement d'un public aux goûts musicaux éclectiques qui fréquente les fêtes électro en consommateur de loisir, au même titre que d'autres scènes musicales, multiplie les opportunités de rencontre avec les produits ».

²⁴ *« Qualité musicale, line-up pointus, discrétion (très peu de communication, pas de photos, flyers minimalistes), hédonisme, tolérance. [...] Un côté libertaire voire hippie, dans un bâtiment qui ressemble à un squat. »*, c'est ainsi qu'un fameux club lyonnais décrit les ambiances particulièrement appréciées de certains clubs berlinois. Sans parler directement de « berlinisation » de la scène électro lyonnaise, les références à la ville sont notables en son sein depuis plusieurs années : ici une soirée « croisière berlinoise », là un club qui espère recréer « l'esprit de la fête à Berlin », quand cet autre-là a pris place dans un ancien Bunker. Et à en croire certains commentateurs du phénomène, on trouve dans certains clubs des « lyonnais qui ne jurent que par les nuits londoniennes et berlinoises » et on pourrait même être déjà être « blasé des soirées berlinoises », indiquant la désuétude du phénomène quelques années à peine après sa diffusion...

Le public se déplaçant avec ses usages, on trouve alors parfois des produits en clubs qui sont plutôt habituellement référés aux scènes alternatives (hallucinogènes et dissociatifs par exemple), de même que l'ecstasy qui s'est massivement diffusée dans les établissements commerciaux, mais aussi dans des lieux alternatifs urbains qui étaient originellement plus politisés et éloignés des consommations. Ces derniers deviennent ainsi aujourd'hui également des scènes de forte prévalence de l'usage de ces substances, et où apparaissent des nouveaux consommateurs.

Dans les parties habitées de ces lieux squattés, des phénomènes de mixité s'observent également entre squatters aux motivations plus politiques (même si le squat répond également pour eux à une précarité économique et l'impossibilité de payer un loyer) et usagers en très grande précarité connus des CAARUD, qui y trouvent régulièrement un abri, et ainsi leurs fortes consommations de produits vient se mélanger à celles habituellement plus festives des occupants originels des lieux. Il n'est pas rare aujourd'hui de voir en ces lieux des pratiques d'injection et de basage de cocaïne, ainsi que des consommations régulières d'opiacés.

Ces espaces de fête réunissent ainsi des usagers aux profils bien différents (militants politiques, clubbers et usagers de la rue), mais qui consomment ensemble dans un même lieu des produits d'autant plus diversifiés et disponibles qu'une partie des réseaux de revente extérieurs²⁵ y a vu l'opportunité d'un nouveau marché ou d'une concentration de clients potentiels, le marché suivant aussi la demande et se recomposant en fonction de nouvelles scènes d'usage...

Nous proposons ainsi de parler de « lieux hybrides » ou « d'usage métisse » des espaces et des produits, voire d'« usagers métisses », au sens où leurs consommations découlent de la fréquentation de plusieurs scènes et d'une affiliation culturelle à différents milieux, ou pour le dire plus précisément : pas tant une multiplicité des affiliations culturelles qu'une variation des scènes où elles se déploient et s'entremêlent à d'autres.

Des phénomènes de métissage se constatent également sur la scène festive gay, concernant la circulation des publics entre les espaces clubbing généralistes et les établissements gays : des jeunes hétérosexuels peuvent tout autant apprécier fréquenter ces espaces notamment pour leurs ambiances particulières (réputées plus excentriques, de plus grande liberté dans les tenues vestimentaires et les attitudes sur la piste de danse par exemple) et les clubs généralistes peuvent accueillir le temps d'une soirée des événements organisés par la scène festive gay et LGBTQI²⁶, les publics se mélangeant alors. Ces phénomènes ne sont pas récents, les espaces festifs gays jouissant depuis longtemps d'une réputation « d'avant-garde de la fête », par les styles musicaux proposés, les codes vestimentaires, la liberté de comportement, ils attirent les publics hétérosexuels qui viennent chercher ici des ambiances originales, que l'usage de drogues contribue entre autres à créer. Un rapport de l'OFDT concernant les scènes toulousaine et parisienne indiquait en 2010²⁷ : « *Du point de vue des informateurs, deux éléments distinguent radicalement le contexte festif gay du contexte festif majoritairement fréquenté par des personnes hétérosexuelles : la mise en scène de soi en tant qu'homme et l'expression d'une relation « libérée » à la sexualité [...] La mise en scène de soi autoriserait plus de « liberté », d'écart vis-à-vis de la norme et favoriserait une attitude et un mode d'humour plus décalé ; la présence de « drag-queen » (travestis) en étant l'expression la plus aboutie.* »

²⁵ Une présence de revendeurs plus ou moins bienvenue, qui a pu être l'objet de vives tensions notamment lorsque les individus en question adoptent des attitudes de revente jugées trop insistantes, trop agressives, ou que le produit revendu est estimé de piètre qualité et l'offre se révéler une arnaque. Des bagarres ont éclaté plusieurs fois, certaines particulièrement violentes où des échanges de coups et de jets de projectiles ont entraînés des dégâts matériels (également sur des véhicules alentours) et des blessures physiques.

²⁶ Lesbian Gay Bi Trans Queer Intersexe

²⁷ « *Homosexualité masculine et usages de substances psychoactives en contextes festifs gais. Enquête ethnographique à Paris et Toulouse en 2007-2008* », OFDT, 2010.

Concernant les espaces où c'est l'activité sexuelle qui est principalement recherchée, nous pouvons constater qu'un certain nombre de personnes s'éloignent des clubs et des lieux de sociabilité traditionnels, pour s'organiser sous d'autres modalités de rencontres, notamment dans le cadre de soirées privées, où la mise en lien des participants se fait via des applications géolocalisées. On y sélectionne ses partenaires, on y planifie les pratiques sexuelles recherchées, qui peuvent inclure dorénavant la consommation de produits²⁸: ce sont les fameux plan *chemsex*, voire plan *slam* (cf. partie Chemsex/slam p. 57) lorsqu'il est question d'injection, que certains définissent comme du chem's-triage au sens où l'on cherche à se réunir exclusivement entre personnes souhaitant consommer des produits dans un contexte sexuel. Sur ce critère principal, ces soirées peuvent alors rassembler des personnes aux profils très variés, en termes d'âge et de profession, et elles ne recrutent absolument pas uniquement au sein d'une communauté gay habituée des soirées en établissements spécialisés où l'on rencontre un public bien plus homogène. Certaines des personnes fréquentant ces soirées privées n'auraient d'ailleurs pas souhaité se rendre dans des soirées publiques du fait de la nécessaire discrétion qu'implique leur statut (professionnel, marital, etc.). Les profils de consommateurs se diversifient alors d'autant plus que certaines de ces personnes rencontrent pour la première fois les produits sur ces scènes spécifiques alors qu'elles s'en tenaient plus éloignées jusqu'alors.

Distinction...

« *La présence de groupes d'usagers aux caractéristiques sociales et culturelles différentes dans les mêmes espaces ne signifie pas pour autant qu'ils partagent les mêmes modes de sociabilité, consomment les mêmes produits selon les mêmes modalités d'usages* ²⁹... et surtout qu'ils s'affilient au même « monde ». Car qui dit mixité dit également distinction, où l'enjeu sera aussi de se départir de ce que l'on ne partage pas avec ces « autres », parfois venus « envahir » les espaces construits en opposition (squat), ou à l'inverse les espaces plus sélectifs (club).

C'est un fait habituel que les usagers plus insérés du milieu club se distinguent des autres consommateurs auxquels ils prêtent volontiers la figure du « *camé* », « *toxico* », de l'addict aux drogues dures (héroïne, kétamine) ou aux médicaments, ou encore ces « *perchés teuffeurs* » consommateurs d'hal-lucinogènes dont le comportement ne cadrent pas selon eux avec l'ambiance du lieu. Ils peuvent d'ailleurs reprocher à ce public de chercher plus à consommer des drogues qu'à profiter de la musique en club, même si ce constat n'est pas toujours évoqué négativement lorsqu'il concerne les soirées en squat :

« *Les gens viennent plus là [soirée en squat] pour retrouver des amis, pour l'ambiance, pour... pour un tout, un monde quoi... que, pour la musique par exemple.* » (usager, clubber).

« *Ici on peut venir juste pour se mettre la tête ça passe, tu fais pas tache...* ». (usager clubber)

Les usagers du milieu festif gay sont également fréquemment enclins à se départir de ces autres usagers considérés comme marginaux, junkies, avec lesquels ils estiment ne rien avoir en commun, quand bien même ils sont eux-mêmes injecteurs de produits, d'autant qu'on retrouve plus fréquemment des classes sociales supérieures parmi eux. Nous reviendrons plus en détail sur cet enjeu de distinction dans la partie chemsex/slam.

De manière similaire, des usagers du milieu alternatif squat, qu'ils organisent les soirées ou fréquentent depuis longtemps ces espaces du fait de leur sensibilité politique, sont fortement critiques quant à ce phénomène de mixité. Ils qualifient les espaces dans lesquels ont lieu ces soirées de « *quasi boîte de nuit* » ou « *boîte de nuit alternative* » avec un certain dédain, estimant que cela va à l'encontre de l'objectif politique de refus radical de la société de consommation, diluant les valeurs qui sont

²⁸ Consommation qui peut être facilitée par le mode d'approvisionnement via Internet, nous y reviendrons plus en détail dans la partie chemsex, p.57

²⁹Tendances n°115, OFDT, 2016

associées au mouvement anticapitalisme et libertaire (anticonsumérisme, antisexisme, antiracisme...) notamment du fait des comportements des clubbers. De grosses tensions ont pu en résulter au sein du milieu, entraînant une prise de distance par certains militants. Mais aussi des tensions sur place entre groupes de squatteurs et fêtards venus de l'extérieur ont été fréquentes. Des échanges parfois musclés ont eu lieu à cause des comportements de personnes estimant que de tels lieux rimaient avec absence de règles et ignorant alors les règles sous-jacentes et les codes culturels bien spécifiques, qui impliquent des interdits d'ailleurs non affirmés comme tels en club³⁰. Ces tensions ont conduit à freiner l'organisation de ces soirées durant quelques mois (cf. ci-après).

Espace festif alternatif

Les Squats : Des consommations très présentes mais soirées-dépendantes

Les squats dont nous parlons sont des lieux par nature éphémères, puisque *ouverts « sans droits ni titres »* et donc condamnés à l'expulsion dans une temporalité plus ou moins courte. Rarement dépassent-ils une année d'existence, les premières fêtes s'y déroulent quelques jours ou semaines après leur ouverture, et une ou deux dernières fêtes clôturent l'aventure du lieu quelques mois (3, 6, 9) plus tard. Ces lieux sont de configurations variées, selon qu'ils aient été ouverts spécifiquement pour y organiser des soirées, ou qu'ils soient également des lieux destinés à l'habitation et/ou à des activités annexes. Ainsi retrouve-t-on des lieux de grande taille destinés à la fête (usines ou hangars désaffectés), parfois avec une partie d'habitation aménagée également (dans les anciens bureaux de l'usine par exemple) ou des immeubles ou grandes maisons qui sont destinés à l'habitation et à la tenue d'activités en tout genre, avec un espace festif public plus restreint (salle aménagée/cave). Différents types de soirées peuvent s'y dérouler, avec trois ensembles majoritaires concernant les styles musicaux représentés : les musiques électroniques, le punk rock, et de timides percées du hip-hop. Il n'est pas rare qu'une même soirée accueille au fil des heures plusieurs de ces répertoires musicaux, ou même que la soirée consiste en une simple « *boum* » où des personnes sont chargées de diffuser des vinyles. Ces soirées peuvent être organisées en soutien à des causes militantes (collectifs de solidarité contre différentes formes de répression et d'exploitation, d'où des soirées qui se déroulent parfois en non-mixité), et/ou avec une programmation musicale thématique. L'évolution de ces espaces, publics, ambiances et présence de produits a été développée dans le rapport de 2016.

Les consommations dans ces espaces squattés peuvent varier sensiblement d'une soirée à l'autre, du fait des dynamiques de métissage dont nous avons parlé, où certaines soirées réuniront plusieurs centaines voire milliers de personnes en partie plus habituées des espaces commerciaux et consommatrices de stimulants et MDMA, quand d'autres soirées plus intimistes mais à la programmation musicale bien spécifique attireront des personnes plus affiliées aux scènes free-party et parfois amatrices de musiques expérimentales, avec des usagers plus habituels d'hallucinogènes (kétamine et LSD).

Cannabis et amphétamines restent cependant les produits les plus consommés, mais nous pouvons pointer la forte disponibilité de la cocaïne sur l'année, alors qu'elle se faisait beaucoup plus rare auparavant. « *En décembre tout le monde était dans la coke* » affirment certains usagers. Il faut aussi pointer son usage par voie fumée (après basage) qui a pu être observé à plusieurs occasions dans les espaces festifs collectifs (toilettes qui lors de certaines soirées « *puent le crack* ») et pas seulement donc dans les espaces privés des habitants, qui ont aussi été touchés par cette *vague cocaïne*. D'ailleurs, la dépendance et le prix du produit ont pu conduire certains à s'endetter auprès de leurs proches, du fait que la cocaïne est « *consommée dans un milieu social qui n'a pas les moyens de sa*

³⁰ Ainsi des affichettes ont été apposées aux murs de certains squats rappellent qu'aucun propos raciste ni sexiste (y compris de « drague lourde ») ne serait toléré, d'autres rappelant aux hommes la signification d'un espace « non-mixte »... Une soirée a également été l'objet de cristallisation de vives tensions notamment autour de la présence d'un terminal à carte bleue, événement qui a donné lieu à une explication publique sur le site internet rebellyon.info.

dépendance ». (Responsable observation). L'achat-revente est donc fréquent pour financer sa consommation, le passage de l'un à l'autre semblant se faire relativement rapidement (constat également fait par une professionnelle intervenant en CJC auprès de jeunes usagers).

D'une manière générale, la forte présence des produits continue d'être observée cette année,

« *En été y'a une soirée où on me proposait de la drogue toutes les 15 minutes jusqu'à l'arrivée des taxi-champagne* » (usagère)

La forte disponibilité est renforcée par la présence de nombreux revendeurs qui ont trouvé ici un nouveau marché d'autant plus lucratif que le contexte leur permet d'écouler leurs stocks dans une relative tranquillité, du moins à l'intérieur des lieux.

Ces espaces, du fait d'une certaine culture militante et d'auto-support, ont toujours fait une place aux pratiques de RdRD, bien que très inégales selon les lieux et les soirées. On y trouve parfois des tables bien fournies en matériel (y compris seringues et containers de récupération de matériel usagé) et en documentation, quand d'autres fois, ce sont seulement quelques brochures qui traînent dans une étagère à l'abandon, les stocks n'ayant pas été renouvelés, ou le matériel jamais proposé.

Drogues classiques et peu de NPS, les Free-party égales à elles-mêmes

Nous nous intéresserons ici aux « free-party » qui ont lieu hors de la ville, et qui caractérisent les soirées organisées dans des espaces ruraux en pleine nature ou dans des salles (hangars...) louées au préalable, sur des terrains privés ou publics, autour de la diffusion de musiques électroniques par un ou plusieurs Sound-systems. La plupart du temps elles se déroulent hors cadre légal, même si nous prenons ici en compte certaines de ces fêtes qui ont une autorisation de la Préfecture mais conservent une « *mentalité free-party* » et de fait rassemblent en partie le même public.

Elles sont nombreuses sur la région Rhône-Alpes Auvergne, se déroulent été comme hiver, bien que plus régulièrement à la belle saison, en moyenne à deux heures de route de Lyon, plus souvent dans l'Ain, la Loire, la Drôme, l'Ardèche, le Puy de Dôme, la localisation étant généralement indiquée au dernier moment pour plus de discrétion quand elles se déroulent hors cadre légal. Les soirées sont de taille diverse, et les grosses *rave parties* de plusieurs milliers de personnes se font de plus en plus rares, au profit de la multiplication de « *petites teufs* » semi-privées (une centaine de participants), voire « *d'anniversaires musicaux* » qui rassemblent 50 à 80 personnes s'entre-connaissant. Les participants sont d'âges et de milieux sociaux très variés, salariés dans divers secteurs, étudiants ou bénéficiaires du RSA, et les soirées relativement mixtes même s'il y a une possible surreprésentation des hommes dans les équipes organisatrices et les Sound-systems. Il n'est pas rare de rencontrer des personnes venant d'autres pays européens, qui suivent des Sound-systems à travers le continent.

Les consommations y sont toujours très présentes et se font relativement ouvertement, les free-parties étant considérées comme des espaces de liberté, déjouant les interdits légaux ou moraux, où les drogues font partie de la contre-culture revendiquée, bien qu'un certain nombre de représentations ordonne ces usages. Les espace-temps des consommations sont assez spécifiques ; variabilité des usages en fonction des moments du week-end (stimulants (speed, cocaïne) et alcool sont préférés sur le trajet aller, puis les consommations se diversifient sur place et associent des psychédéliques (LSD, kétamine) et euphorisants (MDMA/ecstasy), et au petit matin apparaissent des produits calmants et apaisants (cannabis en plus forte quantité, kétamine, voire opiacés), aidant à amorcer ou poursuivre la redescende des stimulants). Les consommations peuvent se faire assez ouvertement devant les murs de son, au milieu d'autres personnes, ou plus discrètement et à l'abri dans des véhicules (qui servent aussi de lieu de repos). Des chill-out (espaces dédiés au repos post-consommation) et du matériel voire des stands de RDR font régulièrement partie du paysage, même s'ils ne sont pas systématiques.

Les produits étant consommés en quantité, ils sont également beaucoup revendus sur place, sous des modalités diverses : il peut s'agir de teufeurs qui profitent du contexte pour revendre un peu de leurs

marchandises afin de financer leur consommation, ou de revendeurs d'opportunité venus spécifiquement pour cette activité et quittant les lieux une fois le stock écoulé. On trouvera des pratiques de vente en toute discrétion (héroïne) ou de vente à la criée (ecstasy) selon les produits.

Les soirées observées cette année ont réuni entre 200 et 5000 participants, qui sont parfois venus de toute la France, voire d'Italie, de Belgique ou d'Espagne. Elles ont eu lieu dans la Drôme, en Isère, en Ardèche, dans la Loire ou le Rhône, et se sont déroulées en extérieur (clairière, terrain privé) ou intérieur (hangars, grange).

Nous observons peu d'évolution concernant les usages par rapport à 2016, les principales drogues consommées en free-party restant les stimulants et hallucinogènes, dont la proportion peut varier en fonction de la programmation musicale.

« Plus tu augmentes les BPM, plus tu vas vers les stimulants ...[...] de la tribe au hardcore, la techno-sèche, ça fument des amphètes, et y'a du speed, de la coke (qui est basée aussi), et moins de psyché...[...] Les soirées Dub sont plus chill, plus posée, plus psychée... [...] Mais la Ké est la pour redescendre aussi en teuf plus hardcore ».(usager)

Les produits consommés sont majoritairement les drogues classiques, et très peu de NPS ont été évoqués : le 2Cb et 2ci à quelques occasions, une suspicion de psilocybine de synthèse, mais rien de tendanciel quoi qu'il en soit. La forte disponibilité et les représentations relativement favorables envers les drogues classiques n'invitent pas les usagers à se tourner vers d'autres produits, d'ailleurs parfois plutôt mal considérés (méconnaissance des effets, caractère « chimique » décrié ...).

Le speed reste le stimulant majoritaire, carburant permettant de tenir toute la nuit à moindre coût et à moindre frais, en comparaison de la cocaïne elle aussi disponible mais de manière cependant inégale, et beaucoup plus chère.

Les hallucinogènes et euphorisants restent extrêmement présents, réputés pour amplifier les joies de l'écoute musicale et de la danse associée. C'est le cas de la MDMA, gobée comme sniffée sous forme de poudre ou de cachet (ecstasy) mais aussi du LSD, des buvards et des gouttes, voire des fioles (contenant plusieurs dizaines/centaines de gouttes) qui étaient vendus dans la plupart des soirées observées cette année. La kétamine est très présente, son usage étant tantôt recherché pour la « perche », tantôt pour la redescende de stimulants. On trouvera également l'usage de kétamine en version speed-ball (cocaïne + kétamine (Calvin Klein), speed + kétamine), permettant d'associer stimulation et anesthésie. La kétamine est toujours largement cuisinée sur place, l'odeur caractéristique pouvant indiquer où trouver le produit pour ceux qui le cherchent. Ses usagers peuvent être repérés par leur comportement significatif lors de l'absorption d'une forte dose (parfois désignés comme « kétausaures », cf. p.95 partie kétamine), mais aussi parfois la kétamine est mal accueillie, perçue comme « sale », induisant des comportements trop stigmatisants, et dénaturant l'esprit même de la fête. Il n'est pas anodin d'entendre que « la kétamine a tué la teuf », et d'apercevoir des tee-shirts sérigraphiés arborant ce slogan.

En comparaison, les opiacés sont peu présents, bien que l'usage d'opium s'observe occasionnellement, à un rythme souvent saisonnier. L'héroïne fait également partie des festivités pour certains teufeurs, soit que la dépendance installée en induise l'usage quel que soit l'environnement, soit parce que ceux-ci s'accorderont ce plaisir du fait du caractère exceptionnel du contexte. Cependant la faible demande du produit explique également le peu d'offre sur place, qui, comme l'usage, se fait de manière plus discrète du fait de la piètre réputation de l'héroïne, souvent vue comme « mauvaise drogue ».

Enfin, bien évidemment le cannabis est toujours extrêmement présent, produit consommé à tous les moments de la fête, et parfois monnaie d'échange pour l'obtention d'autres molécules.

Conséquence d'usage

La population fréquentant les free-party étant relativement jeune, un certain nombre d'utilisateurs semble particulièrement méconnaître les produits qu'ils consomment à ces occasions, concernant leurs effets, les modalités de consommation et les risques associés, de même que les stratégies pour les réduire. De « mauvais mélanges » semblent être fréquents, ainsi que des surdoses (de kétamine par exemple), mais aussi des badtrips découlant d'une mauvaise gestion des effets des hallucinogènes. D'ailleurs les conséquences d'usage de la kétamine et du LSD sont les observations les plus explicites et détaillées dans les ethnographies produites, probablement en lien avec le caractère plus spectaculaire des effets sur les comportements, bien que les risques somatiques directs ne soient pas nécessairement les plus dangereux (pour le LSD tout du moins).

Les soirées étant nombreuses, les associations de RdRD ne sont pas en mesure d'être présentes à chacune d'entre elles, faute de bénévoles et de moyens pour mettre en œuvre leurs actions sur l'ensemble du territoire régional. Ces associations le regrettent au vu des besoins en termes de conseils et de délivrance de matériel de consommations à moindre risque ainsi que d'actes de réassurance, dans ces espaces où les usagers sont nombreux, souvent très jeunes et y faisant leurs premières expériences d'usage particulièrement à risque dans ces conditions. Notons tout de même que beaucoup d'utilisateurs des free-party sont également très expérimentés dans ce domaine, ont une certaine connaissance des produits et maîtrisent des effets concernant leur propre consommation, et peuvent accompagner certains problèmes liés à l'usage chez d'autres usagers en difficulté.

Espace festif conventionnel (bar, clubs...)

Des festivals à l'intersection des publics et des pratiques

Ces événements que nous avons décrits l'an dernier (cf. rapport 2016 pour plus de détails) continuent d'être des espaces-temps où l'on rencontre des usagers de drogue aux profils assez divers, du fait de la configuration des lieux et des programmations musicales. De jeunes ou moins jeunes festivaliers viennent profiter d'une ou deux soirées souvent en plein air dans un espace plus ou moins vaste, et les affiches souvent très électro attirent à la fois des clubbers mais aussi des usagers plus habitués des technivals et free-party, d'autant que ces événements organisés sur plusieurs jours leur permettent de rester sur place dans des espaces extérieurs (camping, parking) avec parfois leurs chiens, leurs camions, etc. Ces zones extérieures sont aussi le théâtre de consommations qu'on ne trouvera pas nécessairement à l'intérieur (notamment cocaïne fumée, préparation de kétamine, champignons hallucinogènes, protoxyde d'azote...), consommations qui précèdent l'entrée sur le site ou qui se poursuivent ici à la fin des concerts. Certains usagers n'auront même pas accès à festival pour diverses raisons (prix du billet, chiens, et parfois pour un état d'ébriété déjà trop avancé...). Une partie de ces usagers peuvent être connus des CAARUD, souvent très précaires et polyconsommateurs, qui viennent profiter d'un contexte de fête facilement accessible (notamment par l'accès en transport en commun).

Les produits rencontrés sont principalement ceux de la fête (cocaïne, MDMA, cannabis, amphétamine), et des hallucinogènes (LSD, champignon, kétamine) en raison du métissage du public que nous évoquons (cf. p. 41). Les ecstasys se consomment notamment gobés mais aussi très régulièrement sniffés.

Les festivals en intérieur qui se déroulent dans des salles de concert ou des grands centres comme Eurexpo attirent eux aussi des usagers réguliers ou plus occasionnels, voire des primo-usagers qui y feront là leurs premières expériences avec les drogues, notamment de MDMA ou d'hallucinogène (LSD). Ils ont parfois moins de 16 ans et certains ont été déposés ici par leurs parents. Ils achèteront ces produits sur place ou ils leur seront donnés par un ami plus initié, et certains seront rencontrés sur

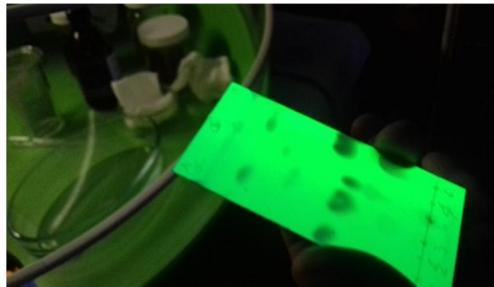
les stand de RdRD par des intervenants qui pointent souvent la méconnaissance de ces jeunes au sujet des produits, y compris ceux qu'ils ont consommés :

« *Ils te disent (sur le stand) « j'ai pris un truc » « quoi ? » « j'en sais rien, un truc » (intervenant RdRD).*

Ils pourront également parfois faire l'objet de prise en charge par ces mêmes intervenants pour de la réassurance, ou par les secouristes pour des pertes de connaissance ou des vomissements, voire finir aux urgences (où les soignants qui y travaillent notent l'augmentation des passages les nuits de festival), même si pour la majorité d'entre eux l'expérience sera plutôt plaisante, et renouvelée régulièrement dans l'année.

Les grands événements musicaux urbains rassemblant plusieurs milliers de personnes retiennent également notre attention, et nous pointions déjà l'an dernier que les deux plus importants (le boulevard électro de la fête de la musique et les Nuits Sonores) sont des lieux fréquentés par de nombreux usagers, et des occasions et opportunité de consommations pour des usagers plus occasionnels. Les produits se revendent beaucoup sur place, ou sont relativement disponibles en amont notamment durant les Nuits Sonores. Les ambiances sont propices aux usages, certaines pharmacies indiquent d'ailleurs vendre davantage de kits d'injection et de sirops codéinés (qui n'étaient pas encore tous soumis à une délivrance systématique par ordonnance en 2017) durant ces événements, et les produits jugés volontiers fortement disponibles. Les forces de l'ordre notent la hausse des interpellations notamment de vendeurs venus d'autres villes ou d'autres départements pour l'occasion.

A noter sur 2018 la présence du laboratoire d'analyse de produit par CCM³¹ sur le *boulevard électro* de la fête de la musique, laboratoire récemment créé sur Lyon et pour la première fois mobile en espace festif. Les équipes des deux CAARUD et de l'association d'auto-support Keep Smiling ont ainsi pu proposer sur site aux usagers de faire analyser leur produit - cachets d'ecstasy ou poudres diverses (héroïne, cocaïne, amphétamine, etc.) - et d'être informés de sa composition qualitative (molécules présentes, sans quantification) dans l'heure qui suit, dans une optique de RdRD. La ville de Lyon, organisatrice de l'événement s'est positionnée en soutien de cette initiative.



Laboratoire régional CCM mobile, le 21 juin lors de la fête de la musique.

³¹ Chromatographie sur Couche Mince, cf. p. 78.

La chromatographie sur couche mince est une méthode de séparation de mélanges ; elle est basée sur les différences d'affinité des substances à l'égard de deux phases, l'une stationnaire ou fixe, l'autre mobile. La phase mobile migre de bas en haut, par capillarité, le long de la phase stationnaire en entraînant les constituants du mélange déposé sur la plaque. Les taches révélées à la fin de la migration correspondent chacune à un constituant. Cette technique délivre donc des informations qualitatives et non quantitatives.

Nous l'évoquons l'an dernier : la scène club lyonnaise est réputée pour son dynamisme et sa diversité : grandes salles ou petits clubs intimistes, installés sur des péniches, sur les toits d'une ancienne usine, sur un campus étudiant ou encore des terrasses en bords de Saône, avec des soirées événementielles nombreuses. On y trouve un public relativement homogène pour autant en termes d'âge et de milieux sociaux, et la variation dans les pratiques de consommation et la présence des produits tient surtout à la programmation musicale, quand leur visibilité sera elle fonction de la politique de l'établissement envers les drogues. Elles sont partout présentes lorsque la programmation musicale attire un certain public, mais plus ou moins visibles en fonction de la tolérance et des habitudes et pratiques répressives des établissements (les agents de sécurité pouvant parfois mettre en œuvre des expulsions des lieux très musclées pour revente ou simple usage).

En termes d'usage, deux tendances de l'année viennent s'ajouter à la MDMA sous forme d'ecstasy toujours très présente : l'omniprésence du poppers et la démocratisation de la cocaïne.

Omniprésence du poppers

L'ensemble des ethnographies menées en club font apparaître la forte présence du poppers, dont l'odeur peut être qualifiée « *d'omniprésente* » sur les pistes de danse,

« *Tu sens quand tu traverses la foule l'odeur du poppers* ». (usager)

Sa consommation est très banalisée, il est consommé sans cesser de discuter, en dansant, le flacon peut passer de nez en nez sans attirer particulièrement les regards alentours ni même ceux des agents de sécurité. Le poppers n'est une drogue pour personne, produit légal et qui n'est pas associé à des risques spécifiques dans l'esprit des usagers, même s'il est souvent réputé plus fort qu'avant et que la nouvelle formule est parfois estimée « *plus nocive que l'ancienne* ». Les effets sont considérés comme « *légers* » le poppers est un « *truc pris en passant, que tu vois traîner à certaines tables...* » (usager), il est parfois associé à d'autres produits qui sont eux les « *vraies drogues* » comme la MDMA en particulier, dont il permet de renforcer l'effet (voire le déclencher ou le relancer). Il est ce « *petit plus* » dans une soirée animée, y compris pour des personnes qui ne consomment que de l'alcool, dont l'usage est favorisé par un marketing tendance.

« *Y'a des visuels aguicheurs, t'as l'impression d'acheter des trucs super à la mode, plein de couleurs, avec des noms de ouf...nightfever, urbanforest, urban style...* », « *c'est un peu les mêmes flacons que les e-liquides pour cigarettes électroniques, c'est branché* » (usager)

Produit banalisé donc mais qui interpelle tout de même les usagers par son omniprésence, et dont certains se questionnent alors sur ce qu'il contient réellement et ses risques : c'est d'ailleurs le flyer le plus distribué par un CAARUD sur les stands de RdRD tenus en milieu universitaire.

Le poppers s'installe solidement dans les habitudes de consommation en club, de même que dans certaines soirées corpo, particulièrement chez les étudiants en médecine, qui consomment d'ailleurs également beaucoup de **protoxyde d'azote** en partie pour les mêmes raisons : facilité d'accès au produit (statut légal, achetable au supermarché via les cartouches pour siphon à chantilly, et forte disponibilité et expérimentation dans les lieux de stage du fait de l'usage médical), bonne réputation (« *ce n'est pas une drogue* »), et effets appréciés pour leur rapidité (euphorie soudaine) et leur très courte durée (donc plus maîtrisables).

En club, les consommations de drogues sont liées à la recherche de sensations psycho-corporelles particulières tout en profitant de la musique et des artistes. La cocaïne est un excellent exemple de produit répondant à ces attentes, en prolongeant la soirée et l'énergie des clubbers sans pour autant les couper de la musique par d'autres effets immédiats.

Si son usage était plutôt observé auprès d'usagers un peu plus âgés (trentenaires, quarantenaires) et ayant un revenu salarial leur permettant d'acheter ce produit plus cher, ou des plus jeunes issus de « *la jeunesse dorée lyonnaise* » qui profitent d'un niveau de vie élevé de par leurs origines familiales, on a pu observer cette année une présence très répandue de cocaïne en club, y compris pour des usagers plus jeunes. Elle s'est trouvée également plus facilement disponible sur place, et son prix a notablement baissé, plus souvent vendue à 80 euros qu'à 90 ou 100, voire régulièrement proposée à 70 ou 60.

« *Moi je payerais pas plus de 60 max 70 [euros] pour de la coke* ». (étudiante, clubbeuse).

La cocaïne perd aussi peu à peu son image de « *drogue de riche* », et se démocratise dans les soirées en club, mais aussi dans les bars, où il est fréquent que les premières traces des consommateurs se fassent dans les toilettes avant de rejoindre la soirée en club. Le bar peut aussi être un lieu où l'on passe la soirée entière et les consommations se feront plus ou moins visibles selon les lieux et selon l'heure : dans certains bars, une fois la clientèle partie et la fermeture décrétée, les habitués autorisés à rester, rideau baissé, peuvent plus ouvertement partager les consommations :

« *Quand tu restes [dans ce bar] en mode after, ça sort les pochons et ça paye ses tournées...* ».

Dans les clubs par contre le produit sera toujours consommé très discrètement, aux toilettes ou sur la piste de danse au moyen de petits ustensiles pour sniffer (clé, pince à cheveux, voire bumper (cf. milieu festif gay p.56), sans d'ailleurs ne pouvoir maîtriser réellement la quantité. Quand il est laborieux de retourner une énième fois aux toilettes pour préparer une trace de cocaïne, certains alternent avec une prise sur les gencives en frottant de la poudre avec le doigt, ce qui ne nécessite pas de préparation, peut se faire discrètement, et donne un léger effet boostant, ou du moins une impression : « *tu sais pas si ça marche vraiment mais t'as la sensation dans la bouche et ça te fait du bien* » (usager) même si cette pratique n'est pas toujours bien considérée « *en plus on l'a pris comme des sales... direct avec le doigt* » (usager).

La disponibilité de la cocaïne est ainsi de plus en plus forte sur place ; on peut rencontrer des revendeurs dans certains bars et en club où ils semblent être également de plus en plus présents, ce qui expliquerait pour certains clubbers la baisse du prix par effet de concurrence. Les policiers indiquent interpellé de plus en plus de dealers ayant sur eux de la cocaïne aux abords des clubs le weekend.

Toujours une forte présence d'ecstasy

Le cachet d'ecstasy reste le produit le plus consommé dans les clubs lyonnais, répondant aux attentes en matière de recherche de sensations corporelles (danse et musique) intenses, et de facilitateur de liens sociaux. La comparaison avec l'alcool est très présente dans le discours de consommateurs, qui semblent y chercher le même type d'effets (désinhibition, aisance dans la danse et dans les interactions, euphorie) et estiment l'intérêt bien plus grand de l'ecstasy relativement au prix, d'autant que les verres d'alcool sont particulièrement onéreux dans ces lieux. Les usagers mettent également en avant les avantages de l'ecstasy par rapport à la MDMA sous forme de poudre/cristaux : plus facile à consommer, ils estiment également que le produit sera plus fiable car reconnaissable et moins

« *falsifiable* »³². Le merchandising est également particulièrement efficace, les logos étant connus voire recherchés selon les périodes, ou vantés par les revendeurs pour leurs effets particuliers ou leur concentration, et font appel aux références culturelles et générationnelles communes : l'indémodable Heisenberg à l'effigie du héros de Breakingbad, en différents coloris cette année, des Mario Bross, des masques Anonymous, des Rolls Royce, etc. (cf. p. 93 pour plus de détails et des photos).

Ainsi, à prix et effets à peu près similaires (certaines personnes estiment toujours que le cachet d'ecstasy n'aura pas sur elles le même effet que la MDMA en poudre, pourtant constituant principal du cachet...), le conditionnement, l'esthétique et la hype de l'ecstasy lui font prendre le pas sur la MDMA en poudre/cristaux, qu'on trouve de moins en moins en club, sous forme de parachute comme au gramme.

« [...] *en soirée quand on te propose à acheter dans 99 % des cas c'est de l'ecsta* » (usager).

Les cachets peuvent être proposés par les revendeurs assez nombreux aux abords des clubs ou à l'intérieur, les faisant circuler discrètement de la main à la main loin du regard des vigiles.

Les ecstasys peuvent être consommés très tôt dans la soirée pour optimiser les quelques heures d'effets, ou même en temps d'after mais ici plus souvent par moitié afin de « *ne pas se reprendre une perche de 4h* » au petit matin. Les consommateurs peuvent avoir des niveaux de connaissance du produit très différents, de la maîtrise fine des notions de production de sérotonine à l'ignorance totale du produit consommé d'autant plus lorsqu'ils sont jeunes.

Public gay et LGBT

Nous séparons le milieu festif gay du reste des clubs du fait d'usages de produits plus spécifiques pouvant s'y observer, bien qu'une certaine proximité entre les publics existe cependant, comme nous l'avons noté précédemment. Les éléments concernant spécifiquement les pratiques de chemsex/slam (consommations de produits associées aux pratiques sexuelles) et circonscrites aux scènes homosexuelles masculines feront par ailleurs l'objet d'une partie à part (ci-après).

En termes de produits, nous pouvons observer plus souvent dans les bars/clubs plus spécifiquement gay la prédominance du poppers (déjà observée en clubs généralistes) mais qui répond ici à une tradition culturelle plus historique.

« *C'était un peu passé de mode. Et là, depuis quelques années, peut-être 3 ans, je dirais, y a une espèce de revival du poppers... Qui avait jamais vraiment disparu... parce que déjà, le poppers, pour le sexe, on l'utilise beaucoup.* » (usager)

Le poppers est en vente libre et peut s'acheter en sexshop mais aussi au bar de certains clubs, et les flacons sont souvent partagés entre usagers. Il est d'autant plus présent lorsque que des pratiques sexuelles sont possibles dans l'établissement, du fait de ses effets appréciés dans ce cadre.

Le GHB est également présent, historiquement lui aussi associé à la sexualité, mais rarement revendu sur place. D'ailleurs, il semblerait que ce soit plus souvent du GBL qui soit consommé, même si la fréquente dénomination «G» ne permet pas de les différencier, les usagers ne sachant pas toujours eux-mêmes laquelle de ces molécules ils consomment, à moins de l'avoir eux-mêmes acheté via Internet. Le GHB comme le GBL nécessitant une précision importante dans le dosage, les surdoses sont loin d'être exceptionnelles, d'autant plus que le risque est particulièrement amplifié avec l'alcool consommé généralement en quantité dans ces espaces de fêtes. Les comas ne sont pas toujours mortels

³²Notons qu'il s'agit là des mêmes arguments que ceux qui faisaient préférer la MDMA en cristaux aux ecstasys au début des années 2000, ceux-ci étant réputés pouvoir être coupés avec n'importe quoi, leur composition toujours incertaine.

fort heureusement et parfois même ils sont à peine repérés comme tels, du moment que la personne se réveille au bout de quelques heures...

Ecstasy et cocaïne sont également présents, mais ce sont aussi les cathinones qui seront plus fréquemment consommées dans ces espaces, notamment lorsque des pratiques sexuelles sont possibles dans l'établissement, que les ambiances sont directement teintées de références sexuelles (tenues et shows dénudés et évocateurs) ou que les usagers prévoient de rejoindre des *sexparty* en quittant les lieux.

Les pratiques de revente de produits apparaissent quelque peu différemment sur la scène festive gay où les revendeurs d'opportunité se font moins présents: il semble que les personnes aient plus souvent l'habitude de venir avec leurs propres consommations (qu'elles auront obtenues elles-mêmes sur Internet, ou bien seront allées chercher chez leur revendeur ou encore se seront fait livrer) ou (re)trouve sur place une connaissance, elle-même consommatrice, qui aura pris soin de venir avec une plus grande quantité de produit destinée à satisfaire un groupe d'utilisateur élargi. Ainsi, le « *le dealer* » sera plutôt celui qui aura été « *prévoyant* » pour lui et ses amis au sens large, faisant œuvre d'« *anticipation communautaire* » comme le souligne un usager :

« Le gay se déplace pour aller chez son dealer. Et en général, il va en soirée avec, en général, suffisamment de produits pour lui, ET, pour dépanner les autres. C'est-à-dire qu'en général, moi, j'ai remarqué ça, c'est que la plupart du temps, ben... quand on est en soirée, « bon ben là, c'est untel. Ben, il est venu avec 10 ecstas, donc on peut lui en acheter à lui... » (usager)

Les revendeurs non inclus dans des groupes de pairs et proposant des produits au tout venant peuvent d'ailleurs être mal considérés, et souvent suspectés de vendre de la mauvaise marchandise.

Enfin, notons qu'ici les pratiques de réduction des risques liées aux consommations ne sont pas particulièrement plus ancrées qu'ailleurs, même si une certaine culture du safe-sex sensibilise certains usagers à celle du safe-drug dans l'importance du non-partage de matériel de consommation³³.

Bumper, cf. note de bas de page



Le clubbing lesbien est très réduit à Lyon, organisé autour de quelques bars ou événements spéciaux principalement en presqu'île. Concernant l'usage de produits, il se distingue peu du reste des espaces festifs commerciaux généralistes, même si la stigmatisation particulière dont font l'objet les minorités sexuelles implique souvent un enjeu de discrétion plus important vis à vis de pratiques répréhensibles socialement et juridiquement, les stigmates se cumulant. Un certain discours de façade anti-drogue est ainsi tout autant présent que sur la scène festive gay (cf. rapport 2016), et l'on trouve peu de revente de produits sur place en comparaison des espaces plus généralistes.

Mais en parallèle, on y entend les mêmes constats quant à la « *banalisation* » des usages, notamment au sein de groupe d'amies ne consommant pas ou peu jusqu'alors.

Pour les usagères, les consommations s'organisent sur le même modèle chronologique des « *soirées à chapitres* » que nous décrivions l'an dernier quant aux usages en clubs : produits pour « *se mettre dans l'ambiance* » (alcool et cannabis), puis stimulants pour « *se lancer et tenir la soirée* », poppers et cocaïne sont aussi présents, ainsi que l'ecstasy, et puis « *redescendre* » avec du cannabis principalement. Le lien

³³ On peut noter à ce propos l'utilisation de « *bumpers* », que nous avons rencontrée uniquement auprès d'usagers de la scène festive gay, présentés comme outils de RdRD (préparation du produit en amont, maîtrise du dosage, facilitation de la prise en contexte peu hygiénique (toilettes...)...).

entre produits et sexualité ne semble pas particulièrement différer des autres espaces de fêtes où les ambiances de convivialité et de drague font préférer des produits désinhibants et aux propriétés empathogènes/entactogènes favorisant et facilitant les rencontres, mais ces pratiques n'ont pas de commune mesure avec les consommations observées en certains espaces festifs gay et plus encore dans certaines soirées privées où l'association drogues et sexualité est très spécifique.

Le terme *chemsex* ou *sexe sous produits* renvoie aux pratiques de consommation de drogues concomitantes à des pratiques sexuelles, plus souvent entre hommes, se déroulant généralement dans des soirées privées mais parfois aussi dans les backrooms des (sex)clubs. Les produits vont ici être utilisés pour décupler le plaisir, lever certaines inhibitions et/ou faciliter certaines pratiques plus extrêmes (fist-fucking, sado-masochisme,...), notamment lors de rapports sexuels de groupe (le *chemsex* peut aussi exister au sein d'un couple, permanent ou créé pour l'occasion). Les pratiques associant drogues et sexualité ne sont évidemment pas nouvelles en soi, ni réservées aux seules rencontres homosexuelles³⁴, mais elles semblent avoir pris une ampleur assez importante au sein de certaines de ces communautés depuis plusieurs années, et leurs sont spécifiques lorsqu'elles concernent l'injection de produits. On désigne ces pratiques d'injection par le terme *slam* : mot anglais signifiant « *claque* », laquelle symbolise la puissance et la rapidité de l'effet lors de la montée du produit, du fait de l'utilisation de la voie intraveineuse et des molécules consommées (généralement des cathinones³⁵ choisies pour leurs effets stimulants et euphorisants). Il apparaît en effet ici que ces pratiques ne concernent pour l'instant que les communautés homosexuelles masculines, et se sont particulièrement développées via les applications de rencontres géolocalisées qui permettent de trouver rapidement des partenaires, et de les choisir en fonction de critères spécifiques comme leur motivation à consommer voire à injecter des produits.

Le site TREND parisien documente ces pratiques depuis 2007, et l'association AIDES a mené en 2013 une étude qualitative qui a permis d'approfondir des aspects du phénomène, mais actuellement aucune donnée quantitative ne permet d'en mesurer l'ampleur. Un récent sondage mis en place par le site de rencontre Hornet à l'échelle nationale, a cependant permis de révéler qu'un quart des répondants, c'est à dire un millier de personnes entre 18 et 50 ans, avait déjà pratiqué le chemsex. L'échantillon n'est certes pas représentatif, mais indique néanmoins que l'usage de produits dans un contexte sexuel concerne probablement un nombre important de personnes sur l'ensemble du territoire.

Contexte des soirées Lyonnaises

Le phénomène n'est pas uniquement parisien, ni seulement urbain, des chemsexers indiquent vivre à la campagne et/ou se déplacer régulièrement hors des villes pour rejoindre des soirées chemsex/slam. Nous nous intéressons cependant ici principalement aux soirées qui se déroulent dans l'agglomération lyonnaise.

Plusieurs signaux décrits dans le précédent rapport rendaient compte de l'ancrage du phénomène à Lyon, notamment la multiplication des propositions de « *plans avec produits* » sur les sites de rencontres fréquentés par les usagers participant à TREND, mais aussi les observations de patrons d'établissements gays ayant connaissance des pratiques d'une partie de leur clientèle lorsqu'elle quitte

³⁴ « *Les usages de substances psychotropes en vue d'intensifier les plaisirs charnels ou visant à soigner les dysfonctions érectiles se rencontrent dans tous les groupes sociaux de tout temps (Levy et Garnier, 2006 ; Toates, 2014). Toutefois, les études et observateurs notent un développement des usages sexuels des produits depuis une dizaine d'années dans la population des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), en France comme à l'international (Bourne et al., 2014 Cadet-Taïrou et al., 2016 ; Costes, 2010 ; Deimel et al., 2016) » OFDT Thema Chemsex-Slam auquel nous renvoyons : <https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/epfxmxx7.pdf>*

³⁵ Molécules dérivées du khat, aujourd'hui illicites (la France a classé comme stupéfiant et interdit la détention de la classe entière des cathinones de synthèses depuis juillet 2012) mais que l'on achète facilement sur Internet.

l'établissement. De plus, les professionnels des services d'addictologie indiquent rencontrer de plus en plus de personnes ayant des difficultés dans la gestion de ces consommations en contexte sexuel - une permanence d'accueil spécifique « *sexe et produits* » a d'ailleurs été créée dans un centre de santé sexuelle récemment ouvert - et les professionnels de CAARUD accueillent depuis quelques dizaines de mois des slamers venus chercher du matériel d'injection. Enfin, les services des urgences somatiques comme psychiatriques font mention d'hospitalisation de plus en plus fréquentes pour des dommages engendrés par l'association de consommations de produits et de pratiques sexuelles souvent extrêmes et moins maîtrisées du fait des effets des produits (perforations annales, dépressions post-consommation, cf. plus loin.)

Les données recueillies cette année ont permis de creuser plus en détail les points développés l'an dernier quant à l'organisation des soirées, aux produits consommés, aux profils d'utilisateurs et aux conséquences d'usage.

Modalités d'organisation des soirées chemsex/slam

Des soirées essentiellement sur invitation et en contexte privé

Si les consommations de produits sont présentes dans les établissements où des pratiques sexuelles sont possibles, c'est principalement en contexte privé que celles-ci sont plus manifestes, notamment lorsqu'elles se font par injection. En effet, non seulement les établissements commerciaux n'ont pas la cote auprès des *chemsexeurs* en raison de la difficulté à consommer sur place (peu de discrétion, etc.), mais en plus le seul sexclub hard de Lyon a fermé ses portes l'an dernier ce qui a conduit une grande partie de cette clientèle à se replier sur l'organisation de soirées privées en appartement. A cela s'ajoute le fait qu'un certain nombre de personnes participant à ces soirées privées sont des individus qui ne fréquentent pas nécessairement les établissements de la scène festive gay, pour différentes raisons (cf. « *métissage* » p. 44).

C'est donc dans des appartements privés que se déroulent les soirées, notamment en presqu'île mais également dans d'autres quartiers de Lyon et Villeurbanne, soirées qui peuvent être organisées de manière spontanée ou prévues jusqu'à plusieurs semaines à l'avance par les propriétaires des lieux. Ceux-ci invitent via des applications de rencontre mais aussi par leur réseau personnel, dont les membres peuvent eux-mêmes convier des participants sur les applications.

« *Il propose à ses amis et ses plans-cul habituels et en plus il drague d'autres mecs sur l'appli* ». (usager)

Un réseau se construit ainsi petit à petit au fur et à mesure des mois, où les participants se renouvellent fréquemment, même si les petits comités d'interconnaissance semblent aussi être recherchés par certains qui se lassent des soirées trop fréquentées. Ceux-ci privilégient alors les personnes déjà rencontrées par ailleurs dont les affinités sont connues, et avec qui ils savent qu'ils pourront partager peut-être même un peu plus que des rapports physiques.

« *Lui je le connais, on se connaît, on sait que c'est OK,.... et pis on est 4, 5, pas plus... après c'est plus pareil...* » « *Quand on est moins nombreux on peut discuter, on peut parler aussi d'autres choses, c'est pas que le cul pour le cul quoi* ». (usager)

Le turn-over des personnes peut être assez important dans certaines soirées qui voient parfois défiler une quinzaine de participants durant les nombreuses heures que peuvent durer ces rencontres,

s'étendant souvent sur le weekend entier. Dans certains cas, c'est l'appartement tout entier qui sera dédié à accueillir les participants, l'ensemble des pièces étant investi, les meubles déplacés pour l'occasion, et parfois même des bâches seront disposées au sol pour éviter que les diverses activités ne salissent les lieux.

Les produits peuvent être ramenés par chaque participant et parfois ceux-ci seront conviés ou non à la soirée selon leur possibilité à venir avec leur produit (cf. sur les applications de rencontre « *où avoir du produit c'est exister* »). Ce peut être également l'organisateur qui fait le choix de fournir les produits pour tout le monde, en échange d'une participation financière, souhaitant par-là maintenir une forme de maîtrise sur le déroulé des événements : « *on prend mon produit, parce que je sais ce que c'est, je sais comment je le dose, etc.* » (*usager*), ou prenant le rôle de celui qui a été prévoyant, de l'organisateur à tous les niveaux. Les produits peuvent être partagés entre tous dans un même moment, ou mis à disposition laissant chacun libre de consommer au rythme qu'il souhaite. Parfois chacun consomme ce qu'il a ramené mais peut par ailleurs « *faire goûter* » sa marchandise, bien que les produits soient souvent similaires et en provenance des mêmes sites Internet, qui se conseillent entre participants, et se renouvellent régulièrement suite à leur fermeture ou leur moindre fiabilité (produits reçus non conformes, etc., voire plus loin).

Le mode d'approvisionnement par Internet a largement contribué à l'émergence de ces scènes de consommation, où l'anticipation reste nécessaire (délais de livraison de quelques jours minimum) mais ne nécessite pas de lien avec un revendeur habituel ou de circonstance, ni de se rendre sur un lieu festif pour trouver du produit (même si certains participants indiquent aussi fréquenter ces soirées pour pouvoir consommer lorsqu'ils n'ont rien). On peut se fournir de manière autonome depuis chez soi, en prévision d'une soirée privée, moyennant quelques dizaines d'euros pour plusieurs grammes, et livré dans sa boîte aux lettres en toute discrétion. Cette hyper-disponibilité induit une difficulté dans la gestion de l'usage pour certains usagers qui préféreront limiter les risques de consommer à tout moment et réserver l'achat en prévision de la soirée, voire le jour même de la soirée en s'en remettant à des connaissances ayant pris la fonction de fournisseur ou à des revendeurs plus réguliers.

« Je préfère la payer 30 euros [le gramme de 3MMC] en ville [sous-entendu auprès de quelqu'un juste avant la soirée ou pendant la soirée] plutôt qu'en avoir chez moi et faire n'importe quoi ».
(*usager*)

La 3MMC notamment se revend également via des revendeurs opérant sur un mode plus classique, que le client vienne s'approvisionner chez le dealer ou que celui-ci le livre à domicile, proposant le plus souvent à la vente également d'autres produits (cocaïne, ecstasy).

Il est enfin probable que la 3MMC se trouve proposée par des revendeurs de rue dans un quartier lyonnais du centre-ville plus connu pour la revente de cannabis, le prix de 45 euros ayant été évoqué, mais nous n'avons pas à l'heure actuelle de certitudes quant à la réalité du phénomène et son ampleur pour le détailler dans ce rapport.

Dans les soirées, slamers et chemsexuels (non-injecteurs) peuvent coexister et pratiquer une sexualité commune, les espaces pouvant cependant parfois être différenciés lorsque les injections se font dans une pièce à part. Plusieurs observateurs notent cependant que lorsqu'il y a présence de « *slam* », le passage aux pratiques sexuelles se fait beaucoup plus rapidement, les conversations annexes étant moins présentes et réduites à de simples formalités et politesses. Ces conversations reflètent aussi le degré de connaissance des participants, ceux qui ont l'habitude de se rencontrer prennent des nouvelles, échangent autour de leurs dernières expériences ou anecdotes de

consommations, voire de leur vie personnelle et professionnelle bien que cela reste peu habituel, le degré d'anonymat souhaité par certains rendant ces questions parfois malvenues.

Se trouver sur l'application

Différentes applications sont plébiscitées par les chemsexers/slamers, certaines plus ou moins spécialisées dans les pratiques sexuelles (bears, fétiche, etc.) ou plus indiquées lorsque l'on cherche des plans avec produits (RECON et SCRUFF), quand d'autres apparaissent comme plus généralistes (GRINDR), et les applications Hornet et GayRomeo sont fréquemment citées également.

« C'est un peu la grande distribution, et les magasins spécialisés.... même si tu peux trouver des légumes exotiques à carrefour aussi mais c'est plus rare ! ».

Les plans avec produits ont pu être proposés relativement discrètement au début du phénomène il y a 5 à 10 ans, les propositions étant faites de messages codés mais suffisamment explicites pour les initiés (*plan planant, plan perché...*) afin d'éviter le retrait par les modérateurs de l'application ou la réprobation des utilisateurs qui ne cautionnent pas ces pratiques. Cependant, elles semblent de moins en moins dissimulées aujourd'hui.

« C'est beaucoup moins planqué. Beaucoup, beaucoup, beaucoup moins planqué, quoi. On en parle beaucoup plus... Sur les applis, en fait, c'est carrément marqué « slam » sur le profil. Alors que, il y a 5-6... 4-5 ans, c'était limite « faut pas dire » quoi... Ou c'était des réseaux de potes. Y a une vraie évolution. ». (usager)

*« Salut touze le 18/11 à ****. Fist ok chems ok. Au plaisir mec ». (extrait chat)*

Parfois le produit est directement cité : *« cherche plan avec 3MMC ».*

Des usagers indiquent cependant que certains comptes aux pseudos trop explicites pourraient être supprimés des applications, notamment lorsqu'ils contiennent directement, le mot *« chems »* ou *« slam »*, et sans pour autant avoir été vérifié, cela aurait conduit certains usagers à détourner le terme tout en restant connaissable : *« SaLAM »* pour slam, etc.

Les usagers se choisissent donc à partir d'une forme de *« chem-triage »*, de *« slam-triage »*, voire même *« dose-triage »* lorsqu'ils affichent clairement leur préférence quant aux produits consommés et aux quantités nécessaires pour la soirée, ces caractéristiques devenant le principal critère de sélection. La question de la consommation arrive très vite dans la conversation, quand elle n'en est pas l'unique objet.

« C'est pré... enfin, à chaque fois, c'est la question : « est-ce que tu slames ? » - c'est « oui » ou « non » - « est-ce-que ça te dérange ? « oui », « non ». Là, par contre, y a au moins cette franchise-là. C'est-à-dire que tu débarques pas dans un endroit où euh... Parce qu'en fait, y en a qui recherchent toujours des plans. Ils veulent pas non plus avoir un boulet... ». (usager)

Il s'agit d'afficher ses préférences afin de s'assurer de se retrouver avec des personnes souhaitant partager le même type d'expérience. *« Parce que ce genre de plans, il faut être motivé, quoi »*, mais aussi de la possibilité ou non de fournir du produit. Dans ce contexte, avoir du produit à disposition garantit un certain succès, *« sur les applis, avoir du produit c'est exister »*. A l'inverse il peut également s'agir de trouver des partenaires

n'ayant pas consommé et ne souhaitant pas consommer de produits afin qu'ils puissent tenir le rôle « *d'actifs* » sur la durée (ou alors ne consommant que des produits permettant de maintenir une érection, quand les produits liés au chemsex induisent plutôt des difficultés à cet endroit, cf. plus loin).

« On va aussi chercher des mecs « non-prodés » qui vont pouvoir bander » (usager).

Enfin, il faut noter que très souvent la recherche de partenaires se fait au dernier moment, en tout début de soirée, un pic de fréquentation étant observé entre 20h et 21h du jeudi au samedi, les débuts de semaine étant eux beaucoup plus calmes. Ce peut également être à la suite de soirées en club où des fêtards se retrouveront en after en appartement et inviteront d'autres participants via les applis. Cette recherche peut survenir alors que l'usager a commencé à consommer, et même avoir commencé la soirée avec quelques compagnons, déjà donc sous l'effet de produit(s). D'ailleurs, certains indiquent que le « *prod est le moteur du plan* », favorisant la motivation et l'exaltation à trouver des partenaires, avec une moindre exigence sur le choix de ceux-ci.

« Les mecs draguent déjà perchés sur les appli et accrochent le 1^{er} qui aura des prods même si ce mec ne leur plaît pas » (usager)

« T'es en l'air t'es vachement moins regardant, même déjà sur les photos ou quoi, tu prends ce qui passe ». (usager)

Participants : hétérogénéité des profils

Nous évoquons l'importance de la discrétion dans l'organisation de ces soirées, du fait des profils des participants qui sont pour certains engagés dans des parcours professionnels ou familiaux qui n'apparaissent pas toujours compatibles avec le fait d'assumer publiquement les pratiques dont il est ici question. Certains de ces hommes sont en couple hétérosexuel, ont un métier les conduisant à accueillir du public ou à avoir une visibilité publique (médecin, avocat, policier, professeur). On retrouve par ailleurs une diversité de classes sociales et de professions (patrons de banque et médecins côtoyant des ouvriers du bâtiment et des artisans, chômeurs, etc.) que les usagers ont à cœur de mentionner, voire de revendiquer, à la fois comme preuve d'ouverture d'esprit du milieu gay dans son ensemble mais aussi comme l'évidence de la commune condition humaine face aux désirs sexuels et à l'appétence pour les produits permettant d'atteindre des « paradis artificiels ».

« Le cul et la défonce, c'est pas réservé ni aux riches ni aux pauvres. » (usager)

Certains de ces participants sont consommateurs de drogues dans un cadre festif depuis plusieurs années mais pratiquent l'injection depuis très peu de temps, d'autres découvrent les produits lors de ces soirées, qu'ils soient habitués des plans à plusieurs depuis longtemps (on y rencontre des trentenaires, quarantenaires, cinquantenaires parfois) ou pour les plus jeunes d'entre eux qu'ils construisent ici en partie leurs premières expériences (homo)sexuelles.

Des participants soulignent l'engouement de certains jeunes (une vingtaine d'années) pour ces pratiques, mais aussi leur peu de connaissance et de maîtrise des produits et des techniques de consommations et de réduction des risques : « *les jeunes font n'importe quoi* », entend-t-on souvent, une fracture générationnelle qui semble encore plus marquée ici mais qui apparaît dans l'ensemble des milieux étudiés. En effet cela s'entend chez les usagers rencontrés en CAARUD ayant débutés leurs usages dans les années 90, les usagers du milieu alternatif ayant connus les soirées et consommations fin des années 90/début 2000, qui se différencient d'une nouvelle génération qui n'aurait aucune

culture des drogues et de leurs usages, comme une génération spontanée qui n'aurait pas bénéficié d'une transmission par les « *anciens* » en termes de pratiques de consommation et de réduction des risques. Il semblerait par ailleurs dans ce contexte que le peu de transmission de pairs maîtrisant les techniques, lors des soirées ou en amont, poussent certains usagers à s'auto-former, notamment par le biais de tutoriels sur Internet. Des vidéos pornographiques montrant des pratiques d'injection suivies d'actes sexuels sont d'ailleurs partagées via les réseaux sociaux ou sur Tumblr, et peuvent parfois faire office de référence pour apprendre la technique « *alors qu'elles sont très loin de représenter des situations idéales* », selon une professionnelle de CAARUD ayant visionné celles transmises par un usager³⁶.

Des usagers issus du milieu (para)médical très présents

L'autre phénomène notable (tout du moins relevé par grand nombre de nos informateurs) à propos des pratiques d'injection et des profils de participants est la forte présence de personnes exerçant une profession médicale ou paramédicale (médecins, infirmiers, psychiatres...) et leur rôle spécifique dans les soirées. D'une part la maîtrise de l'injection dans un contexte où la plupart des participants sont peu aguerris au geste leur donne une place privilégiée d'initiateurs ou « *d'injecteurs en chef* », un rôle que certains prendront très à cœur quand d'autres regretteront d'être constamment sollicités en ce sens, cela pouvant aller jusqu'à les empêcher de profiter de la soirée.

« De profession médicale, les mecs insistaient et l'invitaient pour qu'il les slament car certains ne savaient/voulaient pas apprendre. Lui ne voulait pas être dans le rôle du slameur car il avait aussi envie de s'amuser, d'avoir du sexe et les mecs le dérangent quand il était en pleine action pour lui demander de les slamer » note de synthèse chemsex.

D'autre part la connaissance supposée des produits peut entraîner un effet d'accréditation sur la nature des produits et les doses (en plus de la pratique de l'injection), « *on leur fait confiance sur le prod, sur les quantités* » comme une forme de « *chems medico-validés* » selon l'expression d'un responsable d'observation.

« C'est des médecins qui m'ont tout expliqué : la différence, qu'est-ce que c'est, qu'est-ce que ça va faire dans ton corps, combien de temps, comment ça va faire demain, dans 3 jours...[...] moi, ça m'a rassuré, ouais. Ça m'a rassuré et ça m'a permis de savoir véritablement quels sont les dangers, quels sont véritablement les risques, euh... et en même temps, de savoir à quel moment il faut savoir s'arrêter. » (usager)

Cette particularité qui semble ancienne et partie prenante de l'émergence du phénomène apparaît aussi aujourd'hui comme moins marquée qu'auparavant, du fait de l'augmentation des participants et de la diversification des profils. La population (para)médicale étant ainsi moins présente en proportion, certaines soirées se font donc sans « *réfèrent médical* » et il semblerait que les pratiques y soient alors moins maîtrisées.

« Les injections sont moins sérieuses, elles sont plus trash, elles sont moins... Ben, y'a moins de... Y a beaucoup moins de... de RdR ! Plus y a de monde... Y'a de moins en moins de monde qui se croit capable... Du coup, les gens se retrouvent entre eux, sans être au courant. Sans avoir des pratiques de Réduction des Risques. Y a 5-6 ans... ou 4-5 ans, y avait de vraies pratiques de

³⁶Elle pointait notamment le peu d'asepsie (pas toujours de désinfection du point d'injection), la mauvaise utilisation du garrot (non retiré avant l'injection) mais aussi la récurrence de gestes « étonnants » : sur différentes vidéos les hommes lèvent le bras directement après l'injection comme pour permettre au produit de mieux circuler dans le corps. Cependant nous ne pouvons pas attester du fait qu'il s'agisse d'une représentation en partie fautive ou de la recherche de sensations spécifiques, ces hommes n'ayant pas été interrogés à ce sujet.

Réduction des Risques, et ça, c'était les infirmiers... Soit y avait au moins un infirmier ou un aide-soignant qui était dans le lot. [...] Ou des gens qui... comme moi... avaient des pratiques d'injection... qui s'injectaient et qui slamaient, c'était des personnes professionnelles de santé : aides-soignants, infirmiers. » (usager)

La posture paradoxale occupée par ces personnes de profession (para)médicale est importante à soulever : à la fois initiateurs de pratiques à risques et garants de leur qualité, ces usagers ont/sont des ressources spécifiques en termes de connaissances et compétences (par exemple également pour gérer des comas au GHB) et certains professionnels de la RdRD pointent alors tout l'intérêt de s'appuyer sur eux pour promouvoir les bonnes pratiques en situation, suivant une logique de santé communautaire qui a fait ses preuves dans le champ tout autant de l'usage de drogues que de la sexualité en milieu gay relativement à la prévention des contaminations VIH.

Espace alors également paradoxal que celui des soirées « *chemsex* » où coexistent ceux dont on pointe le caractère profane, novice, du fait de la méconnaissance des produits et de la non-maîtrise des pratiques d'usage, avec d'autres qui font figures d'experts, d'usagers-experts reconnus comme tels par leurs pairs. L'enjeu semble ici de pouvoir mettre à profit les compétences des uns et des autres, en rendant accessibles les informations et le matériel de consommation à moindre risque à des personnes particulièrement en prise avec des enjeux de discrétion relatives à leur statut social, professionnel, et même parfois marital, nous l'avons dit.

Des usages banalisés mais une volonté de distinction forte

Le constat d'une banalisation des usages de produits que nous pointions concernant les espaces festifs (cf. p. 44.) est également très présent sur ces scènes : impensables consommations, d'autant plus par injection, il y a encore quelques mois pour bon nombre d'usagers rencontrés. Les usages de drogues semblaient en effet plus dissimulés, moins manifestes, dans les soirées et au sein des groupes se fréquentant principalement à ces occasions :

« C'était très marginal jusqu'à y a vraiment peu de temps, aujourd'hui, c'est d'une banalisation... d'une banalité, mais alors ! c'est vraiment, vraiment, vraiment devenu euh... (usager)

- C'est la norme... ? (coordinatrice)

- Ouais... C'est la... c'est la norme... Enfin, c'est la norme. Je sais pas si c'est la norme, mais en tout cas... c'est très présent... le chem-sex est devenu... Et le slam est de plus en plus là, vraiment. On le voit de plus en plus, alors que c'était... je pense à il y a quelques années... IMPENSABLE pour les 90% des mecs que je vois se slamer aujourd'hui... [...] Y a 5 ans, je leur aurais dit : « tu imaginerais te piquer, prendre de la drogue par intraveineuse ? » « Jamais de la vie !... » (usager)

Cependant, le développement des pratiques de consommation dans le cadre de soirées sexuelles n'induit pas que les participants s'affilient à une identité d'usagers de drogues, moins encore de toxicomanes, comme nous l'évoquions précédemment. Le produit peut être vu simplement comme « *un petit plus* », et l'injection comme une simple manière de consommer différemment un produit déjà connu, mais qui ne les rapprochent en rien des pratiques de ceux étiquetés drogués/junkies parce que consommateurs d'héroïne, parce que « *se camant* », « *se shootant* », etc. De fait, les mots sont importants, et l'on remarquera comment ce milieu use d'un vocabulaire spécifique : se *slamer* et non se *shooter* ou même s'injecter, et de fait le kitslam en lieu et place du Steribox³⁷. Le terme « *jouer* »

³⁷ Ainsi dénommé comme tel par des usagers et notamment un patron d'établissement qui en délivrait à certains clients à la sortie de son établissement quand il avait connaissance de leurs pratiques. Cela n'est pas sans

est également souvent employé, qui renvoie à la fois aux pratiques sexuelles (par exemple le fist) et aux pratiques de consommation de produits. Il s'agit là aussi de se démarquer, et la sémantique y contribue largement que ce soit vis à vis d'autres ou de soi-même.

« *Je pourrai pas dire que je me shoote, c'est pas possible... » (usager slamer)*

Ne se reconnaissant pas comme « *usagers de drogues* » ou toxicomanes, les slamers ne fréquentent donc que très peu les services spécialisés du secteur, particulièrement les CAARUD dont ils n'ont souvent même pas connaissance, n'envisageant pas que de tels lieux puissent exister : des espaces conçus pour évoquer ses pratiques, y trouver des conseils techniques et du matériel d'injection. Lorsqu'ils s'y présentent, c'est souvent avec méfiance aux premiers abords, et généralement à la suite d'une première consultation en centre de soin (qu'ils ont parfois pu mettre du temps à solliciter, après plusieurs mois de grandes difficultés dans la gestion de leurs consommations) ou sur les conseils d'une connaissance elle-même orientée au CAARUD par le CSAPA. Ce sentiment redouble d'autant plus s'ils arrivent sur un temps collectif où les lieux sont plus souvent fréquentés par des personnes vivant dans des conditions de grande précarité et qui « *le portent sur eux* » comme l'évoque un professionnel de CAARUD. Les CAARUD doivent alors s'adapter pour recevoir ces consommateurs aux nouveaux profils, pris dans des enjeux différents en termes de discrétion et de difficultés à évoquer leurs pratiques. Ces établissements sont en effet plus habitués à accueillir un public largement « *rodé* » à ces lieux et aux professionnels qui les peuplent, sachant généralement comment s'y présenter, quoi y trouver, dont les pratiques sont souvent depuis longtemps intégrées à leur mode de vie et qui subissent une stigmatisation continue sans que celle-ci ne soit particulièrement amplifiée par le fait de passer la porte d'un CAARUD. Les professionnels indiquent également devoir adapter leur vocabulaire, quand leur langue se met au diapason de celle des usagers, ici il ne s'agirait pas de leur parler de *pompe*, ni de *shoot*. A cet instant, on *joue*, on prend du matériel pour *jouer*.... et, définitivement, shooter n'est pas jouer !

Effets recherchés / produits / pratiques

Le plaisir par l'intensité et la performance

Dans la plupart des soirées il semblerait que le chemsex et le slam coexistent (tous les participants n'étant pas nécessairement injecteurs), mais les effets escomptés sont similaires, même si la voie intraveineuse les amplifie : il s'agit de vivre des expériences générant un maximum de plaisir, obtenu à la fois par la consommation d'un ou plusieurs produits psychoactifs, et par des pratiques sexuelles qui s'en trouvent alors améliorées, ou qui deviennent tout simplement possibles à vivre pour la personne, laquelle n'aurait pas su/pu/voulu les vivre sans produit. Endurance, performance, lâcher prise, désinhibition, la recherche est double, celle de l'effet du produit et celle des limites qui s'en trouvent alors repoussées :

« *Parce que la montée reste quand même le meilleur moment... Donc, c'est à la fois la recherche de la montée à chaque fois, mais la recherche de la montée t'emmène vers des pratiques sexuelles que tu n'aurais pas forcément pu avoir sans ça.... ».(usager)*

Le fist-fucking semble par exemple être une pratique particulièrement appréciée des slamers, sans que celle-ci ne leur soit réservée, mais certains indiquent combien, grâce à la prise de produit, elle leur a été rendue accessible ou a pris une ampleur particulière (taille du membre inséré (la pratique du

rappeler la dénomination des kitbase, appellations bien plus convenables pour certains usagers, que les pipes à crack...

foot-fucking a pu être énoncée à une occasion...), vitesse d'introduction, etc.). D'autres expliquent encore que le plaisir obtenu peut être relatif au nombre de partenaires simultanés, au nombre d'heures consécutives d'activités sexuelles, ou encore à la taille des objets sexuels utilisés.

Dans tous les cas, c'est bien la recherche de performance qui s'énonce systématiquement.

« Y a une recherche de dépasser ses limites ET de performance... La performance, dans le chem-sex et le slam, est ultra-importante. C'est évident. Tout ce que je me suis pris dans le cul, je l'aurais jamais pris si j'avais pas été euh... été injecté. » (usager)

Et les produits viennent répondre à ces exigences de manière particulièrement efficace. Il y a ceux qu'on étiquette *« pour les passifs »*, ceux pour les *« actifs »*, ceux qui font monter et ceux qui font redescendre, ceux qui ouvrent, ceux qui chauffent... Et l'un ou l'autre seront consommés avant tout acte, mais aussi en alternance avec des pratiques, quand il s'agit de faire des pauses pour consommer. *« Une action, une prise, une action, une prise »*, rythme particulièrement observé quand les effets des produits ne durent en général pas suffisamment longtemps, ou parce que la montée laisse vite place à la redescende du fait du mode d'administration (surtout dans le cas de l'injection) : ainsi le slam aura tendance à faire *« sauter les préliminaires de la rencontre »*, pour aller directement à la pratique de pénétration (anale ou buccale) :

« Tu le vois les mecs quand ils shootent ils y vont direct après ça attend pas, c'est une injection un acte ».

Même si les consommations ne se font pas nécessairement dans la précipitation, l'alternance consommation/action sexuelle semble être une constante :

« Tout est très lent, très ritualisé. On fume (de la coke) et tout de suite on y va ! Tu fumes 3 lattes, t'as une action cul pendant 30 min grâce à la pipe puis tu recommences le rituel, 1/4 d'heure de préparation, fume, baise ».

Un usager résume ainsi - avec un certain constat critique - le phénomène :

« C'est vraiment : « Je consomme un produit, un acte, une personne » ou plutôt de la chair, c'est « ouvert/pas ouvert ».

Le produit devient un préalable à tout acte pour le rendre efficace ou en maximiser le plaisir :

« On se croirait dans un bouquin de science-fiction des années 50 : c'est heu... le culte de la performance : on prend une pilule pour tout. On prend une pilule pour aller bien, on prend une pilule pour bander, on prend une pilule pour débander, on prend une pilule pour enculer, on prend une pilule pour se faire enculer, enfin... quand je dis « on prend une pilule... », on prend un « produit »... ».(usager)

« Tu vois, l'autre jour, j'étais à une partouze, comme ça, y avait un mec qu'était en train de me baiser... Au bout d'un moment, je fais « hop », je fais : « p'tit coup de pompe ! » Et il me fait : « ben quoi, t'es passif, ou t'es pas passif ?!! » Euh... « ben oui, je suis passif... Mais là n'est pas la question... »[...] Et du coup, il me fait : « tu veux un truc ou quoi ? » - « Ben non, ça va ! Je vais m'asseoir... deux minutes... c'est tout, voilà ! »...[...] je suis passif, mais c'est pas pour autant que je vais accepter de me faire baiser par euh... par 10 mecs pendant 5h, tu vois... » (usager)

La ritualisation et systématisation de l'usage des produits interpellent y compris des usagers fréquentant depuis longtemps les scènes de rencontres homosexuelles privées ou festives, où drogues et sexualité s'entremêlent :

« Je vois pas plus de gens mourir qu'avant. Je vois pas plus de gens perdre leur travail, perdre leur famille, euh... devenir accro... je vois pas plus ça qu'avant, en fait. Je vois juste plus des gens

en prendre, et je vois plus des gens qui sont dans un trip perfo... dans la performance, quoi ».
(usager)

Culte de la performance certes, et forme d'auto-prescription de soi, de performance de soi, où il s'agit d'être celui que l'on a envie d'être, celui qui saura expérimenter ce qu'il a envie d'expérimenter, dans la fête, dans la sexualité, être l'actif ou le passif qu'on espérerait être, si possible au maximum de ses possibilités, et pour cela on s'auto-administre les produits qui répondent à ces exigences. Auto-prescription qu'on peut entendre au sens littéral, quand on constate que ceux d'entre eux qui ont le pouvoir/ la légitimité de la prescription (les médecins), se délivrent les ordonnances nécessaires pour l'obtention des molécules (benzodiazépines principalement) qui les aideront à vivre les descentes...

Des produits qui répondent à ces attentes

Certaines molécules répondent particulièrement aux désirs que nous évoquions, qu'elles soient consommées depuis longtemps dans ces milieux ou plus récemment du fait de l'évolution des marchés.

Les plus régulièrement citées sont les historiques GHB/GBL et poppers, mais aussi les cathinones (3MMC et 4MEC (parfois prononcées « *formec* ») qui restent emblématiques des pratiques de chemsex et de slam : on les retrouve à chaque soirée, et elles sont pour certains usagers totalement affiliées à la sexualité « *c'est pas de la drogue de club, de la drogue de chambre* », d'où leur surnom de « *poppers en poudre*³⁸» parfois entendu, ce produit étant un classique des soirées sexuelles en milieu festif gay. Elles peuvent même pour certains correspondre aux pratiques sexuelles qu'elles sont prétendues faciliter : « *en gros dès qu'il y a le chiffre 3, c'est plus pour les passifs, et dès qu'il y a le chiffre 4, c'est plus pour les actifs* » (usager). D'autres usagers ont l'opinion inverse, mais la plupart s'accordent sur le fait que l'important reste qu'il s'agisse bien du même type de molécules, qu'ils ne savent d'ailleurs pas toujours nommer (cathinones). Leur effet stimulant et euphorisant, la désinhibition, le « *plane* » et les désirs sexuels accrus, en font des « *drogues du sexe idéales* ».

Beaucoup moins chères que la cocaïne, aux effets réputés plus maîtrisables que la MDMA, les cathinones sont, de plus, facilement accessibles via Internet, mode d'obtention qui a des connotations très positives pour ces usagers. D'une part ils peuvent se fournir en relative autonomie sans pour cela avoir besoin d'entretenir un lien avec un revendeur ou un milieu spécifique, d'autre part le faible coût leur permet d'avoir des quantités répondant aux attentes (ou induisant les pratiques...) de marathon sexuel (« *souvent on s'arrête quand y'a plus de produit...* »). Enfin, les achats se font sur des sites qui ont toutes les caractéristiques pour mettre les usagers en confiance : le design est souvent soigné, et le marketing est jugé « *rassurant* » (cf. p 28) :

« Y'a toutes les infos, jusqu'à la structure moléculaire, la masse moléculaire ! T'as le dessin de la molécule... », « ça fait propre et sérieux ». (usager)

Il pourrait même laisser penser à certains que « *ces produits sont fabriqués dans des laboratoires en inox ou chrome aseptisés* », qu'il s'agit là de produits contrôlés et vérifiés à toutes les étapes de leurs fabrications, et alors qu'importe que l'étiquette mentionne *not for human consumption* ou *only for research*, la confiance se joue ailleurs. A cela s'ajoute la discrétion du pli postal, la commande reçue

³⁸ On notera l'évolution progressive de l'analogie devenant une confusion totale entre les deux produits : « c'est comme du poppers », puis « c'est une sorte de poppers », et enfin « c'est du poppers (en poudre) ».

sous enveloppe protectrice, avec parfois un numéro de suivi du colis si l'on y met quelques euros de plus.

Les adresses de sites s'échangent entre usagers, les mêmes noms revenant dans les discours d'une personne à l'autre en fonction des périodes. Tel site est bien réputé durant quelques semaines/mois, puis des usagers sont déçus d'une commande (délais, quantité, prix), et un nouveau site est privilégié par la communauté.

Une pénurie de 3MMC au début de l'automne 2017 a aussi marqué le milieu : elle n'était plus accessible sur la plupart des sites fréquentés, d'autres sites ont été testés mais sans nécessairement plus de succès (soit que la 3MMC n'y était pas plus disponible, soit qu'à réception la facture mentionnait une autre molécule, soit que le produit reçu était jugé « mauvais » (« *moins bon, moins fort* », ou plus difficile à injecter du fait d'un effet de « gélification ») et suspecté de ne pas être de la 3MMC³⁹. Certains sites ont pu eux-mêmes mentionner la pénurie et proposer d'autres molécules en remplacement : 3CMC, 3 MEC, 4CEC, ont ainsi fait partie des consommations fréquentes à cette période. Une hospitalisation d'urgence d'une personne a pu également mettre en évidence de la pentédrone dans ses urines, une autre sorte de cathinone également mentionnée à la consommation par d'autres usagers mais dont l'effet ne leur a pas paru très intéressant en comparaison de la 3MMC. Un usager évoque deux types de 3MMC, une blanche et une « *yellow* » sans pouvoir spécifier leurs critères de distinction autre que la puissance des effets.

Nous évoquons les classiques GHB/GBL et Poppers qui remplissent leur rôle de stimulants sexuels en augmentant la libido et la désinhibition, même si l'usage de G peut pour certains chemsexers être assimilé à « *une pratique de vieux* », lesquels notent la moindre présence de ce produit aujourd'hui, et en comparaison des cathinones. Celles-ci peuvent d'ailleurs être jugées plus faciles à gérer que le GHB/GBL puisqu'elles n'exposent pas au risque de G-hole en cas de consommation d'alcool, et semblent provoquer une montée plus marquée et plus appréciée.

Le poppers jouit quant à lui depuis toujours d'un large plébiscite dans ce milieu, remis au goût du jour régulièrement par un marketing important permis par son statut légal, qui le rend également disponible sur les lieux de fête et dans les magasins spécialisés. Certains indiquent qu'on y choisit son poppers comme on choisit son vin, le vendeur y allant de ses bons conseils :

« Le mec il te dit « ben voilà, tu voudrais un poppers, et pour faire quoi ? Parce que t'es plutôt actif ? T'es plutôt passif ? Est-ce que c'est pour le sexe ? Est-ce que c'est pour la soirée ? » Et tout ça... Il va te conseiller pour ça, comme un caviste ! » (usager)

Cocaïne et MDMA font aussi partie du paysage, parfois consommées avec les cathinones ou en alternance, et beaucoup plus rarement la méthamphétamine, ici appelée Tina, qui a pu être cependant mise en évidence dans deux analyses d'urine de personnes pratiquant le chemsex, réalisées par le laboratoire hospitalier Lyon-Sud.

A la marge, alpha PVP (nommé alpha) et MDPV ont été mentionnés par quelques usagers, sans que nous ayons de réelle visibilité de l'importance de ces usages.

Enfin, les produits érectiles sont particulièrement consommés dans ce contexte pour augmenter les performances ou pallier à la perte d'une érection satisfaisante provoquée par les cathinones notamment. Viagra® et Cialis® sont fréquemment cités, souvent achetés sur Internet et parfois consommés avec l'idée que, ne s'agissant pas de la même molécule (sildenafil pour le Viagra®, tadalafil pour le Cialis®), les précautions qui invitent à ne pas mélanger avec le poppers ne

³⁹L'an dernier un produit collecté via SINTES au motif de cette gélification avait permis de révéler que la molécule en question n'était pas de la 3MMC mais de la 4CEC, un autre cathinone très peu connue à l'époque.

s'appliqueraient pas avec le Cialis® (alors qu'elles sont relativement bien intégrées s'agissant du Viagra).

Pour finir, ce sont les benzodiazépines (anxiolytiques et somnifères) qui seront utilisés pour gérer le sommeil et les états anxieux ou dépressifs des redescentes, pouvant s'étendre de la fin de soirée à plusieurs jours suivants celle-ci.

En plus du sniff et de l'injection, certains produits peuvent être fumés (notamment la cocaïne, après basage), mais aussi pris de manière intra rectale, l'absorption par la muqueuse anale permettant d'obtenir un effet intense rapidement. Cela concerne surtout la cocaïne et les cathinones, parfois la kétamine, qui seront mélangées à un lubrifiant et directement introduites dans l'anus, ou diluées dans un peu d'eau et administrées au moyen d'un corps de seringue sans aiguille ou d'une pipette (pratique dite du « *plug* »). Le plug peut notamment être apprécié pour l'effet « *chauffant* » du produit sur cette muqueuse particulièrement sollicitée et sensible dans le cas des pratiques de sexe anal, mais apprécié aussi parce qu'il permet de varier les modes de prise de produits, notamment quand l'injection se fait difficile.

« Soit ils essaient une fois... au bout de deux fois, ils arrêtent....et s'ils voient que ça marche pas, ben OK, on propose un plug. D'ailleurs le plug... il vient souvent à ce moment-là. « OK, l'injection marche pas parce que t'y arrives pas, j'y arrive pas, ben voilà, je vais te montrer un truc ». La drogue, elle est pas perdue, vu que... elle va te resservir et euh... voilà... on va faire un plug ». (usager)

Une récente étude réalisée sur Lyon dans le cadre d'un mémoire de sexologie⁴⁰, auprès d'hommes pratiquant le chemsex, confirme les données qualitatives que nous venons de présenter, et pointe les prévalences d'usage suivantes : sur les 55 hommes interrogés (ayant entre 24 et 62 ans), 98% consommaient du poppers, 92% du GHB, 87% de la cocaïne, 76% des amphétamines, 72% des cathinones (3MMC et 4MEC), 67% du cannabis, 25% du LSD, 10,9% de l'héroïne (Buathier 2017). Concernant les modes d'obtention, les cathinones ont pu être cédées par un tiers pour 72% des personnes, 69% les ont déjà achetées sur Internet, mais aussi achetées à un partenaire pour 41% d'entre elles, ou à un revendeur pour 29 % (Buathier 2017). Nous pouvons ainsi relever le fort recours à la communauté (cédées et achetées au partenaires), mais aussi l'auto-provisionnement par internet, tous deux particulièrement emblématiques de ce milieu.

Concernant les modes de consommation, l'étude met en évidence l'usage du sniff pour 81 % des personnes, l'injection pour 78 % d'entre elles, la voie orale pour 50 %, et rectale pour 36 % (Buathier 2017). Les premières injections furent pour 88 % des personnes réalisées par un tiers, et 72 % se sont ensuite autonomisées dans la pratique (18 % continuant donc de se faire injecter par quelqu'un).

L'obtention du matériel de consommation oscille entre dépannage communautaire et autonomie dans l'achat via les pharmacies, principalement hors des dispositifs spécialisés. Ici, l'étude stipule que 69 % de ces hommes vont l'acheter en pharmacie, qu'il est donné par un tiers pour 30 % d'entre eux, et provient des CSAPA ou CAARUD pour seulement 12,7 %. Internet est également une voie d'accès au matériel, 7,3 % de ces usagers y ont recours.

⁴⁰Frederic Buathier « Trouble d'hypersexualité et consommation de nouveaux produits de synthèse en population HSH. Une étude chez 55 usagers de cathinones de synthèse en contexte sexuel » mémoire bibliographique pour le diplôme interuniversitaire d'études de la sexualité humaine, LYON 2017

Le type de matériel fourni par les CSAPA et CAARUD étant beaucoup plus diversifié que celui disponible en pharmacie, cela motive en partie la venue de certains slamers dans ces lieux : ils y demandent principalement des seringues de couleur 1 CC, des Sterifilt® voire des toupies, des champs stériles, des seringues pour le plug, et des garrots, mais surtout spécifiquement du matériel en quantité : c'est souvent un minimum d'une centaine de seringues qui est délivré à chaque passage, l'usager fournissant généralement plusieurs personnes, principalement celles avec qui il consommera, et certains ont à cœur que le matériel ne manque jamais :

« Moi, je sais, par exemple, que je fournis énormément. [...] je dis que j'ai beaucoup de matos, donc je peux venir avec beaucoup de matos, moi j'arrive avec une dizaine de Stéribox® ». (usager)

Certains usagers qui accueillent chez eux prennent également soin de préparer du matériel en amont de l'arrivée des convives, comme par exemple des tampons d'alcools disposés à plusieurs endroits.

Il est intéressant de noter que plusieurs usagers ont pu lors de leur passage au CAARUD regretter qu'un certain type de garrot ne soit pas disponible, en l'occurrence ceux munis d'une attache en métal et qui sont les modèles utilisés dans les hôpitaux. Ces usagers semblant les utiliser habituellement, il est probable que ce matériel est d'ordinaire ramené par des personnes qui y ont accès sur les lieux de travail...

La problématique récurrente semble être celle de la gestion du matériel usagé, à la fois dans le cours de la soirée où les seringues traînant peuvent conduire à des accidents (piques involontaires avec une seringue usagée) mais aussi aux termes de celle-ci lorsqu'il s'agit de savoir où jeter la grande quantité de matériel souillé, et ce relativement discrètement (les containers jaunes de récupération n'étant pas toujours adaptés dans ce cadre...)

Si la principale raison qui conduit les slamers à pousser la porte du CAARUD est celle de l'accès à du matériel adapté, cela permet alors à ces usagers de rencontrer des intervenants qui pourront les conseiller quant à leurs difficultés et répondre à leurs questions, essentiellement centrées sur les pratiques d'injections, l'utilisation des filtres, l'évitement des dommages veineux, mais parfois aussi sur les produits, voire des demandes d'analyses (CCM et/ou SINTES).

Risques et Dommages

Les pratiques dont il est question ici, « à la croisée des thèmes touchant à l'intime et la sexualité d'un côté et aux drogues illicites de l'autre, [peuvent être] logiquement le terreau de nombreux phantasmes qui peuvent attirer des usagers tout en contribuant à stigmatiser ces comportements ⁴¹ ». Il nous paraît donc essentiel d'insister sur l'importance de ne pas cibler une communauté en particulier, des préférences sexuelles ni même des produits en tant que tels. De multiples dimensions interviennent dans les facteurs de risques, sociales, contextuelles, psychologiques (Melendez-Torres et Bourne, 2016 ; Race et al., 2016 ; Rhodes, 1996) qui vont bien au-delà du seul produit et/ou profil de personnes. Ainsi tous les usagers de drogues ne sont pas concernés de la même manière par des dommages liés aux consommations, la majorité d'entre eux ne rencontrant d'ailleurs pas de difficultés majeures avec leurs usages, et cela vaut pour l'ensemble de la population consommant drogues et médicaments détournés (y compris ceux qui sont plus souvent stigmatisés par leurs conditions : les jeunes, les marginaux, les homosexuels, les mères de familles, etc.). Il paraît essentiel de le rappeler ici, alors que la stigmatisation sociale est double (drogue et (homo)sexualité).

⁴¹ OFDT, Théma Chemsex/slam, Milhet et Nefau 2017.

Les risques sont toutefois accentués dans les situations où certaines dimensions comme l'intensité des consommations, la moindre maîtrise des techniques d'usages, et des pratiques sexuelles associées plus extrêmes et/ou sans protection, sont particulièrement présentes, notamment chez une population d'autant plus concernée par des contaminations VIH et VHC.

Nous avons signalé en introduction l'augmentation récente des signaux sanitaires sur la région lyonnaise, mise en évidence l'an dernier (cf. rapport 2016), pouvant attester de la hausse des usages et des problématiques liés à l'usage de NPS en contexte sexuel sur la ville de Lyon.

Ces problématiques peuvent être d'ordre somatique ou psychique, liées directement aux pratiques de consommations (concomitantes à l'usage ou dans les effets à plus long terme) mais aussi aux pratiques sexuelles plus extrêmes favorisées par ces consommations. Les services d'accompagnements et de soins amenés à rencontrer ces usagers seront donc divers (services de médecine générale, urgences somatiques ou psychiatriques, service d'addictologie, de sevrage ou de réduction des risques...). L'étude de F. Buathier a pu pointer que 40 % des personnes rencontrées avaient déjà pu avoir recours au service des urgences (Buathier 2017).

Les risques et dommages liés aux (sur)consommations et modalités de consommation

Une vingtaine de décès liés à des pratiques de chemsex sont mentionnés sur l'agglomération lyonnaise depuis environ un an, après totalisation des cas évoqués par des associations et des usagers. Un décès par intoxication à la méthoxetamine et 3MMC avait été mentionné également par la police scientifique début 2017, en septembre 2017 l'association AIDES a alerté son réseau⁴² à propos de plusieurs décès survenus en quelques jours d'hommes pratiquant le chemsex, suspectant l'implication de cocaïne et de cathinones, mais sans que ne soient accessibles les rapports d'autopsie et donc que les causes exactes des décès ne puissent être avérées. Quatre décès ont été recensés en deux semaines, et d'autres décès avaient déjà été signalés, durant l'été. Début 2018 de nouveaux décès ont été rapportés sur Lyon notamment suite à des surconsommations de GHB. Fin juillet 2018 l'ARS émettait un signalement à destination des associations de prévention, CSAPA, CAARUD et CeGIDD pour alerter sur cette situation locale.

Il semble difficile de récolter précisément ces informations qui ne sont pas répertoriées en tant que telles ou rendues accessibles (confidentialité des rapports de la médecine légale) et bien souvent ce sont les amis, compagnons, ou connaissances des victimes qui informent leurs groupes de pairs, mais sans ne toujours souhaiter que l'information soit diffusée plus largement.

Sans aller jusqu'à la surdose mortelle, des problèmes récurrents sont rencontrés dans le cours des soirées, comme des hyperthermies, des difficultés d'élocution, des badtrips, qui sont bien souvent dus à un surdosage du produit.

Si certains usagers pèsent avec exactitude leurs poudres, les observateurs TREND rapportent également des scènes où les produits quels qu'ils soient sont consommés après une estimation « à l'œil » indépendamment du type de drogue, ou dosés au volume et non au poids (avec un cure oreille en plastique par exemple).

« Certains gars se réfèrent à des drogues consommées une fois précédente, à la taille de la trace du pote à côté, quel que soit le prod », (resp. observation)

⁴² Réseau d'usagers et d'intervenant médico-sociaux, et notamment via le groupe Facebook dédié au chemsex.

« C'est un jeu sexuel = une trace, ils ont connu ça avec les cathinones du coup ils font ça avec tous les prods, sauf que une trace de MDMA toutes les 30min c'est pas pareil, ou de kéta, ou de G ! ». (resp. observation)

Ici, contrairement à l'idée que les NPS nécessiteraient toujours un dosage beaucoup plus minutieux que les drogues « classiques », la 3MMC par exemple peut s'avérer moins problématique à doser que des produits déprimeurs type GHB et kétamine, bien que la surconsommation de cathinones soit aussi dangereuse.

A cela s'ajoute un fort craving de ces produits qui poussent à consommer fortement, d'autant que les usages sont particulièrement ritualisés dans les cas d'alternance avec des actes sexuels. A la convivialité et l'échange que cela permet, s'ajoute une routine et une systématisation de la consommation qui peut engendrer plus de quantité consommée.

De plus le GHB reste un produit particulièrement difficile à doser du fait du faible écart entre dose récréative et dose létale, mais aussi parce qu'il entraîne une forte distorsion dans la perception du temps, et qu'il peut ainsi être difficile d'estimer le laps de temps écoulé depuis la dernière prise une fois sous l'effet du produit.

Des troubles de l'érection sont aussi fortement présents du fait de l'usage des produits, qui poussent d'ailleurs une partie des usagers à consommer plus de médicaments érectiles. A plus longs termes des usagers rapportent également des problèmes cutanés, associés ou non à l'injection, des maux de ventre et problèmes intestinaux, et des céphalées.

L'injection, sa répétition, les pratiques peu hygiéniques (cf. plus loin) occasionnent chez nombre de ces usagers des dommages veineux fréquents : abcès, thromboses, hématomes, qu'ils peuvent faire constater lors de leur consultation en centre spécialisé, auprès de leur médecin ou en CAARUD. Des professionnels de CAARUD indiquent d'ailleurs que plusieurs slamers évoquent des « *amis dans des situations bien pires n'osant pas venir au CAARUD* », ce qui leur laisse à penser qu'ils ne rencontrent pas nécessairement les dommages somatiques les plus importants. Les usagers eux-mêmes indiquent parfois « *se charcuter* », devant s'y reprendre à plusieurs reprises avant de trouver une veine et de réussir l'injection, sur eux-mêmes ou sur un compagnon de soirée.

Les risques et dommages indirects liés aux effets des produits

Moins de protection et de RDR

Il semble que l'effet de désinhibition des cathinones s'accompagne d'une moindre exigence rapportée par les usagers à la fois sur les choix de partenaires, mais aussi sur les pratiques de réduction des risques (liées aux pratiques sexuelles et de consommation).

Lorsque la consommation a lieu en amont de la connexion à l'application, ou lorsque des partenaires sont choisis une fois la soirée déjà commencée, les usagers indiquent fréquemment que le choix du partenaire ne correspond pas toujours à ce qu'ils auraient souhaité en temps normal, c'est à dire sans que leurs sens ne soient altérés par le produit.

« Il n'y aurait pas eu de prods, les mecs n'auraient pas baisé ensemble » (usager)

Cela n'est pas dommageable en soit si ce n'est le sentiment désagréable des (sur)lendemain que plusieurs usagers associent à une phase dépressive et qui motive chez certains le désir de stopper ces

usages. Le sentiment de perte de contrôle de ses désirs contrebalance ici la recherche initiale de pouvoir réaliser des pratiques qui ne leur sont pas accessibles sans les produits.

De plus, c'est aussi une moindre attention à l'hygiène et aux pratiques de réduction des risques qui est fréquemment pointée par les usagers, qu'ils le regrettent ou l'assument pleinement. Les préservatifs sont très peu utilisés, que les usagers s'affilient ou non directement à la pratique du *bareback*⁴³. Un certain nombre d'entre eux sont cependant sous traitement prophylactique (PREP), le Truvada® pouvant être vu par certains comme une « *capote moderne* ». Des contaminations, ou recontaminations, VHC sont fréquentes chez les slamers, de même que celles par l'hépatite A⁴⁴.

Au-delà des activités sexuelles non protégées, c'est également les pratiques de réduction des risques liés aux consommations de produits qui se trouvent limitées du fait de l'effet de ces derniers : les cathinones seraient réputées balayer les précautions habituellement prises par les usagers, en termes de non-réutilisation ou prêt du matériel, et de filtration notamment.

« *En début de soirée tout le monde fait gaffe, et puis au bout d'un moment plus rien* » (usager)

« *Au début j'utilise la toupie, mais au bout de 3 ou 4 injections, c'est fini c'est au coton direct. Surtout si je commence à trembler* » (usager)

Des usagers ayant des parcours de consommateurs de produits antérieurement aux pratiques de chemsex tels qu'ils les vivent actuellement notent particulièrement ce relâchement dans les attitudes de préventions qui étaient d'ordinaire les leurs. Certains indiquent ainsi que, telle une évidence, la soirée s'arrête lorsqu'il n'y a plus de produit, et non pas quand il n'y a plus de matériel...

Pratiques corporelles plus extrêmes

Les pratiques sexuelles rencontrées dans le cadre de soirées chemsex ou slam apparaissent souvent comme plus extrêmes et entraînant alors des risques ou dommages spécifiques. C'est notamment le cas des pratiques de fist, qui lorsqu'elles sont réalisées sous cathinones, cocaïne et plus encore kétamine, peuvent conduire à des perforations intestinales du fait d'une moindre appréhension des limites corporelles. C'est également le cas de certaines pratiques comme la momification (le corps étant comprimé par des bandelettes de diverses matières), là encore nécessitant une vigilance importante sur plusieurs paramètres, pratique qui aurait d'ailleurs entraîné le décès d'un homme par étouffement au printemps 2018, vraisemblablement après une consommation importante de produits chez la victime et les participants.

Le nombre de partenaires et surtout l'amplitude horaire durant laquelle se déroulent ces soirées peut également aggraver des dommages corporels ou psychiques du fait du manque de sommeil et d'alimentation/hydratation sur cette période.

⁴³ Le *bareback* (littéralement « chevauchée à cru »), désigne les relations sexuelles volontairement sans préservatifs. Le barebacking peut être un courant de revendications spécifiques prenant place dans un contexte culturel et politique précis (fin des années 90 aux Etats-Unis), et faire également l'objet de vives controverses (en lien avec des conceptions sur la liberté, les risques, la responsabilité, l'individu et le collectif...) dans les communautés (militantes, scientifiques, etc.), auxquelles nous invitons à s'intéresser par ailleurs.

⁴⁴ L'hépatite A a fait d'ailleurs l'objet d'une campagne de prévention ciblant plus spécifiquement les hommes gays, suite à une hausse considérable des contaminations qui touche d'ailleurs toute l'Europe. « *Entre le 1er janvier et le 31 mai 2017, 771 cas d'hépatite aiguë A ont été déclarés : 65 en janvier, 87 en février, 155 en mars, 185 en avril et 279 en mai. Sur les 5 premiers mois de l'année, le nombre de cas d'hépatite aiguë A déclarés est déjà supérieur aux 693 cas recensés en 2016 et touche particulièrement les hommes. Les régions Ile-de-France (221), Hauts-de-France (157) puis en Auvergne-Rhône-Alpes (79), Provence-Alpes-Côte d'Azur (53) et Occitanie (50) sont les plus touchées.* » <https://www.santepubliquefrance.fr/Actualites/Hepatite-A-hausse-du-nombre-de-cas-chez-les-hommes-gays-et-bisexuels>

Des usagers rapportent que la multiplication des plans chemsex ou slam impacte leur sociabilité, du fait de la progressive exclusivité de sorties consacrées à ces pratiques, et de la difficulté croissante à maintenir leurs activités en semaine, que cela concerne le travail ou la fréquentation d'amis/famille. Les redescentes sont parfois très douloureuses, psychologiquement et physiquement, s'étalent sur plusieurs jours, associées à des troubles de l'humeur difficiles à vivre pour l'utilisateur et son entourage. La sexualité hors produit peut devenir compliquée, l'étude de F. Buathier pointait que 51% de répondants n'avaient plus de sexualité sans consommation de NPS, et 40 % mentionnaient la détérioration de la relation avec le partenaire régulier. Cette même étude indiquait que 81 % des personnes vivaient un retentissement sur leur santé psychique, 78% sur leur sociabilité, et 67 % sur leur activité professionnelle.

Les troubles des comportements alimentaires sont également fréquemment rencontrés chez ces usagers :

« Les troubles des comportements alimentaires, associés à toutes ces pratiques, soit c'est de l'anorexie, soit c'est de la boulimie, mais alors, c'est vraiment hyper fréquent ». (focus sanitaire)

Les conséquences sociales sont également à envisager différemment selon l'âge de la personne, les enjeux d'une forme de désocialisation n'étant pas les mêmes pour des jeunes de 20 ans dont le mode de vie s'accommode parfois mieux d'un rapport plus lointain au travail et à un rythme de vie décalé, que pour des hommes ayant dépassés la quarantaine, cinquante et parfois plus en prise avec des attentes sociales conventionnelles.

Accompagnement médico-social et communautaire

Il semblerait que la plupart des slamers soient rencontrés par les mêmes professionnels de certains services ou cabinets de médecine générale. A l'inverse d'une forme de « nomadisme médical » rencontrés chez les usagers de la rue qui vont pour certains de médecins en médecins multiplier les prescriptions, ici au contraire les usagers s'orientent entre eux vers certains services auprès desquels ils auront trouvé une aide ou du moins une écoute jugée attentive et bienveillante. En effet la difficulté à évoquer ces pratiques hors des services spécialisés est souvent soulevée par les usagers :

« Enfin, c'est la honte totale, hein. Quand tu te retrouves à l'hôpital à cause de ça , euh... Tu peux pas en parler, quoi ». (usager)

Parole que certains jugent parfois même impossible quel que soit le service, parler sexualité en service d'addictologie, et produits en consultation sexuelle, n'étant de fait pas toujours évident. Ce sont particulièrement les services délivrant la PREP qui ont rencontré en priorité ces usagers, les prises de risques étant ici plus facilement questionnables, et de fait celles concernant les usages de produits ont pu être abordées. La « *figure positive* » que l'utilisateur peut représenter en se définissant « *prepeur* » participe à faciliter l'échange avec les soignants.

La confiance gagnée petit à petit, et la mise en place de temps d'accueil spécifiques, ont permis l'accès de ces usagers aux services d'accompagnement. Ainsi une permanence « sexualité et produits » a été ouverte en 2016 au Centre de Santé Sexuelle⁴⁵ dans le 1^{er} arrondissement (lui-même ouvert en 2016), tenue par l'association d'auto-support Keep-smiling et le CSAPA de la Croix-Rousse (qui a également une consultation spéciale cocaïne et NPS), 79 personnes y ont été rencontrées en 2017. L'association

AIDES a organisé depuis le printemps 2018 des Afterworks Chemsex une fois par mois, et encourage les usagers à faire analyser leurs produits en proposant des collectes via le dispositif de CCM et SINTES, de même que les deux CAARUD de la ville et de Keep-Smiling. Aides et Keep Smiling distribuent également des doseurs à GHB, permettant de préparer à l'avance ses doses (et donc potentiellement de limiter sa consommation) dans un moment où l'utilisateur est plus apte à estimer les quantités.

OÙ TROUVER DE L'AIDE À LYON POUR DES PROBLÈMES LIÉS AU CHEMSEX ?

AIDE À DISTANCE
 Drogues Info Service : 01 70 23 13 13
 Ligne d'urgence de Aides : 01 77 93 97 77
 07 62 93 22 29

ACCUEIL, DÉPISTAGE, MATÉRIEL, RÉDUCTION DES RISQUES

- 69001 - Ruptures - 36 rue Burdeau - 04 78 39 34 89
- 69002 - AIDES - 10 rue Marc-Antoine Petit - 06 34 45 51 27
- 69002 - Distribox - Quai Jules Courmont (face à l'hôpital)
- 69003 - Pause Diabolo - 64 rue Villeroi - 04 78 62 03 74
- 69006 - Keep Smiling - 3 rue Barabain - 04 72 60 92 66
- Bus itinérant - Association Ruptures
 Dimanche 18h Terreaux / 19h Croix-Rousse / 20h Vaise
 Groupe Facebook : Info Chemsex (by AIDES)

SOINS ET PRISE EN CHARGE

- 69001 - Centre de Santé et de Sexualité
 5 rue Griffon - 04 28 29 04 87
- 69003 - CSAPA Hôpital Edouard Herriot
 5 place d'Arsonval Pavillon K - 04 72 11 78 52
- 69004 - CSAPA Hôpital de la Croix-Rousse
 103 grande rue Croix-Rousse Bât.C 1^{er} étage - 04 26 73 25 90
- 69007 - Hôpital Saint-Luc Saint-Joseph
 20 quai Claude Bernard - 04 78 61 88 68

URGENCES PSYCHIATRIQUES

- TOUT LYON - Pompiers ou SAMU 112 (portable) ou 18
- Urgences Hôpital Lyon Sud
 165 Chemin du Grand Revoyet - 69310 PIERRE-BÉNITE
 04 78 66 20 63
- Urgences Centre Hospitalier Saint-Luc Saint-Joseph
 20 quai Claude Bernard - 69007 LYON
 04 78 61 86 42
- Hôpital Edouard Herriot - Service urgences psychiatriques
 5 place d'Arsonval - 69003 LYON
 04 72 11 00 09



Doseur à GHB/GBL, pipette et tube refermable

Le COREVIH a également mis en place une campagne de prévention localement (création d'un site Internet chemsex.fr, et d'un film éponyme⁴⁶ projeté lors de cession de formation et de soirées-discussions).

⁴⁵ Inauguré par le COREVIH et Virage Santé

⁴⁶ Chemsex, Barbara Arsenault, 2018.

Conclusion sur l'espace festif

Pour conclure l'analyse des données concernant l'espace festif dans son ensemble, il semble intéressant de pointer les constats transversaux soutenant l'idée que, quelques soient les espaces, les publics qui les fréquentent, les modalités d'organisation et les références culturelles mobilisées, les motivations à l'usage sont en partie similaires et ainsi les produits consommés de catégories semblables.

Stimulants et empathogènes permettent de faire la fête plus longtemps, de mieux se lier aux autres, à la musique, de ressentir plus intensément les plaisirs du corps, qu'il s'agisse de la danse ou de la sexualité. Les produits sont des lubrifiants sociaux et corporels, peu différents de l'alcool en termes de recherches de sensations, d'effets escomptés : l'ivresse pour la fête dans toutes ces dimensions, au-delà des effets chimiques instantanées procurant un plaisir à soi et pour soi. Les calculs coûts-effets sont d'ailleurs régulièrement évoqués par des usagers en rapport avec l'alcool. Ainsi pour des produits comme l'ecstasy ou certains hallucinogènes, l'effet désinhibiteur est perçu comme « *à moindre frais* » à plusieurs niveaux : moins cher (et durant plus longtemps), et aux conséquences souvent moins difficiles à gérer les lendemains.

Si les usages collectifs dans les groupes de pairs sont déterminés par les contextes⁴⁷, ils sont également teintés du rapport personnel (idiosyncratique), que chaque individu entretient avec les produits. Ce rapport peut avoir des effets directs sur le groupe, en influant sur la facilité d'accès, la disponibilité du produit, et les représentations associées: un usager maîtrisant l'outil Internet/Darknet peut alimenter en substances diverses un groupe d'amis, un autre qui, amateur de nouveaux produits, peut mettre occasionnellement en circulation des molécules dans un réseau d'usagers, un autre prend un rôle de « prévoyant » (milieu gay, entre autres) et rend la disponibilité du produit plus régulière dans certaines soirées, ou encore un usager participant à marquer positivement, ou moins négativement, l'usage (le produit ou le mode de consommation) de par ses attributs sociaux (profession médicale par exemple).

Les convivialités dans ces espaces sont ainsi réalimentées, redéployées avec les produits, s'organisent ou se réorganisent, se régulent et se dérèglent parfois aussi, dans un contexte où nous l'avons vu, ces usages peuvent apparaître comme de plus en plus fréquents et rendus « habituels » aux yeux des consommateurs comme des non-consommateurs (notamment pour l'ecstasy et la cocaïne).

⁴⁷ Nous avons vu qu'en dépit de la similarité de leurs motivations à l'usage, chaque groupe a parfois à cœur de se démarquer d'autres usagers, notamment parce que leur pratique est jugée hors-cadre/limites (les hallucinogènes des « teufeurs » en espace clubbing par exemple), et parfois au sein même de la communauté (le slam chez les gays par exemple).

Approche par produit

Tableau récapitulatif des prix signalés en 2017/ Région Lyonnaise

	Prix relevés	Commentaires	Sources
Héroïne	Prix bas : 30 €/g Prix haut : 50 €/g Prix courant : 40 €/g au zip : 100 €/5g	Pas d'héroïne blanche. Concurrence réseau albanais (80€/zip)	RdRD - Focus Loi Ethnographie Informateurs-clé
BHD	<i>Subutex® : cachet 8mg</i> Prix bas : 2 € Prix haut : 5 € Prix courant : 3 € Boite de 7 cachets : 15€	Revendu exclusivement en contexte urbain	RdRD Ethnographie Focus Sanitaire Informateurs-clé
Méthadone	Fiole de 60mg : Prix courant : 10 € Prix haut : 15 €	Idem Subutex®	RdRD Ethnographie Informateurs clé
Sulfates de morphine	<i>Skénan® : gélule de 200mg</i> Prix courant : 5 € prix haut : 10 € Boite de 14 : 50 €	Fluctuation des restrictions de prescription influe sur le prix au marché noir	RdRD Ethnographie Informateurs Clés
Benzodiazépines	<i>Valium® :</i> <i>boite de 10 cachets de 10mg :</i> 4 €	Très accessible en marché de rue	RdRD Ethnographie
Opium	30 € /g	Peu accessible, réseau privé	Ethnographie Informateurs-clé
Cocaïne	Prix bas : 50 €/g Prix haut : 120 €/g Prix courant : 70/80 €/g	Prix bas (< de 80€) de plus en plus fréquent, ainsi que revente au demi - gramme. Grande variabilité du prix selon réseau et contexte	RdRD Ethnographie Informateurs-clé Focus Loi
MDMA	<i>MDMA poudre et cristaux</i> Prix bas : 40 €/g Prix haut : 70 €/g Prix courant : 60 €/g	Vente au gramme, à la gélule, ou au parachute en festif.	RdRD Ethnographie Focus loi
	<i>Ecstasy (comprimé)</i> Prix courant : 10€	Prix dégressif dès l'achat de 3 ou 4 comprimés.	RdRD Ethnographie Focus Loi
Speed	Prix bas : 10 €/g Prix haut : 20 €/g Prix courant : 15 €/g	Variabilité du prix selon degré de proximité avec revendeurs.	RdRD Ethnographie informateurs-clé
LSD	Prix bas : 5 € Prix haut : 15 € Prix courant : 10 €	Vente à la goutte ou au buvard, prix dégressif.	RdRD Ethnographie Informateurs-clé
Kétamine	Prix courant : 40 €/g	Vente au demi-gramme, parfois à la trace.	Ethnographie Informateurs-clé
Cannabis	Résine : 4-5 €/g Herbe : 6-10 €/g	La résine se revend plus souvent au prix au détail (20-50€), l'herbe au gramme.	RdRD Ethnographie Informateurs clé Focus Loi / sanitaire

Données concernant la composition des produits en circulation dans la région

Les données présentées ici ne sont pas représentatives de l'ensemble des produits en circulation, ni ne peuvent être interprétées en pourcentages généraux puisque les échantillons collectés ne sont pas suffisamment nombreux pour être significatifs, qu'il s'agisse des analyses CCM portant sur un nombre trop faible d'échantillons et ne délivrant pas toutes les informations nécessaires à l'établissement d'une composition exacte et quantitative, ou des analyses SINTES dont les collectes se réalisent sous des critères spécifiques (effets indésirables, produits nouveaux...) et ne sont donc pas représentatives.

Néanmoins, il est intéressant de rendre compte ici des données recueillies via ces dispositifs car celles-ci renseignent sur la récurrence de certains produits de coupe, indiquent des taux de concentration particulièrement élevés dans des échantillons consommés en bout de chaîne, et attestent la présence de certains NPS. C'est à ces éléments seulement que nous restreindrons l'interprétation de ces résultats.

Les analyses CCM : produits principalement conformes, coupes habituelles.

Concernant les analyses par CCM issues de collectes réalisées auprès d'usagers par les structures CAARUD et d'autosupport de la région AURA, nous pouvons pointer que la grande majorité des échantillons sont conformes aux produits attendus, de même que les produits de coupe, lorsqu'il y en a, sont ceux habituellement retrouvés à l'échelle nationale.

Nous remarquons l'absence presque systématique de coupe active (c'est à dire par des molécules psychoactives, les techniques d'analyse ne permettant pas de détecter les produits inertes) concernant la MDMA (poudre ou ecstasy), et fréquemment concernant la cocaïne, même si pour cette dernière des produits comme le lévamisol, la caféine, la phénacétine et l'hydroxyzine ont également été révélés.

Pour l'héroïne, la coupe reste habituelle et quasi systématique : paracétamol et caféine.

La caféine est également retrouvée dans des collectes d'amphétamines.

Nous relevons cependant des coupes moins habituelles dans plusieurs produits : de la caféine dans de la kétamine, de la phénacétine présente dans des amphétamines et dans de l'héroïne, de la métopimazine dans de la cocaïne, du paracétamol dans des amphétamines, et de l'ibuprofène dans de la cocaïne.

Enfin, il arrive que des produits supposés être des drogues ne révèlent aucune des molécules attendues mais seulement des produits de coupe actifs (voire même aucun produit actif dans le cas d'un ecstasy) : uniquement de la noscapine dans une héroïne supposée, seulement du lévamisol dans une cocaïne supposée, de la chloroquine ou de la lidocaïne à la place de la kétamine, uniquement de la caféine dans des amphétamines supposées, et enfin uniquement du paracétamol et de la caféine dans une héroïne supposée.

Concernant les NPS, ils ont quant à eux été conformes à l'attendu, que ce soit la MXE, le 2CB, la DMT, la 3MMC ou la deschloroketamine, et qu'ils aient été ou non achetés sur Internet, mise à part une analyse de 4 MEC ayant été transmise à SINTES qui révélera une autre molécule (MDPHP, cf. ci-après).

Le dispositif SINTES a réalisé 35 collectes sur l'année 2017/début 2018, et là aussi les produits analysés sont quasiment toujours conformes à la molécule attendue, et associés aux produits de coupe habituels. Quelques cas se sont trouvés où la molécule n'était pas celle escomptée (un cachet de Viagra® vendu pour de l'ecstasy, une gélule de Yohimbine vendu sous le nom d'éphédra, un buvard se révélant ne contenir aucune trace de LSD mais du DOC et de la NDTDI, et une poudre supposée être de la 4MMC (méphédronne) étant en fait de la N-ethylhexedrone (une autre cathinone), ainsi que de la 4 MEC étant en réalité de la MDPHP (cf. plus bas). Nous pouvons pointer par ailleurs la grande disparité des concentrations de l'héroïne, mais c'est surtout la forte teneur en cocaïne des poudres collectées qui restera l'élément marquant de cette année.

En effet toutes les cocaïnes analysées via SINTES se sont révélées être très fortement dosées : entre 65 et 95 % (65/73/79/83/89/90/91/94/95) et la plupart du temps sans adjuvant psychoactif, si ce n'est une fois la lidocaïne, et une autre fois de l'hydroxyzine avec de la caféine. Ces collectes ont été faites principalement dans la région lyonnaise et drômoise, ainsi qu'au Puy en Velay (1 collecte), auprès d'usagers de CAARUD ou CSAPA vivant en milieu urbain et en milieu rural, ainsi qu'auprès d'usagers non connus des CAARUD, rencontrés via le réseau TREND et principalement consommateurs en espaces festifs. Chaque analyse était motivée par des effets indésirables (céphalées, sudations, hallucinations, nausées, vomissements, tachycardie, œdèmes), les usagers n'ayant de plus pas reconnu l'effet habituel de la cocaïne. Il est d'ailleurs à noter qu'aucun d'entre eux n'avait idée que leur produit pouvait être si fortement dosé, cela n'ayant pas été un argument mis en avant par leurs revendeurs habituels, ces derniers semblant même ignorer l'importance du taux de pureté de la poudre revendue. L'absence de "valorisation marketing" peut ainsi intriguer, et laisse penser à une modification des directives du marché qui privilégieraient probablement l'écoulement rapide de stocks toujours plus conséquents à la recoupe chronophage en termes de temps de revente.

A noter également la quasi absence de coupe active dans ces poudres fortement dosées, alors qu'en moyenne nationale le lévamisole est présent dans 74 % des échantillons, la caféine dans 24 %, la phénacétine dans 16 %, l'hydroxyzine dans 13 % et la lidocaïne dans 10%, même à petit dosage. A l'échelle nationale la situation interroge également : « *Un tiers des échantillons ne présente plus les produits de coupe habituels (contre 20% les années précédentes). Si l'analyse est réduite aux échantillons qui ne contiennent pas de lévamisole (le produit de coupe le plus courant), cette différence est encore plus marquée (60% vs.40% les années précédentes). Le lévamisole étant le plus souvent ajouté dans le pays producteur, il semblerait que la cocaïne ne soit parfois plus coupée lors de son arrivée sur le territoire* »⁴⁸. En moyenne nationale concernant les saisies, la cocaïne se révèle à des taux de 65%, et 59% pour les saisies inférieures à 10 g.

Concernant l'héroïne, nous pointons une offre proposée en immense majorité par des organisations albanaises, et il semble que la plupart des échantillons collectés proviennent de ce réseau. Ces échantillons recueillis sur Lyon et sur la région des Savoie, ont permis de montrer la grande hétérogénéité des dosages mais qui restent cependant relativement bas, entre 2 et 23 % (2/4/7/8/10/11/11/12/13/15/17/23) (2% étant une poudre collectée au Puy-en-Velay). Les produits de coupe classiques (paracétamol et caféine) sont systématiques et en quantité parfois importante : la caféine se trouve dosée entre 5 et 40%, le paracétamol entre 31 et 71%.

⁴⁸ Rapport OFDT à l'EMCDDA 2017

Deux héroïnes plus fortement concentrées ont été analysées, elles provenaient des Pays-Bas, l'une à 41 % l'autre à 51%, et avec des alcaloïdes type noscapine en quantité importante (36 % et 26%) sachant que ces molécules ont également des effets opiacés.

Au niveau national les taux de pureté des héroïnes saisies par les services d'application de la loi sont de 17%, et 14% lorsque la saisie est inférieure à 10 g.

Les autres produits analysés dans le cadre de SINTES, collectes là encore motivées par des effets indésirables, sont indiqués ici à titre anecdotique :

- De la résine de cannabis à 37 % de THC (+ CBD à 3 %), taux bien supérieur à la moyenne nationale des saisies pour la résine (23%), en constante augmentation.
- De la kétamine à 39 %
- Des amphétamines à 30 et 39 % et 68%, donc très fortement dosées par rapport à une moyenne nationale à 13% concernant les saisies en région (mais qui a été divisé par 2 par rapport aux années précédentes), et au niveau national (31% SINTES, 16% STUP)
- Un cachet vendu pour de l'ecstasy sur le festival *Chalon dans la rue* s'est révélé être du sildénafil (= Viagra®).
- De l'éthylphénidate, vendu comme tel mais se révélant coupé à la lidocaïne et caféine.
- Une gélule vendue pour de l'éphédra (produit légal vendu sur Internet et sensé jouer sur la production de noréphédrine et d'adrénaline) se révélant être de la Yohimbine (Pausinystalia yohimbe : un arbuste africain contenant de la yohimbine, un alcaloïde naturel connu pour ses propriétés aphrodisiaques avérées) associé à de la caféine dosée à 22 %.
- Un buvard vendu pour du LSD se révélant être du DOC associé à de la NDTDI, substance hallucinogène proche du LSD mais encore inconnue en France.
- Une analyse d'un produit vendu pour de la 4 MEC a été transmise via le dispositif CCM lequel n'a pas détecté de 4 MEC, et a pu révéler la présence de MDPHP, une molécule proche de la MDPV, qui a été détectée pour la première fois par SINTES en janvier 2018.
- Une poudre achetée sur le Darknet comme de la 4MMC (méphédrone) se révélant être de la N-ethylhexedrone, une autre cathinone, présente depuis quelques années sur le marché.

Rappelons les données SINTES au niveau national et les principales compositions rencontrées qui témoignent non seulement des coupes des produits habituels par adultérants mais aussi par d'autres drogues, phénomènes qui touchent également les NPS.

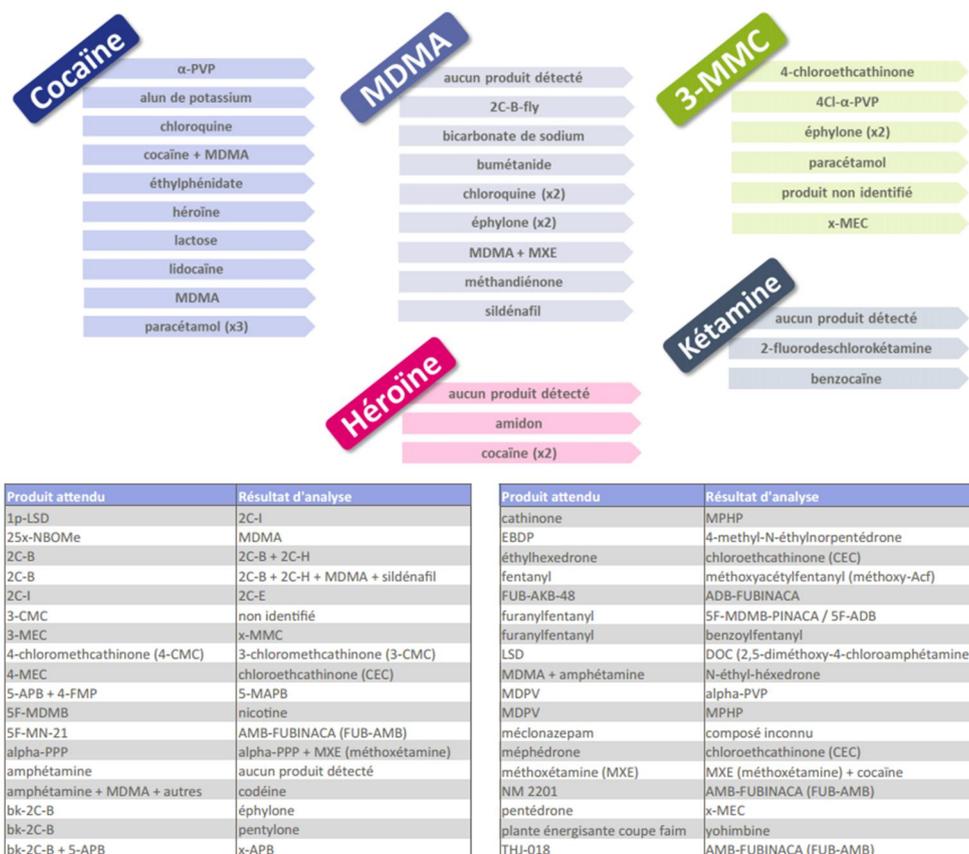


Figure 7 : Arnaques, tromperies, adultérations révélées par les analyses SINTES.

Si les publics et les usages se mélangent nous le disions précédemment, nous constatons que les produits eux aussi s'hybrident en quelque sorte, et ainsi les expériences psychotropiques se diversifient d'autant plus pour ces usagers, parfois même à leur insu ou contre leur volonté.

Les conséquences sont plus ou moins dommageables, les effets des nouvelles molécules ne sont pas toujours bien connus, et les stratégies de consommation et de réduction des risques des usagers parfois mises à mal quand les molécules ne sont pas celles attendues.

Ce sont parfois même dans certains cas extrêmes des tableaux cliniques qui se mélangent, qualifiés de « polymorphes » quand les médecins urgentistes rapportent des hospitalisations de jeunes gens à la suite de consommation de cannabinoïdes de synthèse dont les usagers n'attendaient parfois que les effets du cannabis bien connu, et qui finissent par passer deux jours en service de psychiatrie avec des symptômes de décompensation schizophrénique qui étonnent d'autant plus les médecins qu'ils disparaissent au bout de 48H.

Cela conduit à rappeler que les variables du tryptique produit/ individu/ environnement à la base de la conception moderne de l'addiction, sont en constantes mutations du fait de ces phénomènes de métissage et d'hybridation des profils d'usagers, des contextes de consommation et des produits consommés.

Approche par produit

Alcool

L'alcool est toujours le produit le plus présent sur la quasi-totalité des espaces étudiés et objet de consommation principale chez un grand nombre d'utilisateurs d'autres produits.

Aucune évolution particulière n'étant à noter cette année, nous renvoyons ici au rapport 2016 sur les différents usages de l'alcool en rapport avec les autres consommations.

Cannabis

Le cannabis est une plante, autrement dénommée chanvre, utilisée pour divers usages (textile, isolation, etc.) mais dont les variétés destinées à la consommation sont choisies pour leur taux plus élevé de concentration en THC (tétrahydrocannabinol (Δ^9 -THC)), le principal composant psychoactif du cannabis. Le cannabis contient par ailleurs de nombreux autres cannabinoïdes (CBD/CBN pour les plus connus) aux effets variés. On le nomme herbe ou haschisch selon qu'il s'agisse des sommités fleuries ou de la résine issue de la plante. L'huile (extrait très concentré en THC) reste très rare en France. Avec le tabac et l'alcool, il s'agit de l'une des drogues les plus consommées au monde.

Autres dénominations : weed, beuh, beuher, ganja, marie-jeanne, shit, teuch, teushi, gras, tamien, teuteu, bédo, tagazetla, kif, matos, tosmo...

Le cannabis reste effectivement de très loin la substance illicite la plus consommée en population générale en France, quel que soit l'âge, avec 17 millions de personnes l'ayant expérimenté en 2017 (42 % des individus âgés de 18 à 64 ans). L'usage régulier (10 fois par mois) concerne 3,1 % des personnes, et les usages problématiques 21% des consommateurs, soit 2,2 % de la population française âgée de 18 à 64 ans. Il est très souvent consommé pour ses effets de détente, bien être et euphorie, parfois en gestion des douleurs, mais aussi en parallèle d'autres produits pour en moduler les effets (gérer les montées, les descentes (aspects anxiolytiques), amplifier les effets...).



Sachet d'herbe (cultivée localement) et résine de cannabis.

Il peut être traditionnellement fumé sous forme de joint additionné à du tabac ou de bang, parfois consommé en nourriture (space cake) ou boisson (cet usage est généralement très occasionnel pour les consommateurs).

De nouvelles formes d'usage sont apparues ces dernières années et semble concerner de plus en plus de consommateurs, même si elles restent généralement le fait de fumeurs de cannabis réguliers souhaitant expérimenter de nouvelles modalités d'usage et testant différentes méthodes ou outils pour ce faire. Cela concerne principalement les vaporisateurs (outils spécifiquement développés pour la vaporisation de plantes ou de résines) et dans une moindre mesure les cigarettes électroniques via des tentatives de dilution de cannabis dans les e-liquides.

L'intérêt de la vaporisation en termes de santé (évite la combustion et donc une partie des dommages somatiques liés à l'usage de cannabis) est l'argument principal énoncé par les usagers (ainsi que celui d'éviter l'usage de tabac en parallèle notamment lorsqu'il souhaite arrêter ce produit), argument qui conduit également les professionnels de santé du secteur à s'y intéresser comme outils de réduction des risques et des dommages, et



Mélange de cannabis et de tabac dans un vaporisateur

notamment concernant l'arrêt du tabac chez les fumeurs de cannabis. Ainsi des CAARUD et CSAPA de la région se sont munis de ces appareils afin d'en promouvoir l'usage auprès de leurs patients/usagers.

La modulation possible des effets via le réglage des températures de chauffe, les effets rapides et souvent jugés plus forts à quantité égale, sont également des arguments mis en avant par les usagers utilisant les vaporisateurs.

Le marché se développe également, de nombreux sites Internet proposent des modèles de tailles très diverses et aux prix variant en fonction des performances des modèles (puissance de chauffe, durée de la batterie, possibilité de l'utiliser avec de la résine, etc...).

A noter que ce mode d'usage ne prémunit pas des effets possiblement négatifs du cannabis en termes de risques psychiques, et légaux. Les effets étant au moins aussi forts, les risques de troubles de type paranoïa ou de syndrome amotivationnel sur un usage chronique sont tout aussi présents, de même que la dépendance psychique induite par la consommation régulière, dépendance plus ou moins marquée selon les personnes. Des soignants d'ELSA indiquent d'ailleurs qu'en 2017 le cannabis a été le second produit faisant l'objet de demande d'aide après l'alcool, et devant le tabac et les médicaments.

« Pour la première fois, les appels pour les demandes « 1^{er} produit Cannabis », ont été supérieurs à ceux pour le tabac. Ça, c'est la première fois. Parce qu'avant, comme beaucoup d'ELSA, on était « alcool – tabac – cannabis – médicaments », mais là, pour la première fois, on est « alcool – cannabis – tabac ». (ELSA)

Par ailleurs des syndromes d'hyperémèse cannabique ont été évoqués cette année par plusieurs soignants, semblant alerter et questionner les médecins sur la possibilité d'établir le diagnostic à partir des symptômes initiaux, notamment concernant les crises de vomissements :

« Ce sont des gens qui se sont retrouvés hospitalisés en gastro-entérologie, pour ça. C'est ce qu'on appelle le S.H.C. (Syndrome d'Hyperémèse Cannabique). Donc, ce sont des gens qui viennent avec des tableaux de crises de vomissements paroxystiques pendant 24 à 48h, chez des consommateurs chroniques de cannabis. Qui consultent majoritairement aux Urgences ou en gastro, pour qui on multiplie souvent les examens, plus ou moins invasifs d'ailleurs, sans rien trouver ». (focus sanitaire)

Enfin, les risques liés à la consommation de cannabis sont évidemment aussi légaux, même si un grand nombre d'usagers n'envisage pas toujours ce produit comme une drogue et oublie parfois son statut de substance illicite, ou imagine que la législation a changé récemment du fait des débats actuels autour du CBD et des produits comportant du THC titré à moins de 0,2%⁴⁹.

⁴⁹ A l'heure de la rédaction de ce rapport (juin 2018), la MILDECA vient d'énoncer le rappel suivant concernant la commercialisation de produit à base de CBD.

- L'utilisation et la commercialisation de fleurs ou feuilles de chanvre, ou de produits obtenus à partir de ces parties de la plante, ne sont pas autorisées, quelle que soit la variété ;
- Les e-liquides et autre produits à base de CBD sont interdits s'ils contiennent du THC quel que soit la quantité et s'ils ne sont pas obtenus à partir de variétés et de partie de plantes autorisées;
- Aucune vertu thérapeutique ne peut être revendiquée notamment par les fabricants, vendeurs de produits contenant du CBD.
- Toutes les publicités portant allégations de vertus thérapeutiques sont interdites (à l'exception des médicaments bénéficiant d'une AMM. » <http://www.drogues.gouv.fr/actualites/cannabidiol-cbd-point-legislation>

Les produits commercialisés à base de CBD se présentent sous des formes diverses (feuille/fleurs à consommer en tisane, à fumer, hachich, bonbons, etc...)



Le haschich ici commercialisé contient moins de 0,2% de THC et environ 20% de CBD

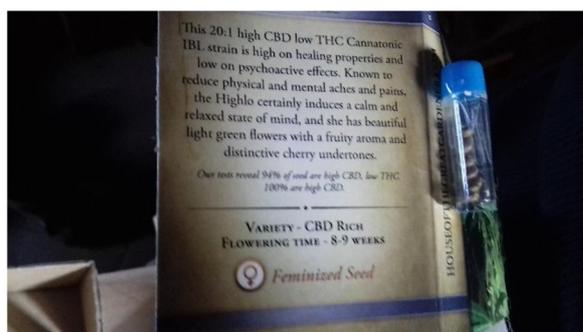
La conduite sous l'emprise de cannabis est notamment un chef d'inculpation en augmentation, principal produit en cause lors des contrôles routiers après l'alcool lors des tests qui concernent dorénavant cinq produits (cannabis, cocaïne, opiacés, amphétamine, MDMA), et fortement présent notamment lors des contrôles de gendarmerie effectués auprès des chauffeurs-livreurs.

Concernant les modalités d'approvisionnement, nous avons déjà détaillé les différents réseaux et circuits de diffusion (acheminement, points de vente, livraison, cultures locales à grandes échelles (cf. partie trafics), auxquels s'ajoutent l'auto-culture pour usage personnel (et parfois associée à de la revente en cercles restreints).

L'auto-culture n'est pas un phénomène récent, mais largement boosté par l'accessibilité des graines via Internet, et constitue un marché en expansion au niveau international du fait des modifications des législations de plusieurs pays, les sites n'étant pas hébergés en France et à destination de plusieurs marchés nationaux (les sites sont généralement accessibles en plusieurs langues).

Ces sites sont nombreux, les variétés de graines également et répondent à une demande toujours plus spécialisée. Ils sont construits sur le même modèle que n'importe quel site de e-commerce classique, proposant une diversité de critères dans le choix des graines, mais aussi des offres promotionnelles, des cadeaux à chaque commande, des modalités de livraison et tarifs préférentiels, le paiement sécurisé (parfois possible par Bitcoin), des systèmes de notation par les clients, et même l'envoi sous pli discret.

L'offre de graines s'adapte aux profils des usagers, à leurs exigences et à leurs niveaux de maîtrise de la culture pour la leur rendre plus accessible : on peut les choisir par type de plante (indica, sativa), par variété (« *white* ») ou gagnantes de « *cups* » diverses, par patrimoine génétique pour les plus connaisseurs, par taux de THC et CBD très précisément mentionnés, mais aussi sous des critères plus généraux : type d'effet (relaxant, euphorisant), goût (« *fruité* »), prix (qui peut varier du simple au quintuple), offres promotionnelles... Les critères peuvent également être en lien avec la culture en elle-même : sa facilité (graines « *régulières* ») ou féminisées, et même autofloraison ou « *pour débutant* »), sa rapidité, en fonction du climat pour la culture en extérieur, mais aussi des indications sur la hauteur de la plante à maturité, les grammes récoltables, le nombre de semaines avant floraison.... Le marché s'adapte à la fois aux novices et aux passionnés plus ou moins experts, amateurs dans les deux sens du terme.



Colis postal reçu par un usager : graines féminisées choisies pour leurs variétés au taux élevé en CBD.



Certains sites peuvent être seulement des « *banques de graines* », mais d'autres peuvent également proposer des produits liés à la culture des plantes (matériel de jardinage), à leur consommation (bang, feuilles, vaporisateurs, extracteurs de BHO, terpènes) et des produits dérivés (produits cosmétiques, de parapharmacie, comestibles surfant sur les tendances actuelles (capsule de café, produits sucrés à la stevia...) et même une catégorie « *cachette* » avec des objets destinés à dissimuler son cannabis lorsqu'on doit le transporter. Depuis quelques temps, ce sont les nombreux produits à base de CBD qui sont également mis en avant (huile, e-liquide, herbe...), et enfin ces sites proposent souvent également d'autres plantes psychoactives type champignons hallucinogènes, kratum, mescaline, cactus...

Les usagers qui produisent leur cannabis en auto-culture ne partent pas nécessairement toujours de graines puisqu'ils peuvent bouturer leurs plantes, notamment s'ils possèdent un placard de culture leur permettant de conserver un « *pied-mère* », une plante qui sera maintenue en phase de croissance (jamais donc en floraison) grâce au contrôle des variations de temps d'exposition à la lumière.

Substances opioïdes

Les opiacés constituent une famille de produits dérivés de l'opium, substance provenant de la culture du pavot somnifère. La morphine (ou sulfate de morphine) est le produit de référence de cette famille. Le terme opiacé désigne aujourd'hui l'ensemble des substances ayant un effet de type morphinique - qu'elles soient mise sur le marché légalement ou illégalement- telles que l'héroïne (diacétylmorphine), l'opium, ou encore les médicaments opioïdes. Ceux-là sont caractérisés par deux grands types d'utilisation : les médicaments indiqués dans le traitement des douleurs intenses et/ou rebelles aux autres analgésiques (codéine, sulfates de morphine (Skénan®), fentanyl...), et les médicaments de substitution aux opiacés (méthadone et buprénorphine haut dosage ou BHD (Subutex®)).

Les opiacés ont pour caractéristique d'entraîner une tolérance et une accoutumance au produit importante, et présentent le risque sanitaire majeur de conduire à une dépression respiratoire, en cas de prise trop importante, autrement nommée overdose.

Héroïne

L'héroïne (appelée *héro*, *dré*, *rabla*, *came*, *marron*, *brown*, ou encore *meuhmeuh*) est une molécule (diacétylmorphine) synthétisée en 1874 à partir de la morphine. En France, on la trouve sous deux formes : chlorhydrate (héroïne blanche) assez rare, ou base (héroïne marron) bien plus disponible. Beaucoup plus puissant que l'effet de la morphine, celui de l'héroïne consiste en un état d'euphorie et de plaisir, d'autant plus intense et bref que l'héroïne parvient rapidement au cerveau, suivi d'un effet sédatif, d'une diminution de l'angoisse ou du mal-être.

Les tendances déjà abordées l'année dernière sont constantes : une héroïne exclusivement brune, un marché dominé par le réseau albanais (cf. partie trafics), un produit délaissé par les usagers en grande précarité du centre-ville lyonnais au profit des opiacés médicamenteux (Skénan®), et consommé par d'autres usagers, plus insérés ayant accès à un produit parfois meilleur, et consommé parfois en espaces festifs pour gérer les redescendes des stimulants ou hallucinogènes, en usages occasionnels pour l'effet défonce, et en usages régulier lorsque les usagers sont devenus dépendants. Dans les espaces festifs l'héroïne fait toujours l'objet d'une image souvent négative, drogue dure et délétère, et ses usagers plus souvent stigmatisés par les non-usagers du produit. L'héroïne se consomme ainsi plus souvent entre pairs et à l'abri des regards extérieurs. Le gramme au détail est en moyenne à 40 euros, et le zip de 5 grammes proposé par les réseaux albanais entre 80 et 100 euros.



Héroïne brune

Il est à noter parmi les problèmes liés à la consommation d'héroïne rapportés par des CSAPA et CAARUD de la région, en plus de problèmes bucco-dentaires, des œdèmes et plaies diverses (en cas d'injection), une augmentation des cas d'endocardites infectieuses cette année chez des usagers d'héroïne dont il n'est cependant pas mis en évidence de profils en particulier, sachant que les endocardites concernant également des usagers injecteurs de cocaïne

L'opium est une substance végétale obtenue à partir du latex du pavot somnifère, et contient un taux variable de morphine. Il se présente sous forme d'une pâte marron plus ou moins compacte et collante, et se consomme fumé, ingéré ou en intra-rectal.

Rien de nouveau à signaler pour cette année, l'opium reste un produit consommé en espace festif alternatif, disponible plus souvent en fonction des périodes de l'année, et plutôt bien accepté y compris par les usagers réticents à la présence de produits opiacés comme l'héroïne. Son prix reste autour de 30 à 40 euros le gramme.

BHD

La buprénorphine haut dosage (BHD) est un agoniste-antagoniste morphinique, médicament de substitution aux opiacés commercialisé en France depuis 1996, sous le nom de Subutex® (d'où les appellations *sub*, *subu*, *bubu*...) par le laboratoire Indivior. Les génériques sont apparus à partir de 2006. La BHD existe sous forme de comprimés à laisser fondre sous la langue, dosés entre 1 et 8 mg. La BHD a la particularité d'entraîner un effet-plafond, qui réduit le risque d'overdose. Le médicament peut être prescrit en médecine de ville par des médecins généralistes, et délivré en pharmacie pour une durée maximale de 28 jours, renouvelable.

Concernant le Subutex®, il n'y a rien à signaler de nouveau sur sa consommation hors cadre, ni sur son obtention en marché de rue (stabilité de l'offre et de la demande, prix de vente entre 2 et 3 euros le cachet de 8mg), ni sur les pratiques de consommation détournées (injecté principalement et occasionnellement fumé). Les complications liées à l'injection continuent de décroître du fait de l'utilisation de filtres plus performants (Sterifilt® et filtre toupie). Il est à noter que son usage se retrouve toujours occasionnellement chez de jeunes personnes rencontrées dans la rue ou en espace festifs alternatifs, n'ayant pas nécessairement d'expériences antérieures de consommation d'opiacés, le Subutex® étant alors consommé pour ses seuls effets pourtant pas toujours appréciés en premier lieu (vomissements) mais à priori satisfaisants par la suite.

Méthadone

La méthadone (6-diMETHylAmino-4,4-Diphenyl- 3-eptanONE), agoniste morphinique, est un médicament de substitution aux opiacés, se présentant en France sous forme de sirop à l'origine, et de gélule depuis 2008. Elle est distribuée uniquement par le laboratoire Bouchara-Recordati. Sa délivrance est soumise à un protocole précis et réservé aux médecins exerçant en centres de soin (CSAPA) ou en services hospitaliers spécialisés. Le relais de prescription peut ensuite être fait en médecine de ville après stabilisation du dosage, pour une durée maximale de 14 jours, renouvelable. La prescription de méthadone-gélule est encore plus encadrée, et nécessite officiellement un an de stabilisation du traitement sous forme sirop, mais peut être délivrée pour 28 jours.

L'année 2017 n'a pas vu de phénomènes notables concernant l'usage détourné de méthadone, sa disponibilité constante en marché de rue (10 euros la fiole de 60mg), mode d'obtention parfois préféré un cadre de prescription trop exigeant pour certains usagers (cf. rapport 2016). Pour la question de la méthadone injectée, cf. « focus méthadone » p. 37.

Le Skénan® est un sulfate de morphine utilisé comme antalgique dans le cadre de traitement des douleurs persistantes intenses ou rebelles aux autres analgésiques, en particulier les douleurs d'origine cancéreuses. Il peut être prescrit comme « alternative » aux médicaments usuels de substitution aux opiacés (MSO), bien qu'il ne dispose pas d'AMM officielle pour cela. Une circulaire (dite « circulaire Girard ») datant de 1996 autorise exceptionnellement son usage dans le cadre d'un traitement de substitution lorsque les autres MSO (méthadone et BHD) ne peuvent être prescrits pour diverses raisons, mais avec des restrictions de délivrance rappelées en 2017 sous la responsabilité de médecins addictologues et théoriquement après accord de la CPAM. Le Skénan LP® se présente sous forme de gélules contenant des microbilles, destinées à être avalées, mais pouvant être « préparées » par les usagers en vue de les injecter.

Au niveau national, « le Skénan® (sulfate de morphine) détourné de son usage médical prend une importance croissante dans les consommations des usagers d'opiacés, spécifiquement dans les régions où l'accès à une héroïne d'un bon rapport pureté-prix est difficile. Schématiquement, plus on s'éloigne de la frontière Nord et Est, par où passe l'héroïne, plus les usagers se reportent sur le Skénan® (données TREND) »⁵⁰

C'est bien toujours le cas de l'agglomération lyonnaise mais aussi de villes d'autres départements qui notent la disponibilité du Skénan soit en marché de rue, soit auprès de revendeurs le proposant à leur réseau de contacts.

Une étude sur les risques d'abcès et d'overdoses lors d'un usage hors AMM du sulfate de morphine en France⁵¹, fait apparaître un profil de patients concerné en comparaison de personnes consommant de la buprénorphine ou de la méthadone: majoritairement des hommes (76,6%), en plus grande précarité que ceux consommant méthadone et buprénorphine (44,3%, contre respectivement 26,7 et 24,2 pour buprénorphine et méthadone), plus concernés également par des infections au VHC (13,9 % contre 3,3 et 5,4%) avec près de deux fois plus d'alcoolodépendance et de comorbidités psychiatriques (environ 20%, contre environ 10%). Les usagers rencontrés par le dispositif TREND correspondent à ce profil, majoritairement des hommes dans une importante précarité, ce sont des usagers connus des CAARUD, consommant quasiment exclusivement le Skénan® par voie intraveineuse.

Nous pouvons rencontrer également de jeunes usagers débutant leurs consommations par le Skénan® sans avoir connu l'héroïne auparavant, notamment de jeunes gens en grande précarité vivant dans les rues lyonnaises en 2017 (cf. p. 32).

⁵⁰ Rapport OFDT

⁵¹ Courrier des addictions, vol 19 n°4 octobre-décembre 2017

Les médicaments codéinés et opiacés peuvent être consommés par divers profils d'usagers, en recherches d'effets récréatifs, substitutifs, ou anxiolytiques, consommés dans un cadre festif et collectif ou plus individuel et quotidien.

En plus des TSO et du Skénan®, ce sont principalement les produits codéinés qui font l'objet de détournement d'usage (cf. plus bas), mais aussi des opioïdes plus forts comme l'oxycodone ou le fentanyl. Des usages d'oxycodone par voie intraveineuse sont exceptionnellement rencontrés chez usagers de CAARUD en grande précarité et quelques étudiants (4 usagers rencontrés en CAARUD et en stand de prévention en milieu universitaire), mais restent relativement rares, de même que les usages volontaires de fentanyl (en dehors donc d'une consommation à l'insu des personnes lorsque des fentanylloïdes servent de produit de coupe de l'héroïne) obtenu via le Darknet ou prescrit.

Codéine

La codéine est un dérivé semi synthétique de la morphine utilisé comme analgésique, soit seul (Dicondin®, Codenfan®) soit combiné à d'autres molécules (Codoliprane® par exemple) ou comme antitussif sous la forme de sirops ou comprimés (par exemple Néo-Codion®). Le dextrometorphane (DXM) est également un dérivé morphinique utilisé comme antitussif.

Ces molécules, en vente libre jusqu'en juillet 2017, sont depuis lors accessibles uniquement sur ordonnance, après que les risques de mésusage et de surdose aient été considérés comme trop importants du fait de l'engouement pour l'usage de Purple Drank et du décès de deux jeunes femmes au printemps 2017.

Le Purple Drank est un cocktail réalisé à base de sirop codéiné (par exemple dextrometorphane) et de prométhazine (un antihistaminique), associé à un soda, parfois potentialisé avec de l'alcool, qui provoque des effets désirés euphorisants et une sensation de « plane » grâce à la codéine, mais également des effets indésirables (sensations de grattage) que l'antihistaminique vient réduire. Il a été popularisé aux Etats-Unis notamment par certains rappeurs s'affichant dans leurs clips avec le fameux mélange violet (de la couleur des sirops américains contre la toux, d'où le nom de « Purple Drank »), et y faisant allusion dans plusieurs de leurs chansons, allant jusqu'à proposer un réel style musical associé (ralentissement du beat). Il est également appelé *syzzurp* ou *lean*.

Les premiers cas de détournement de sirops codéinés par de jeunes usagers ont été documentés en France en 2013. En 2017, 8,5% des jeunes de 17 ans l'avaient déjà expérimenté.

Sur la région lyonnaise, les signaux indiquant l'usage détourné de sirops codéinés viennent principalement de pharmacies d'officine, certaines indiquant sur 2016 et début 2017 la fréquence avec laquelle certains jeunes, filles comme garçons, venaient acheter ces sirops au motif de symptômes de toux de leurs parents ou grands-parents. Il s'agissait principalement d'Euphon® ou de Tussipax®, les adolescents connaissant le nom des marques à cibler, demandant parfois également du Phénegran® (prometazine). Ces jeunes sont peu rencontrés dans le cadre du dispositif TREND, ils sont bien souvent mineurs ou jeunes majeurs, et semblent consommer dans le cadre de soirées entre amis, ou plus régulièrement y compris en journée pour ceux dont l'usage répond également à une recherche de détente et d'apaisement, trouvant dans la codéine des effets qu'ils peuvent rechercher dans l'usage du cannabis habituellement. Ils évitent cependant par l'usage de ces molécules les effets anxiogènes du THC. Une psychologue scolaire explique l'usage d'un lycéen rencontré en consultation :

« il consomme jusqu'à 3 flacons par jour, trouve que l'effet est « super », même s'il se plaint également de brûlure d'estomac... Il consomme lors de soirées avec ses amis mais aussi plus quotidiennement, et depuis l'interdiction ce serait son dealer de cocaïne qui lui revend également des flacons ».

En effet l'interdiction à la mi-année 2017 de la vente sans ordonnance de médicaments contenant de la codéine ou du dextrometorphane a changé la donne pour ces usagers, qui ne peuvent plus se procurer ces produits de la même manière, la facilité d'accès participant probablement à l'attrait de l'usage, bien que d'autres sources d'approvisionnement soient également possibles (cf. exemple précédent).

Le retrait de la vente libre a également eu des conséquences pour des usagers plus âgés, consommateurs quotidiens de ces molécules après avoir développé une dépendance (les motifs d'usage de départ pouvant être variés) et se sont retrouvés en situation délicate quasiment du jour au lendemain ne pouvant plus avoir accès à ces molécules sans passer par un médecin. Les demandes de prescriptions étant également délicates à traiter pour les médecins puisqu'elles étaient davantage motivées par l'addiction au produit et le besoin de soulager des symptômes de manque, et non par les deux indications initiales de ces médicaments (anti-douleur, antitussif). Des professionnels de plusieurs CSAPA indiquent ainsi avoir reçu en consultation un certain nombre d'usagers dans ce cas, notamment des jeunes et des mères de famille, parfois orientés par leur médecin traitant :

« Je vois de plus en plus de gens qui viennent nous voir parce que les collègues généralistes savent que je fais de l'addictologie, des gens qui surconsomment des codéinés, pris généralement, effectivement, pour des antalgiques et qui... finalement... ça fait du bien le matin pour aller au boulot. Et finalement, la consommation antalgique euh... devient une consommation addictologique, si on peut dire. Voilà. Donc, moi, je vois ça, y compris en libéral, quoi » (focus sanitaire)

« je note l'explosion des demandes via la codéine, du Tramadol®, ... surtout depuis l'interdiction de la vente libre. Donc, ça, on en a plein... plein, plein, plein ! Des profils qui étaient pas vraiment courants pour les CSAPA, à la fois des jeunes – assez jeunes, 16 ans, qui avaient commencé la codéine à 14 ans dans des contextes variés. [...] ... et puis des mères de famille... du coup, c'était des profils atypiques, beaucoup de femmes qui sont venues dans ce contexte-là [...] : des mères de famille complètement sans histoire, à priori, et qui débarquent au CSAPA en disant « Ouh la la, là, je suis en manque, ça va pas du tout ! » (focus sanitaire)

Fentanyl :

Le fentanyl est un opiacé de synthèse dont la puissance est 100 fois supérieure à celle de la morphine, 40 fois supérieure à celle de l'héroïne. Délivré sous forme de patchs transdermiques ou de comprimés, son usage est également détourné pour une consommation récréative, et il peut être retrouvé en guise de produits de coupe ou en produit de remplacement dans des échantillons d'héroïne, et parfois commandé directement via le Darknet à des fins de consommations ou de coupage de l'héroïne. Ses dérivés, notamment acétylfentanyl, ocfentanyl et carfentanyl sont encore plus puissants, jusqu'à 1000 fois supérieurs à la morphine. De nouveaux fentanylloïdes apparaissent sur le marché régulièrement. Ils sont généralement fabriqués dans des laboratoires clandestins en Chine.

Les signaux d'alerte concernant l'usage et la revente de poudre contenant du fentanyl et autres fentanylloïdes observés fin 2016 (analyses SINTES, saisies de gendarmerie dans 2 affaires, cas d'intoxication, cf. rapport 2016) n'ont pas été suivis de nouveaux cas cette année, mise à part une intoxication dans l'Ain suite à une consommation de cocaïne se révélant contenir du carfentanyl, un fentanoloïde 100 fois plus puissant que le fentanyl lui-même...

Des usages volontaires de fentanyl et ses dérivés (par exemple butyrylfentanyl, furanylfentanyl) continuent d'être observés occasionnellement chez des usagers aux profils variés, mais généralement

polyconsommateurs et en recherche de nouvelles expériences ou de produits plus efficaces, se fournissant via le Darknet, pour environ 20 à 30 euros le gramme selon le type de fentaniloïdes.

Ils peuvent être consommés au même titre qu'un opiacé traditionnel, pour obtenir un effet de détente, de bien-être voire d'euphorie et calmer des douleurs ou angoisses, à la place ou en alternance avec d'autres produits consommés dans le même but (opiacés voire benzodiazépines).

« On se sent très euphorique, c'est un peu comme les benzodiazépines mais en mieux, ça permet de switcher pour éviter d'augmenter mes accoutumances. Du coup des fois un jour je vais prendre du fentanyl, et un autre jour je vais prendre un benzo, [...] mais le fentanyl ce sera plus récréatif. » (usagère)

Néanmoins la difficulté à doser un produit beaucoup plus concentré peut entraîner des effets négatifs importants pour ces usagers, vomissements voire overdoses, quand bien même une certaine accoutumance s'installe comme avec n'importe quel opiacé.

« C'est des grains de sels, il faut doser au grain de sel, je me rappelle au début on mettait peut-être 7 ou 8 grains de sel à peine... maintenant on fait des traces bien plus conséquente » (usagère)

Antidote aux opioïdes : l'arrivée de la naloxone « take home »

La mise en place d'un programme de distribution de la naloxone (molécule antidote des surdoses opiacées) aux usagers de drogue en France s'est faite avec une spécialité de naloxone par voie nasale (Nalscue®) fabriquée par le laboratoire Indivior ayant obtenu une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) de cohorte en novembre 2015. Elle a été rendue disponible dans ce cadre dès juillet 2016, les usagers définis prioritaires étant les personnes sortant de prison ainsi que celles ayant récemment suivi un sevrage aux opiacés. L'alerte sanitaire liée au fentanyl fin 2016 a fortement participé à impliquer les professionnels de la région Rhône-Alpes dans la délivrance de Nalscue® durant l'ATU nationale puisqu'un tiers de celle-ci a été faite à Lyon, et en région drômoise également.

Depuis mai 2017, la dispensation des kits de naloxone est autorisée en CAARUD, alors qu'elle était auparavant limitée aux pharmacies hospitalières et CSAPA hospitaliers. La spécialité Nalscue® a obtenu une autorisation de mise sur le marché en juillet 2017.

Les retours sur l'utilisation des kits sont complexes à obtenir puisque les usagers n'indiquent pas nécessairement si le kit a servi d'autant qu'ils peuvent le donner à d'autres personnes de leur entourage et les boîtes circulant sans que l'on ne sache ainsi qui pourra les utiliser.

Enfin il est à citer le probable effet « découverte » du produit par des usagers ayant souhaité expérimenter ses effets en dehors de cas d'urgence (le testant sur des tiers plus ou moins à leur insu, ou se l'auto-administrant après avoir senti des signes de surdoses et rapportant des symptômes de sevrage brutaux avant un retour à la normale).

Stimulants

Cocaïne et crack/free base

La cocaïne est un alcaloïde extrait de la feuille de coca, plante originaire d'Amérique du Sud et exclusivement produite dans certains pays (notamment Colombie et Venezuela). Elle se présente à l'usage sous deux formes : une forme chlorhydrate (poudre blanche) destinée à être injectée ou sniffée, et une forme base obtenue après adjonction de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque (produisant ainsi un caillou / galette), destinée à être fumée. La forme basée est appelée crack ou free-base, selon qu'elle est vendue directement sous cette forme ou que l'utilisateur réalise lui-même la transformation, mais aussi en fonction des représentations des usagers en question (le free-base jouissant généralement d'une meilleure réputation que le crack).

Autres dénominations : coke, C, cc, cès, coco, neige, blanche, ...

Nous avons plusieurs fois dans ce rapport évoqué l'explosion du marché et des usages de cocaïne. Au niveau national, la part des 18-64 ans ayant expérimenté la cocaïne a été multipliée par quatre en deux décennies (de 1,2 % en 1995 à 5,6 % en 2014). Expérimentations ou usages plus réguliers se rencontrent en contextes festifs mais aussi dans le cadre d'activités professionnelles, où le produit peut aider à atteindre des exigences de compétitivité ou encore être consommé pour « tenir le rythme » (notamment dans le secteur de la restauration).



Un gramme de cocaïne dans un « pochon » plastic

La cocaïne a ainsi perdu son image de « drogue de riche » et se trouve disponible et consommée dans la plupart des milieux sociaux, y compris vraies scènes ou au sein de groupes de personnes qui s'en tenaient plus éloignés, les modalités de revente et son prix s'adaptant aux nouveaux consommateurs (toujours entre 50 et 100 euros le gramme environ mais beaucoup plus souvent à 60-80 euros dorénavant), notamment les plus précaires (vente au demi-gramme...). Elle est fréquemment également associée à d'autres produits sous la forme de speed-ball (cocaïne + héroïne/Skénan® /méthadone/kétamine (Calvin Klein)...) l'intérêt étant de coupler un effet opiacé ou hallucinogène aux effets stimulants de la cocaïne.

La cocaïne-basée est une pratique qui s'envole également, la technique du basage se démocratise et touche des personnes plus habituées jusque-là à consommer la cocaïne en sniff, l'image de la cocaïne fumée se doublant d'aspects négatifs liés à la « saleté du crack » ou au caractère trop addictif de la pratique, ou bien aussi déconsidérée du fait du « gâchis » que cela peut représenter lorsque la quantité récupérée sera trop faible du fait de la mauvaise qualité du produit. Le taux de pureté en constante augmentation (cf. p. 78) fait aujourd'hui préférer la pratique du basage à bon nombre d'utilisateurs qui semble s'y retrouver en termes d'effets/prix, comme en témoigne l'augmentation constante des demandes de kitbase dans les structures CSAPA et CAARUD de la région, de la part d'utilisateurs déjà connus des dispositifs ou se faisant connaître à ces occasions.

Notons que les utilisateurs basent eux-mêmes leur cocaïne, et qu'il n'y a pas à Lyon ni en région de « marché du crack » tel qu'il peut être rencontré à Paris. D'ailleurs le terme crack n'est quasiment jamais employé par les utilisateurs, à quelques exceptions près (notamment sur Saint-Etienne), crack et free-base étant volontairement distingués par la qualité du produit en question.

La pureté de la cocaïne est souvent sujette à discussion, tantôt suspectée d'être « pourrie », « mauvaise », tantôt d'être « superpuissante », ou encore d'être coupée à toutes sortes de substances (médicaments, laxatifs, amphétamines...). Les résultats d'analyse étonnent d'ailleurs souvent les utilisateurs

quand le produit se révèle particulièrement pure alors qu'ils n'y ont pas trouvé les effets habituels de la cocaïne, persuadés qu'ils s'agissaient d'autres choses (cf. p. 78). La cocaïne est souvent associée à des qualificatifs sensés en indiquer la pureté et la qualité : la fameuse cocaïne synthétique qui s'oppose à la végétale - aujourd'hui on entend même « *organique* »- (comme une défiance aux drogues de synthèse décriées, l'aspect « *naturel* » d'une drogue produite à partir d'une plante étant valorisé), ou encore « *l'écaïlle de poisson* » aux reflets nacrés sensée être beaucoup plus pure et vendue alors plus chère, ou même « *l'écaïlle de mouche* », cocaïne supposée venir tout droit du Venezuela et titrer à 98 % (mais sans analyse effectuée donc non-confirmé).

MDMA/ecstasy

La MDMA (3,4-Méthylène-Dioxy-MéthAmphétamine) est un dérivé amphétaminique, produit historiquement associé au développement de la scène techno et à l'imagerie du smiley, la MDMA a longtemps été appelée *la love-pill*. Elle est consommée pour ses effets stimulants « *antifatigue* » permettant d'allonger le temps de la fête, empathogènes (effets « *love* »), désinhibants, légèrement euphorisants et surtout entactogènes (amplification des sensations permettant notamment un ressenti particulier de la musique). Elle est disponible sous forme de poudre/cristaux ainsi revendus au gramme ou préparés dans des parachutes (le produit est enroulé dans une feuille de papier à cigarette), ou directement conditionnée en cachets colorés assortis d'un logo qui prendront alors le nom d'ecstasy.

Autres dénominations : MD, D, Molly, et ecsta, taz, tata, X, plomb, ...

Les niveaux d'expérimentation de la MDMA/ecstasy en population générale sont de 4,3 %, et la proportion d'usagers actuels a augmenté de manière significative entre 2010 et 2014 (de 0,3 % à 0,9 %) et atteint ainsi son niveau maximal depuis une décennie. Chez les 18-25 ans l'usage de ce produit devance celui de la cocaïne.

Produit de la fête par excellence (effet d'euphorie, absence de fatigue, facilitateur social), on le retrouve dans la plupart des espaces festifs, majoritairement gobé sous forme d'ecstasy ou de parachute, dilué dans des boissons, éventuellement sniffé, plus rarement fumé ou injecté, sans grand changement donc par rapport aux données du rapport 2016 auquel nous invitons à se reporter.

Ce sont donc toujours les ecstasys qui sont le principal conditionnement de la MDMA vendue en espaces festifs, plus appréciés pour la maîtrise des doses (on peut les prendre par quart ou moitié, ou par 2 lorsque l'on a développé une tolérance au produit) et l'aspect tendance. Les logos de l'année 2017 début 2018 s'inspirent des références culturelles actuelles : clubs de foot (FC Barcelone rose, observé déjà en 2016), marques de boisson énergisante (Redbull orange ou rose), de vêtements (Prada), d'alcool (Fugel, Dom Perignon), de voiture (Rolls Royce), de personnages de dessins animés (Les mignons, Mario Bross, Superman), et bien évidemment l'indémorable « *Heisenberg* » à l'effigie du héros de la série BreakingBad en différents coloris (bleu et vert principalement). Le masque Anonymous est un logo très fréquent cette année aussi.

Exemple de comprimés d'ecstasy observés en circulation en région sur l'année 2017/début 2018, tous espaces confondus



Le dosage peut parfois même être indiqué sur le cachet, ici : 240mg, et la mention « warning » relative au fort taux.



Les cachets peuvent être sécables, par moitié ou par quart



Les logos sont parfois différents de chaque côté du cachet.

Amphétamine

L'amphétamine est un produit de synthèse stimulant, chef de file d'une famille de molécules, les amphétaminiques. La poudre, sa forme la plus fréquente (parfois les amphétamines sont disponibles sous forme de cachets), est en général appelée *speed*, d'aspect relativement pâteux. Elle est consommée pour ses effets stimulants et anorexigènes. Utilisée de façon thérapeutique par le passé, l'amphétamine n'est plus prescrite qu'en cas de syndrome d'hyperactivité de l'enfant (Ritaline®) et en cas de narcolepsie chez l'adulte, uniquement par des spécialistes hospitaliers.

Le niveau d'expérimentation en population générale des amphétamines est de 2.3%. Nous retrouvons toujours sur la région des consommateurs d'amphétamine principalement en milieu festifs alternatifs, squat et free-party, mais aussi des consommations chez des usagers en forte précarité rencontrés en CAARUD en raison du prix relativement faible du produit (une quinzaine d'euros le gramme). Moins cher que la cocaïne pour une recherche d'effet de même nature (stimulants, favorisant la sociabilité), le speed est souvent présent tout au long des soirées et dès le début de celles-ci (tendance « *speed-apéro* », cf. rapport 2016) avec dans certains groupes un engouement particulier pour ce produit et une répétition des prises. A noter que certains de ces usagers se sont cependant plus souvent tournés vers la cocaïne cette année du fait du prix plus bas et d'une qualité plus haute que précédemment.

Des amphétamines particulièrement dosées semblent avoir circulées à plusieurs occasions cette année, des usagers se plaignant de nuits blanches successives non désirées et d'un fort bruxisme, pour des quantités consommées relativement faibles eu égard à leur habitude de consommation.

Les amphétamines ont également été consommées sous forme de cachet en free-party à quelques occasions.

Méthamphétamine

La méthamphétamine est un dérivé synthétique puissant de l'amphétamine. Dénommée « *ice* », « *crystal* », « *cristal-meth* », « *tina* » ou « *yaba* », elle est principalement consommée aux Etats-Unis et dans certains pays d'Asie et du Pacifique. Sa consommation est très restreinte en France, en dépit de la forte médiatisation dont elle fait régulièrement l'objet.

Comme l'an dernier, très peu de retours de consommations de méthamphétamines sont documentable dans le cadre du dispositif TREND, seuls quelques rares usagers du milieu festif gay, slamers, ont indiqué sa consommation, dont un cas a été attesté par une analyse d'urine (associé à de la pseudo-éphédrine, cf. p 78). Restent ces saisies aéroportuaires de plusieurs kilogrammes au printemps 2017, laissant envisager un marché en région, mais qui reste quoi qu'il en soit extrêmement discret.

Hallucinogènes

Les hallucinogènes sont des substances provoquant des distorsions des perceptions visuelles, auditives, spatiales et temporelles et de la perception de son propre corps. On distingue les hallucinogènes naturels et les hallucinogènes synthétiques. Les principales substances hallucinogènes naturelles consommées en France sont celles contenues dans les champignons dits « hallucinogènes ». Les autres plantes hallucinogènes (*Datura stramonium*, *Salvia divinorum*...) sont consommées mais de manière beaucoup plus marginale. Les principaux hallucinogènes synthétiques sont le LSD et la kétamine, principalement consommés en contexte festif.

LSD

L'acide lysergique est naturellement produit par un champignon, l'ergot de seigle. En 1943, Albert Hoffman synthétise le diéthylamide de l'acide lysergique dont les initiales sont LSD en allemand (Lyserg Säure Diäthylamid). Le LSD est également appelé « acide », « trip », « peutri », « buvard », « carton », « peupeu ». Il peut être nommé selon sa forme, « goutte », « micron », « gelatine » ou désigné par le motif figurant sur le buvard.



Rien de nouveau concernant les usages de LSD cette année, il est toujours consommé principalement en festif alternatif, plus rarement en club, sous forme de buvard ou de goutte (parfois diluée dans une bouteille d'alcool, voire sur des aliments), pour apprécier les effets sensoriels (notamment visuels, couleurs éclatantes, perception des surfaces en mouvement), sensation de plénitude ou d'euphorie, lâcher prise, réflexion exacerbée (imagination, voyage intérieur), etc.

Il est jugé d'un très bon rapport qualité prix puisque pour un maximum de 10 euros l'usager s'offrira plusieurs heures d'effets intenses. Les risques sont principalement liés au badtrip qui ne dépend pas toujours de la dose ingérée, ainsi qu'aux comportements à risques induits par la perte de contrôle physique et psychique plus ou moins forte.



Kétamine

Le chlorhydrate de kétamine est un anesthésique humain et vétérinaire susceptible de donner lieu à des effets hallucinogènes. Ce produit peut se présenter sous forme de poudre blanche, de très fins cristaux blancs ou de liquide inodore et incolore qu'il s'agira de « cuisiner » afin d'en extraire une poudre consommable par voie nasale, intraveineuse ou intramusculaire.

Autres dénominations : ké, kéta, spécial K

La kétamine se retrouve toujours consommée principalement en espaces festifs alternatifs. Le plus souvent sniffée, plus rarement injectée par voie intraveineuse ou intramusculaire, la poudre peut être « préparée » (passé de l'état liquide à l'état solide par évaporation) sur place par des revendeurs ou des consommateurs disposant d'un réchaud et d'un lieu abrité, ou bien préparée à l'avance par des consommateurs ayant acheté la kétamine sous forme liquide. Sinon, elle est directement vendue en poudre, dans des petits paquets (« képa ») autour d'une quarantaine d'euros le gramme.



Kétamine cuisinée au bain-marie

La kétamine peut être consommée ici par de jeunes et moins jeunes personnes, mais les plus novices semblent parfois se « *faire avoir* » par les effets du produit qu'ils auront mal dosé, et peuvent être qualifiés de « *ketausaure* » pour leur comportement significatif, embarrassé d'un corps dont ils maîtriseront mal les mouvements du fait des effets dissociatifs de la kétamine (ils rampent, tombent, « *bloquent* », ont du mal à articuler, les membres sont ankylosés...). Des surdosages conduisent dans les cas les plus extrêmes à des K-hole (coma dû à la kétamine, comme le G-hole est un coma dû au GHB). Mais la distorsion de l'espace et du temps est un effet recherché, de même que celui d'un lâcher-prise et d'une connexion avec la musique plus intense. Le produit est réputé pour procurer des effets similaires à aucune autre substance. Il peut également être consommé plus particulièrement sur des fins de soirée, pour l'état de bien être apaisant dans lequel il plonge à certaines doses plus faibles.

On trouvera aussi des usages de kétamine en milieu festif gay, également sur des temps d'after, mais aussi particulièrement associés à des pratiques sexuelles que le produit favorisera par ses effets euphorisants et anesthésiants.

L'association de kétamine et cocaïne est fréquemment rencontrée, elle prend parfois le nom de Calvin Klein, appréciée pour la simultanéité d'effets stimulants et anesthésiants qui se canalisent mutuellement.

La qualité de la Kétamine peut être évoquée à partir de son aspect (plus ou moins cristallin), mais aussi de sa provenance (indienne ou hollandaise notamment), les effets pouvant être distinguables aux dires de certains usagers.

DMT

La DiMéthyl-Tryptamine est présente à l'état naturel dans plusieurs plantes (dont *mimosa hostilis*), mais aussi synthétisable depuis 1931. C'est une molécule hallucinogène, classée comme stupéfiant en France, se présentant sous forme de poudre cristalline, et parfois dans un mélange d'herbes potentialisant (renforçant et prolongeant) ses effets⁵², alors dénommé *changa*.

La DMT reste un produit relativement rare en comparaison des autres substances et même des autres hallucinogènes, et sa consommation le fait d'usagers à minima connaisseurs du produit, ne serait-ce que par le réseau nécessaire pour son obtention (peu de revendeurs hors connaissance, sauf rares occasions en free-party). Il semble cependant que son usage soit plus particulièrement présent ces dernières années, on la rencontre en free-party et en festival, et notamment en Auvergne où des intervenants de RdRD notent son retour certain.

Les effets intenses mais relativement courts (quelques dizaines de minutes tout au plus) de ce produit consommé fumé semblent particulièrement convenir aux usagers, même si les non-initiés ont une représentation d'une plante puissante dont ils peuvent craindre les effets.

On trouve la DMT sous deux formes, premièrement en tant que telle sous forme de poudre blanche cristalline, qui sera fumée en bang ou à l'aide d'une pipe spéciale ou d'une pipe de kitbase par exemple, et obtenue à un prix relativement souvent plus élevé que lorsqu'elle est vendue comme « *changa* » (cinquante euros le gramme), et alors fumée en joint, pipe ou chilom.

⁵² Il s'agit de plantes Inhibitrices de Monoamine oxydase, (IMOA), ayant pour effet d'augmenter la concentration de certains neurotransmetteurs (comme la sérotonine, dopamine, noradrénaline) en inhibant l'activité d'enzymes en charge de leur dégradation. C'est le mode d'action de certains médicaments antidépresseurs et anti-parkinsoniens, mais cette effet IMAO est également présents dans certains aliments et plantes à l'état naturel.

Champignons hallucinogènes

Ce sont des champignons contenant des substances hallucinogènes, notamment la psilocybine. Ils induisent des distorsions des perceptions sensorielles, voire des hallucinations. Il existe de nombreuses espèces, certaines proviennent de l'étranger (Hawaï, Colombie, Mexique...), d'autres poussent en France. Ils sont presque exclusivement consommés mangés soit tels quels, soit au sein d'une préparation culinaire. Les champignons les plus consommés en France sont les psilocybes.

La consommation de champignons hallucinogènes est toujours observée en espaces festifs alternatifs, souvent conditionnée par la saison permettant sa récolte dans les champs. Ils peuvent aussi être obtenus par des auto-productions (des kits de culture sont vendus sur Internet), et parfois achetés auprès de revendeurs qui les proposent au gramme ou par sachet de 10 ou 20 euros.

Les effets hallucinogènes (euphorie, distorsion du temps et de l'espace) plus ou moins forts selon la variété consommée peuvent être appréciés des usagers novices comme expérimentés, quels que soit leur âge, même si des troubles digestifs s'en suivent assez fréquemment le lendemain.



Sachet de champignons hallucinogènes secs, vendu 10 euros

Solvants

Poppers

Le poppers désigne une préparation liquide ayant pour principe actif des nitrites d'alkyle, dont les différentes variétés (butyle, pentyle, amyle, propyle) induisent des effets plus ou moins intenses, de type euphorisant. Mais il est également consommé pour ses propriétés vasodilatatrices qui favoriseraient l'activité sexuelle (augmentation de la durée de l'érection, amplification des sensations orgasmiques, retard à l'éjaculation, facilitation des rapports annaux) et pour la légère euphorie avec accélération du rythme cardiaque qu'il provoque pendant une durée très courte lorsqu'il est inhalé. La législation n'a cessé de bouger à son endroit, retiré de la vente en 1990, il fut ensuite autorisé partiellement (certains types de nitrites restaient interdits), avant d'être de nouveau interdit totalement, pour recouvrir un statut entièrement légal depuis que le Conseil d'Etat a annulé, le 3 juin 2013, l'arrêté interdisant sa commercialisation. Il est aujourd'hui le produit, hors tabac et alcool, le plus expérimenté après le cannabis en population générale.

Nous avons évoqué l'usage du poppers particulièrement présent sur les scènes festives commerciales, et plus encore en espace festif gay où il fait partie depuis longtemps du paysage. Son statut légal permettant la vente libre et aux commerçants d'en faire la promotion, participe de la banalisation de son usage : il n'est pas considéré comme « drogue » pour la plupart des usagers.

Les fioles passent d'une narine à l'autres, ou sont laissées ouvertes dans les espaces collectifs privés, les vapeurs sont inhalées, parfois par la bouche, sur un textile, et plus rarement des usagers trempent leur cigarette dans le liquide et la garde en bouche sans l'allumer pendant quelques dizaines de minutes. Les effets sont très courts mais appréciés pour l'euphorie momentanée, la sensation de chaleur et l'interaction avec d'autres substances potentiellement consommées en parallèle (le poppers amplifie leurs effets, les déclenche ou les relance). Lorsque la consommation de poppers est associée à des pratiques sexuelles, il est réputé les améliorer du fait du bien être ressenti mais aussi de la dilatation des sphincters, facilitant certaines pratiques.

La répétition de l'usage peut entraîner une irritation des muqueuses, et des céphalées importantes.

Protoxyde d'azote

Le protoxyde d'azote est un gaz utilisé en médecine comme anesthésiant. Il a des effets particulièrement euphorisants, d'où son surnom de « *gaz hilarant* ». On le trouve également présent dans les cartouches pour siphon à chantilly ou aérosols d'air sec, d'où la facilité avec laquelle se le procurer pour des usages récréatifs. Le contenu de la cartouche est vidé dans un ballon puis inhalé par l'usager. Ce n'est pas un produit classé stupéfiant.

La consommation de protoxyde d'azote est un phénomène relativement stable, plus particulièrement rencontré en espaces festifs alternatifs (free-party), occasionnellement en festivals (notamment sur les zone off ou parking), et dans certaines soirées au sein de promotions étudiantes avec quelques profils d'usagers bien spécifiques. Il s'agit notamment des étudiants en médecine, qui auront rencontré le produit dans le cadre de leurs différents stages, en connaîtront les propriétés et le statut légal, et sa facilité d'accès en fera un produit relativement prisé des soirées « *corpo* ». Dans certaines de celles-ci les cartouches vides de protoxyde d'azote jonchent le sol, ou se trouvent pleines prêtes à consommer au bar.

« J'ai posé la question à tous mes externes de séminaire, mes internes de stage, tout le monde en a consommé ! Mais tout le monde, tout le monde, tout le monde, tout le monde ... J'ai aucun... aucun ne m'a dit : « je connais pas, j'ai pas consommé »... Et du coup, en interrogeant un peu plus sur les soirées étudiantes - du milieu de la santé, c'est hyper fréquent. Il y a des stands, comme des stands open-bar alcool, il y a des stands open-bar protoxyde d'azote. Et euh... ils marchent sur les capsules pendant les soirées, quoi. Enfin, y en a tellement ! ».. (focus sanitaire)

Ses effets seront d'autant plus appréciés qu'ils durent peu de temps (quelques minutes) et semblent tout à fait maîtrisables en dépit de quelques distorsions visuelles et auditives qui peuvent survenir.

Maux de tête et vertiges peuvent découler de l'usage, et le risque d'asphyxie vient principalement du mode d'usage par inhalation, notamment s'il est répété à intervalles trop rapprochés et sans reprise suffisante d'oxygène.

Le GHB (gamma-hydroxybutyrate) est un anesthésique se présentant sous la forme d'un liquide incolore et inodore, et possède une double action : euphorisante puis sédatrice et amnésiante. Cette molécule est donc utilisée de manière récréative par certaines personnes (pour des effets d'euphorie, de désinhibition, de bien-être et d'intensification des perceptions, d'où le surnom *d'ecstasy liquide*) et de manière criminelle par d'autres (dans le cadre de tentatives de soumission chimique d'une personne par une autre, d'où le surnom de « *drogue du viol* »). Il est classé comme stupéfiant en France depuis 1999.

Le GBL (gamma-butyrolactone) est quant à lui un solvant industriel, précurseur chimique du GHB et métabolisé en GHB par l'organisme après absorption. Le GBL ne fait l'objet d'aucun classement juridique du fait d'une utilisation courante dans l'industrie (automobile, cosmétique), même si la vente au public est interdite depuis 2011, il a donc remplacé progressivement l'usage du GHB.

Ces deux produits sont souvent confondus par les usagers, l'appellation courante « G » ne permettant d'ailleurs pas de les différencier. Si les dosages et délais avant les premiers effets peuvent être différents et causer des problèmes de surdosage lorsque l'on passe de l'un à l'autre, la plupart des usagers actuels ne consomment généralement que du GBL, acheté sur Internet⁵³ ou via une connaissance qui l'aura obtenu sur le net.

Dans le meilleur des cas, le « G » est dosé à l'aide d'une pipette graduée afin de respecter les doses moyennes (entre 1 et 2ml selon les personnes), ou à l'aide d'un compte-gouttes.

On le trouve consommé principalement en milieu festif gay, associé aux pratiques sexuelles mais pas seulement. Parfois également il se rencontre en milieu festif généraliste, voire en festival (le métissage des publics participe à sa diffusion, même si cela reste dans des proportions bien moindres qu'à Paris), mais reste plutôt le fait d'usagers avertis, bien que quelques novices puissent l'expérimenter, pas toujours avec succès (des cas d'overdoses, non mortelles, de 4 jeunes dans un grand club en 2016 avaient fait couler beaucoup d'encre dans la presse). En free-party, il reste relativement rare, toujours très connoté à l'image de « *drogue du viol* » et de soumission chimique.

On retrouve la consommation de GHB/GBL à toutes les étapes des nuits festives : en *before*, en soirée, et en *after*, dans les espaces collectifs de danse comme dans les espaces de sexualité. Pour certains, l'*after* au domicile est aussi un lieu de choix pour les expérimentations et les découvertes de nouveaux produits, notamment quand leur usage demande un minimum de cadre sécurisé pour l'utilisateur

« Pour le GHB qui est arrivé là un soir heureusement qu'on a tenté ça là car tout le monde est tombé !! [rire] on est une dizaine à être tombés ! Ah oui moi j'ai voulu essayer et ... Faut dire qu'on faisait pas gaffe aux dosages et que c'est hyper précis il paraît comme truc !! » (Usagers).

Outre ses effets euphorisants, le GHB est également apprécié en remplacement de l'alcool, procurant une ivresse jugée en partie similaire, pour un prix bien plus faible, et est considéré comme moins dangereux pour la santé que l'alcool. Certains usagers en difficulté avec l'usage de ce dernier se tournent d'ailleurs vers le GHB pour mettre à distance l'alcool sans renoncer aux types d'effets et sociabilités qu'il facilite.

« J'ai remplacé ma consommation d'alcool, qui était problématique, par le GHB ». (Usager)

⁵³ Le GBL se trouve facilement accessible sur des sites, notamment allemands, vendu comme nettoyant pour diverses surfaces, sous des contenants variés : d'une dizaine de ml au litre (100 euros, soit 10 à 20 centimes la dose de 0,1 ou 0,2 ml). Cf p. 29

Des usages de GHB via des mélanges de type « *speed ball* » sont également constatés, lorsqu'il est mélangé à des stimulants.

« L'intérêt, c'est de mélanger le G avec des stimulants, ça améliore toutes les phases de perches, ça potentialise la montée des stimulants, ça la rend plus euphorique, plus agréable. T'as moins la mâchoire qui sert par exemple. Et puis ça casse tous les trucs de la descente des amphètes. C'est vraiment le combo-ultime. Après ça les stimulants sans G c'est la dessèche totale. » (usager)

Comme la plupart des produits, les difficultés et risques liés à la consommation de GHB sont de plusieurs ordres : comportements associés aux effets, risque de dépendance et de surdosage.

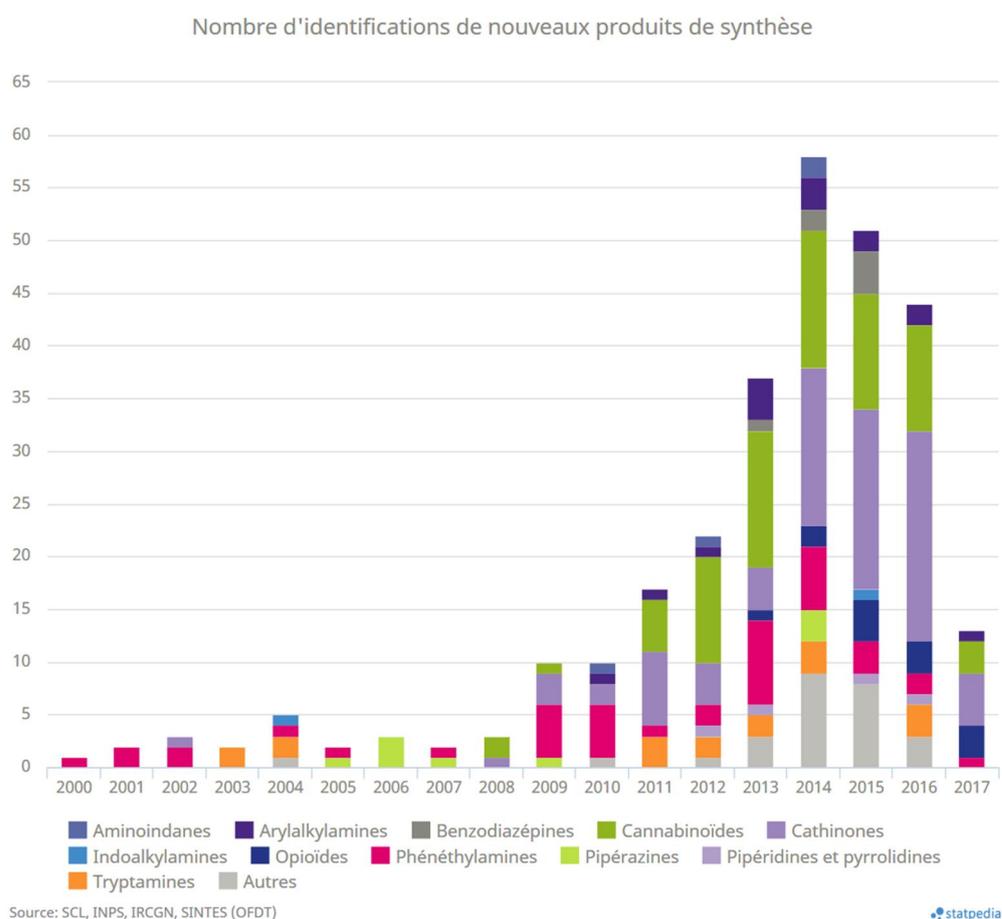
« Des gens qui se sont retrouvés errants, pieds-nus, post-soirées, ou des gens qui sont inquiets parce qu'ils ont une amnésie après une consommation de GHB en soirée. Ça, on peut voir assez régulièrement. Pas très régulièrement, mais assez régulièrement. » (Médecin urgence)

« Le problème du G c'est que quand t'es accro, t'es obligé d'en prendre pour dormir. Les mecs ils se la collent avant de dormir, ils font des mini comas en fait et y'a que comme ça qu'ils dorment... A terme ça déséquilibre tout ton cycle de dopamine. » (usager)

Les risques de dépression respiratoire liés au GHB sont loin d'être négligeables, notamment parce qu'ils sont considérablement amplifiés en cas de mélange avec l'alcool, produit particulièrement présent et habituellement consommé par la plupart des usagers. Au niveau national le nombre de comas au GHB/GBL a d'ailleurs doublé entre 2014 et 2017, allant de pair avec la diffusion de sa consommation. A Lyon, des cas de G-hole sont régulièrement mentionnés par des usagers ou du personnel d'établissement, heureusement tous n'étant pas mortels, mais plusieurs décès semblent pouvoir être imputés au GHB/GBL sur les 2 dernières années.

Apparues aux alentours de 2008, les appellations « nouveaux produits de synthèse » (NPS) ou « nouvelles substances psychoactives » (NSP), ou encore RC (Research Chemical), désignent un éventail hétérogène de substances qui imitent les effets de différents produits illicites mais qui au moment de leur mise sur le marché ne sont pas encore classées comme substance stupéfiante. On en distingue 5 familles : les phénéthylamines, les cathinones, les pipérazines, les tryptamines, et les cannabinoïdes. La première molécule à avoir connu une diffusion importante fut la méphédronne (4MMC), une cathinone dont l'interdiction (en 2010 pour la France) a engendré la mise sur le marché de molécules dérivées (notamment 3MMC et 4MEC) qui échappaient ainsi à l'interdiction. C'est le principe général de ces nouveaux produits, que de profiter un temps du vide législatif, les laboratoires clandestins produisant de nouvelles molécules dès les précédentes classées⁵⁴. Cependant les molécules une fois classées en France peuvent continuer d'être commercialisées sur Internet, quand elles ne sont pas illégales dans le pays hébergeant le site, ce qui donne ainsi le sentiment d'un cadre légal à l'acheteur. C'est le cas des cathinones, la famille entière de ces molécules ayant été classée en 2012 mais elles continuent d'être vendues sur des sites hébergés aux Pays-Bas par exemple. Les molécules classées sont par ailleurs particulièrement disponibles sur le Darknet, et les sites les proposant sont en constante augmentation.

En France, 620 NPS⁵⁵ faisaient l'objet d'une surveillance en 2016, contre 350 en 2013, le nombre de nouvelles molécules identifiées n'ayant cessé de croître jusqu'en 2014.



⁵⁴ « Il n'existe pas de loi spécifique destinée au contrôle des nouveaux produits de synthèse (NPS). La logique de classement d'un NPS sur la liste des stupéfiants est de type individuel (chaque substance interdite est nommée dans la liste) ainsi que générique : elle « part d'une structure moléculaire de base (pas nécessairement psychoactive) et spécifie les variantes qui seront concernées par l'interdiction » (Martinez 2013) »

⁵⁵ Pour plus d'informations, consulter le site de l'OFDT et l'animation répertoriant les identifications de chaque produit d'année en année : <https://www.ofdt.fr/produits-et-addictions/de-z/nouveaux-produits-de-synthese/animation-liste-nps/>

A l'heure actuelle en France, les molécules les plus consommées et faisant le plus souvent l'objet de saisies sont les cannabinoïdes de synthèse (43%) et les cathinones (33%), sur les 142 NPS différents saisis en 2016. La 3-MMC reste la molécule la plus saisie, devant la 4-MEC, la methoxetamine et l'éthylphenidate, avec quelques dizaines de saisies pour chacune et pour des quantités totales de quelques kilos tout au plus, ce qui reste marginal en comparaison des drogues « classiques ». Les cannabinoïdes de synthèse les plus souvent saisis sont 5F-AKB-48, AB-FUBINACA, JWH-122, et ils ont été expérimentés par 1,7% des 18-64 ans, un niveau d'usage similaire à celui de l'héroïne ou des amphétamines.

En région, nous pouvons constater que les NPS sont présents mais toujours dans des proportions bien moindres que les autres drogues classiques, exceptions faites du milieu festif gay et principalement des pratiques de chemsex, au sein desquelles nous avons décrit les usages importants de cathinones (cf. partie Chemsex/slam).

On trouvera en espaces festifs alternatifs quelques usages d'hallucinogènes type 2Cx (2Cb et 2Ci notamment), occasionnellement de Nbome, et en espaces commerciaux (festivals et clubs) très occasionnellement des cathinones, et de l'éthylphénidate vendu sous le nom de Natrium. On trouve ce dernier à la vente sur Internet sous cette appellation, et officiellement proposé comme nettoyeur ou désodorisant pour bang sur des sites spécialisés dans le commerce de plantes psychoactives. Là encore le design se voulant professionnel, le logo évoque le tableau de classification périodique des éléments de Mendeleïev.



Comme nous l'évoquions l'an dernier, les cannabinoïdes peuvent être plus souvent consommés par des usagers de cannabis qui décrivent alors des effets particulièrement puissants, inattendus, et pas toujours appréciés, car trop en décalage avec l'effet classique de la plante. Parfois c'est une condamnation judiciaire liée à l'usage de cannabis et la crainte de tests biologiques à venir pour récupérer le permis de conduire par exemple qui conduiraient à l'expérimentation substitutive par ces molécules, non détectables aux tests classiques.

Les cannabinoïdes de synthèse semblent être consommés plutôt dans des cadres privés, des signaux laissant penser à ces usages proviennent des services d'urgence où des jeunes ayant consommé de « l'herbe synthétique » achetée sur internet se présentent avec dans des états délirants laissant parfois penser à des décompensations schizo-phréniques, mais se résolvant spontanément dès les effets du produit dissipés.

Médicaments psychotropes non opiacés

Benzodiazépines et apparentés

Les benzodiazépines (BZD) sont une famille de molécules apparues dans les années 1960 en France. Produits sédatifs, les BZD sont prescrites essentiellement comme anxiolytiques (exemple : Valium®, Xanax®, Lexomil®, Seresta®) et comme hypnotiques (exemple : Rohypnol®, Halcion®) à plus forte dose.

Le Valium® et le Seresta® restent les deux principales benzodiazépines présentes en consommation et reventes sur le marché de rue, chez des usagers en situation de grandes précarités, mais le Tranxen®, le Tercian®, le Lexomil® ou le Loxapac® sont également des molécules que ces usagers consomment en grande quantité. Elles leur sont souvent prescrites mais c'est avant tout un usage « défoncé » qu'ils recherchent, voire parfois une aide à la stabilisation de leur substitution, pour calmer les angoisses persistantes à l'arrêt du produit... Les dosages journaliers peuvent être très importants, les comprimés de Valium® consommés par dizaines chaque jour par exemple, qu'ils soient obtenus sur prescription ou achetés dans la rue (10 à 15 euros les 30 cachets de 10mg)

Le zolpidem (Stilnox®) en marché de rue ou chez des usagers de CAARUD est peu présent à Lyon mais semble être plus particulièrement consommé dans certains groupes d'usagers sur la région de Clermont-Ferrand, en injection :

« La tolérance au produit est rapide, ils décrivent injecter une boîte entière (cachet de 10mg) en une seule fois. Une forte montée très courte suivie d'un état comateux, pertes de mémoire, plusieurs affirment oublier des journées entières. » (Intervenant)

Par ailleurs, la situation de mineurs migrants fortement dépendants aux benzodiazépines alerte des professionnels en région lyonnaise, qui les rencontrent notamment suite à des symptômes de sevrage brutaux, dans les services d'urgence mais aussi lorsqu'ils sont incarcérés. Différents types de médicaments sont consommés pour obtenir un effet « défoncé » permettant de soutenir les conditions extrêmement difficiles de l'exil, et ne concernent plus seulement les adultes.

« On peut constater très régulièrement la question des mineurs isolés – ou pas que mineurs – parce qu'on fait les examens de compatibilité de garde-à-vue de la police, donc on a toute une population de jeunes adultes venant de l'étranger qui ont eu un parcours très compliqué, chaotique, et addicts au Seresta® et Rivotril® - enfin, c'est les deux produits qui reviennent vraiment – et qui sont dans une demande de Seresta® et de Rivotril®. » (focus sanitaire)

« Il y a une nette augmentation de mineurs isolés, incarcérés, qui présentent tous, à peu près tous, le même parcours d'exil extrêmement chaotique, avec l'utilisation de benzodiazépines principalement à des doses extrêmement importantes. C'est toujours diazepam, Rivotril®. Du Lyrica® aussi... très utilisé. L'utilisation de médicaments défoncé, très clairement. Et lors de l'arrivée en détention, ils présentent des syndromes de sevrage extrêmement bruyants, avec beaucoup de scarifications, d'automutilations extrêmement graves. » (focus sanitaire)

« C'est quelque chose vraiment qu'on voyait chez les adultes, et qui est signalé comme étant beaucoup plus important dans la prison pour mineurs. Avec des problèmes bien particuliers de trafic, au sein de la prison. » (focus sanitaire)

Enfin les médicaments benzodiazépiniques sont occasionnellement utilisés par des usagers de tous profils pour la gestion d'épisodes de mal-être suite à des sessions de consommations importantes, notamment de stimulants, ce qui est particulièrement le cas des soirées chemsex où le manque de sommeil aggrave l'état anxieux les jours suivants. Les benzodiazépines viennent soutenir et permettre de maintenir une vie professionnelle et sociale, que les psychotropes soient « dépannés » entre usagers, ou qu'ils soient prescrits par le médecin traitant, voire autoprescrits quand le chemsexeur est lui-même médecin.

Autres médicaments

Des usages détournés de **Mydriaticum**[®] (un collyre contenant du tropicamide) sont mentionnés par plusieurs pharmacies de l'agglomération, qui suspectent des falsifications d'ordonnances. Les usagers semblent être majoritairement originaires des pays de l'Est (la pratique de détournement de tropicamide a été originellement constatée en Europe de l'EST⁵⁶), et associent parfois leurs demandes à celle de Lyrica[®]. Il semblerait que l'effet soit apprécié pour renforcer ceux de l'héroïne ou d'autres opiacés.

Le **Lyrica**[®] (un antiépileptique contenant de la prégabaline) est également un produit principalement consommé en détournement d'usage par des usagers originaires des pays de l'Est, rencontrés à Lyon et Saint-Etienne, qui l'associent souvent à la méthadone. Il générerait alors un effet euphorisant important, suivi parfois d'épisodes d'amnésie. A la suite de longues périodes de consommation, le manque de Lyrica[®] est décrit par certains usagers comme particulièrement intense et difficile à supporter.

Enfin, le cas du détournement d'usage du **Dormicum**[®] est exclusivement mentionné par les intervenants de la région d'Annemasse. Le Dormicum[®], dit « dodo », est une benzodiazépine hypnotique (midazolam), une molécule particulièrement disponible en Suisse. Le cachet est vendu entre 5 et 20 francs Suisse au marché noir, et est consommée par des usagers d'héroïne, plus souvent en grande précarité, qui y cherchent des effets de « *défonce* » similaire à celle des opiacés, en consommant le cachet par injection, en sniff ou fumé. Les effets spécifiques décrits (effets hypnotiques, ralentissement psychomoteur et somnolence importante) peuvent conduire à des pertes de mémoire mais aussi à des conséquences collatérales comme le fait de se retrouver dépouillé de toutes ses affaires après s'être endormis dans la rue.

⁵⁶Une note d'information a été publiée en 2017 par le réseau d'addictovigilance : http://www.addictovigilance.fr/IMG/pdf/plaquette_mydriaticum.pdf